

Comptes consolidés

Au 31 Décembre 2014



EULER HERMES
Business insured. Success ensured.

En application de l'article 28-1 alinéa 5 du Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission européenne du 29 avril 2004, les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2013 (établis conformément aux normes IFRS comprenant les données comparatives de l'exercice 2012 selon les mêmes normes) et pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 (établis conformément aux normes IFRS comprenant les données comparatives de l'exercice 2011 selon les mêmes normes) ainsi que les rapports des commissaires aux comptes y afférent sont inclus par référence dans le présent Document de Référence. Ils figurent respectivement aux pages 123 à 199 du Document de Référence de la Société pour l'exercice 2013 enregistré par l'AMF le 30 avril 2014 sous le numéro D 14-0469 et aux pages 111 à 194 du Document de Référence de la Société pour l'exercice 2012 enregistré par l'AMF le 26 avril 2013 sous le numéro D 13-0446.

Table des matières

Bilan consolidé.....	5
Compte de résultat consolidé	6
Etat du résultat global consolidé.....	7
Tableau de flux de trésorerie consolidé.....	8
Variation des capitaux propres consolidés	10
Annexes aux comptes consolidés	11
Note 1 Faits marquants de la période	11
Note 2 Règles de comptabilisation et d'évaluation IFRS	13
Note 3 Ecart d'acquisition	34
Note 4 Autres actifs incorporels et portefeuilles de contrats	36
Note 5 Immobilier de placement et d'exploitation.....	37
Note 6 Placements financiers.....	38
Note 7 Investissements dans les entreprises associées.....	42
Note 8 Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles.....	44
Note 9 Impôts différés.....	45
Note 10 Créances d'assurance et de réassurance	46
Note 11 Autres créances	47
Note 12 Actifs détenus en vue de la vente.....	47
Note 13 Trésorerie et équivalents de trésorerie	47
Note 14 Réserves de réévaluation	48
Note 15 Participations ne donnant pas le contrôle.....	48
Note 16 Provisions pour risques et charges.....	49
Note 17 Avantages au personnel	49
Note 18 Dettes de financement.....	53
Note 19 Provisions techniques	54
Note 20 Dettes d'assurance et de réassurance	54
Note 21 Autres dettes.....	55
Note 22 Ventilation du résultat opérationnel courant	55
Note 23 Produits financiers	57
Note 24 Contrats de location	57
Note 25 Autres produits et charges opérationnels courants	58
Note 26 Autres produits et charges opérationnels	58
Note 27 Impôts sur les résultats	59
Note 28 Résultat par action et dividende par action.....	60
Note 29 Information sectorielle.....	60
Note 30 Parties liées.....	64
Note 31 Plans de stock-options	66
Note 32 Effectifs du Groupe	70
Note 33 Engagements donnés et reçus	71
Note 34 Honoraires d'audit.....	72

Table des matières

Note 35 Evénements postérieurs au 31 décembre 201472
Note 36 Gestion des risques72

Bilan consolidé

(en milliers d'euros)	Notes	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Ecarts d'acquisition	3	108 389	99 489
Autres immobilisations incorporelles	4	112 502	88 985
Actifs incorporels		220 891	188 474
Immobilier de placement	5	75 369	60 231
Placements financiers	6	3 894 626	3 675 876
Instruments dérivés		19 011	13 801
Placements des activités d'assurance		3 989 006	3 749 908
Investissements dans les entreprises associées	7	199 428	193 853
Part des cessionnaires et récessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers	19	564 279	529 876
Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles	8	48 602	138 339
Frais d'acquisition reportés		67 753	58 501
Impôts différés actifs	9	23 653	24 447
Créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	10	592 788	563 542
Créances nées des opérations de réassurance cédées	10	12 082	71 813
Créances d'impôt exigible		19 811	20 161
Autres créances	11	228 100	221 552
Actifs détenus en vue de la vente	12	60 670	-
Autres actifs		1 053 459	1 098 355
Trésorerie	13	332 624	302 190
TOTAL DE L'ACTIF		6 359 687	6 062 656
Capital social		14 510	14 510
Primes d'émission		465 007	465 007
Réserves consolidées		1 712 679	1 650 801
Résultat consolidé		302 060	313 729
Réserves de réévaluation	14	99 242	63 566
Ecart de conversion		(12 973)	(45 743)
Capitaux propres du Groupe		2 580 525	2 461 870
Participations ne donnant pas le contrôle	15	62 142	66 582
Capitaux propres totaux		2 642 667	2 528 452
Provisions pour risques et charges	16	383 651	310 374
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire		284 159	261 384
Autres dettes de financement		-	351
Dettes de financement	18	284 159	261 735
Provisions techniques non-vie	19	2 177 246	2 028 682
Passifs relatifs aux contrats		2 177 246	2 028 682
Impôts différés passifs	9	163 063	264 903
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	20	226 992	192 141
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	20	131 477	145 300
Dettes d'impôt exigible		60 658	46 284
Autres dettes	21	289 774	284 785
Autres passifs		871 964	933 413
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		6 359 687	6 062 656

Compte de résultat consolidé

(en milliers d'euros, excepté pour le résultat par action)

31 décembre

	Notes	2014	2013
Primes émises		2 270 416	2 202 496
Ristournes de primes		(111 513)	(109 896)
Variation des primes non acquises		(32 992)	(13 580)
Primes acquises		2 125 911	2 079 020
Prestations de service		401 101	407 220
Chiffre d'affaires	21	2 527 012	2 486 240
Produits des placements		81 117	88 372
Charges des placements		(9 012)	(8 390)
Plus et moins-values de cession des placements nettes des reprises de dépréciation et d'amortissement		21 108	12 992
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat		210	(5 122)
Variation des dépréciations sur placements		(2 984)	(1 162)
Variation nette des impacts de change		(5 357)	(540)
Produits des placements nets de charges	23	85 082	86 150
Charges des prestations d'assurance		(998 671)	(1 046 530)
Produits des cessions en réassurance		498 812	541 158
Charges des cessions en réassurance		(643 876)	(643 461)
Charges ou produits nets des cessions en réassurance	22	(145 064)	(102 303)
Frais d'acquisition des contrats		(452 940)	(426 506)
Frais d'administration		(207 943)	(206 065)
Autres produits opérationnels courants	25	23 595	21 611
Autres charges opérationnelles courantes	25	(394 902)	(381 186)
Résultat opérationnel courant	22	436 169	431 411
Autres charges opérationnelles	26	(24 726)	(32 189)
Autres produits opérationnels	26	1 682	59 384
Résultat opérationnel		413 125	458 606
Charges de financement		(8 347)	(10 953)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence	7	15 718	6 424
Impôts sur les résultats	27	(116 396)	(136 996)
Résultat net de l'ensemble consolidé		304 100	317 081
dont			
Résultat net, part du Groupe		302 060	313 729
Participations ne donnant pas le contrôle		2 040	3 352
Résultat net par action (en euros)	28	6,86	7,12
Résultat net dilué par action (en euros)	28	6,86	7,11
Résultat par action des activités poursuivies (en euros)		6,86	7,12
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)		6,86	7,11

Etat du résultat global consolidé

(en milliers d'euros)

	31 décembre	
	2014	2013
Résultat net, part du Groupe	302 060	313 729
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2 040	3 352
Gains et pertes actuariels sur engagements de retraite nets d'impôts	(49 723)	17 337
Autres éléments du résultat global non reclassés ultérieurement en résultat net	(49 723)	17 337
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat (part brute)	(20 361)	(21 362)
Impôts	5 211	6 515
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée par capitaux propres (part brute)	63 945	(23 656)
Impôts	(16 313)	9 348
Autres variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée par capitaux propres	-	-
Incidence des écarts de conversion (y compris sur réserves de réévaluation)	35 876	(23 978)
Autres éléments du résultat global reclassés ultérieurement en résultat net	68 358	(53 133)
Autres éléments du résultat global - part des participations ne donnant pas le contrôle nette d'impôts	45	(148)
Résultat global de la période de l'ensemble consolidé	322 780	281 137
Résultat global de la période part du Groupe	320 695	277 933
Résultat global de la période attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	2 085	3 204

Tableau de flux de trésorerie consolidé

31 décembre

(en milliers d'euros)	Notes	2014	2013
Résultat net part du Groupe		302 060	313 729
Impôts sur les résultats		116 396	136 996
Charge de financement		8 347	10 953
Résultat des minoritaires		2 040	3 352
Résultat des sociétés mises en équivalence	7	(15 718)	(6 424)
Résultat opérationnel avant impôt		413 125	458 606
Dotations et reprises aux amortissements et aux provisions (résultat)		82 123	59 698
Variation des provisions techniques		54 034	114 520
Variation des frais d'acquisition reportés		(5 228)	(2 686)
Variation de la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat (hors trésorerie et équivalents de trésorerie)		(1 609)	(2 990)
Plus et moins-values réalisées nettes de reprises		(21 471)	(62 732)
Résultat latent de change		11 719	5 528
Charges et produits calculés liés aux stocks options et assimilés		-	-
Produits d'intérêts reçus non encaissés		1 929	829
Correction des éléments inclus dans le résultat opérationnel qui ne correspondent pas à des flux monétaires et reclassement des flux de financement et d'investissement		121 497	112 167
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	7	10 414	19 127
Variation des dettes et des créances nées des opérations d'assurance ou de réassurance		59 914	(34 414)
Variation des créances et dettes d'exploitation		(2 835)	34 311
Variation des autres actifs et passifs		(13 487)	(45 483)
Impôt payé sur le résultat		(181 854)	(155 050)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'exploitation		(127 848)	(181 509)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES		406 774	389 264
Acquisitions des filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie acquise		(4 667)	-
Cessions des filiales et co-entreprises, nettes de la trésorerie cédée		-	52 758
Prises de participations dans des entreprises mises en équivalence	7	-	(91 982)
Cessions de participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Fusion		25	-
Flux de trésorerie liés aux variations de périmètre		(4 642)	(39 224)
Cessions de titres AFS		1 063 955	1 060 533
HTM à échéance		-	300
Cessions d'immobilier de placement		165	2 989
Cessions des titres de transaction (trading)		2 630	2 317
Flux de trésorerie liés aux cessions et remboursements de placements		1 066 750	1 066 139
Acquisitions de titres AFS		(1 197 437)	(1 042 825)
Acquisitions de titres HTM		-	-
Acquisition d'immobilier de placements et d'exploitation	5	(16 832)	(11 639)
Acquisitions des titres de transaction (trading)		(5 900)	(3 588)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions de placements		(1 220 169)	(1 058 052)
Cessions des autres investissements et immobilisations incorporelles ⁽¹⁾		2 733 714	2 906 800
Acquisitions des autres investissements et immobilisations incorporelles ⁽¹⁾		(2 757 258)	(2 962 529)
Flux de trésorerie liés aux acquisitions et cessions des autres investissements et immobilisations incorporelles		(23 544)	(55 729)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT		(181 605)	(86 866)

(1) Ces montants sont principalement composés d'opérations de trésorerie à court terme.

Tableau de flux de trésorerie consolidé

31 décembre

(en milliers d'euros)	Notes	2014	2013
Augmentations et réductions de capital		-	8 166
<i>Emission d'instrument de capital</i>		-	8 166
<i>Réduction d'instrument de capital</i>		-	-
Opérations sur actions propres		(18 041)	6 642
Dividendes payés		(189 372)	(180 866)
Flux de trésorerie liés aux transactions avec les actionnaires		(207 413)	(166 058)
Variation des titres participatifs (sans droits de vote)		-	-
Variation des emprunts et titres subordonnés		22 682	(124 759)
<i>Trésorerie générée par les émissions de dettes de remboursement</i>		22 682	10 358
<i>Trésorerie affectée aux remboursements de dettes de financement</i>		-	(135 117)
Intérêts payés		(8 263)	(13 811)
Flux de trésorerie liés au financement du Groupe		14 419	(138 570)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT		(192 994)	(304 628)
Effets des variations de change sur la trésorerie et les équivalents trésorerie		(130)	(3 851)
Reclassement		-	(109)
Changement de méthode		(1 261)	-
AUTRES VARIATIONS NETTES DE TRESORERIE		(1 391)	(3 960)
Variation de trésorerie provenant des flux		30 784	(6 190)
Variation de trésorerie provenant de la trésorerie		30 784	(6 190)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	13	301 840	308 030
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	13	332 624	301 840

La position de trésorerie à fin 2014 a augmenté de 30 784 milliers d'euros.

- Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles contribuent à hauteur de 407 millions à fin 2014 contre 389 à fin 2013, en raison principalement de l'amélioration des flux liés aux opérations d'assurance et de réassurance.
- Les activités d'investissement ont contribué aux décaissements pour -182 millions d'euros à la clôture de 2014, contre -87 millions d'euros à la clôture de 2013, principalement en raison des investissements nets de cessions dans les titres AFS pour 133,5 millions d'euros à fin 2014 contre 17,7 millions d'euros à fin 2013, et des investissements immobiliers nets pour 16,7 millions d'euros en 2014 contre 8,7 millions d'euros en 2013.
- Les flux relatifs aux activités de financement baissent de -305 millions d'euros à fin 2013 à -193 millions d'euros à fin 2014. Ils sont essentiellement causés par le paiement du dividende (189 millions en 2014 contre 180 en 2013) tandis que 2013 incluait également le remboursement d'un prêt de 135 millions d'euros.

Etat de variation des capitaux propres

Pour l'année 2014

(en milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission	Réserve de consolidation et résultats cumulés	Réserve de réévaluation	Ecart de conversion	Actions propres	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres du Groupe à l'ouverture	14 510	465 007	2 024 004	63 566	(45 743)	(59 474)	2 461 870	66 582	2 528 452
Actifs disponibles à la vente (AFS)									
Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres	-	-	-	47 632	-	-	47 632	-	47 632
Incidence des transferts en résultat des plus ou moins values réalisées	-	-	-	(15 150)	-	-	(15 150)	-	(15 150)
Gain / (perte) actuariel sur engagements de retraite	-	-	(49 723)	-	-	-	(49 723)	(61)	(49 784)
Incidence des écarts de conversion	-	-	-	3 106	32 770	-	35 876	106	35 982
Total des autres éléments du résultat global, net d'impôt	-	-	(49 723)	35 588	32 770	-	18 635	45	18 680
Résultat net consolidé de l'exercice	-	-	302 060	-	-	-	302 060	2 040	304 100
Résultat global de la période	-	-	252 337	35 588	32 770	-	320 695	2 085	322 780
Mouvements de capital	-	-	-	-	-	(17 504)	(17 504)	-	(17 504)
Distribution de dividendes	-	-	(184 826)	-	-	-	(184 826)	(4 546)	(189 372)
Annulation boni/mali sur actions d'autocontrôle	-	-	-	-	-	(537)	(537)	-	(537)
Transactions entre actionnaires	-	-	729	88	-	-	817	(1 979)	(1 162)
Autres variations	-	-	10	-	-	-	10	-	10
Capitaux propres du Groupe à la clôture	14 510	465 007	2 092 254	99 242	(12 973)	(77 515)	2 580 525	62 142	2 642 667

Pour l'année 2013

(en milliers d'euros)	Capital	Primes d'émission	Réserve de consolidation et résultats cumulés	Réserve de réévaluation	Ecart de conversion	Actions propres	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Capitaux propres du Groupe à l'ouverture	14 468	456 883	1 864 869	92 777	(21 821)	(61 935)	2 345 241	68 261	2 413 502
Actifs disponibles à la vente (AFS)									
Gain / (perte) d'évaluation pris en capitaux propres	-	-	-	(14 308)	-	-	(14 308)	(29)	(14 337)
Incidence des transferts en résultat des plus ou moins values réalisées	-	-	-	(14 847)	-	-	(14 847)	-	(14 847)
Gain / (perte) actuariel sur engagements de retraite	-	-	17 337	-	-	-	17 337	(88)	17 249
Incidence des écarts de conversion	-	-	-	(56)	(23 922)	-	(23 978)	(31)	(24 009)
Total des autres éléments du résultat global, net d'impôt	-	-	17 337	(29 211)	(23 922)	-	(25 796)	(148)	(35 944)
Résultat net consolidé de l'exercice	-	-	313 729	-	-	-	313 729	3 352	317 081
Résultat global de la période	-	-	331 066	(29 211)	(23 922)	-	277 933	3 204	281 137
Mouvements de capital	42	8 124	-	-	-	5 303	13 469	-	13 469
Distribution de dividendes	-	-	(176 020)	-	-	-	(176 020)	(4 846)	(180 866)
Annulation boni/mali sur actions d'autocontrôle	-	-	-	-	-	1 339	1 339	-	1 339
Autres variations	-	-	4 089	-	-	(4 181)	(92)	(37)	(129)
Capitaux propres du Groupe à la clôture	14 510	465 007	2 024 004	63 566	(45 743)	(59 474)	2 461 870	66 582	2 528 452

Au 31 décembre 2014, le capital social d'Euler Hermes Group se compose de 45 342 177 titres intégralement libérés. A la même date Euler Hermes Group détient 1 360 137 actions propres.

Conformément à la norme IAS 39, les placements disponibles à la vente (AFS) ont été réévalués à la juste valeur en contrepartie de la réserve de réévaluation sans effet sur le résultat. L'augmentation des réserves de réévaluation sur l'exercice s'élève à 35 588 milliers d'euros nette d'impôts.

L'augmentation de l'écart de conversion à hauteur de 32 770 milliers d'euros sur l'exercice concerne principalement le dollar américain pour 25 704 milliers d'euros, la livre sterling pour 13 824 milliers d'euros, le rouble russe pour -4 491 milliers d'euros, le dollar de Singapour pour 1 526 milliers d'euros et le forint hongrois pour -1 025 milliers d'euros.

Les participations ne donnant pas le contrôle baissent de 4 440 milliers d'euros principalement en raison du résultat net de la période de 2 040 milliers d'euros, du versement de dividendes pour -4 546 milliers d'euros et du rachat de participations ne donnant pas le contrôle pour -1 979 milliers d'euros, dont principalement Euler Hermes Hellas Credit Insurance SA.

Annexe aux comptes consolidés

Note 1 Faits marquants de la période

L'année 2014 a été marquée par les événements suivants:

Evolution du capital et de l'actionnariat

Au 31 décembre 2014, le Groupe Allianz détient 30 744 048 actions sur un total de 45 342 177, soit 67,8% des actions, en conséquence de quoi, Euler Hermes Group est intégrée dans le périmètre de consolidation d'Allianz.

Au 31 décembre 2014, le nombre d'actions composant le capital social d'Euler Hermes Group s'élève à 45 342 177 dont 1 360 137 actions propres.

Création de la société Euler Hermes AG

Les activités d'assurance-crédit à l'export pour le compte de l'Etat allemand d'Euler Hermes Deutschland ont été scindées via la constitution d'une nouvelle société distincte (Euler Hermes AG) au début de l'année 2014, permettant de procéder à la fusion d'Euler Hermes Deutschland avec Euler Hermes Europe (renommée en Euler Hermes SA).

Transfert des portefeuilles des branches d'assurance asiatiques vers Euler Hermes Europe (renommée Euler Hermes SA)

Dans le contexte de la restructuration légale du Groupe, les portefeuilles de contrats d'assurance des branches Singapour, Hong Kong et Japon ont été transférés respectivement le 1^{er} juin, le 1^{er} juillet et le 1^{er} août 2014 par la société Euler Hermes Deutschland à la société Euler Hermes Europe (renommée Euler Hermes SA) en Belgique.

Changements de dénomination sociale

Suite à l'Assemblée Générale du 28 mai 2014, la dénomination sociale d' « Euler Hermes SA » a été modifiée en « Euler Hermes Group SA ».

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 2014, la dénomination sociale d' « Euler Hermes Europe SA (NV) » a été modifiée en « Euler Hermes SA (NV) ».

Blue Europe II : réalisation de la fusion transfrontalière

Les fusions transfrontalières d'Euler Hermes Deutschland AG et Euler Hermes France SA dans Euler Hermes SA (NV) ont été approuvées par la NBB, l'ACPR et la BaFin, les régulateurs belge, français et allemand. Elles ont été actées lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 novembre 2014 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2014.

Euler Hermes SA (NV) renforce sa participation dans sa filiale grecque Euler Hermes Hellas Credit Insurance SA

En janvier 2014, Euler Hermes SA (NV) a racheté les parts des actionnaires minoritaires dans Euler Hermes Hellas Credit Insurance SA, portant ainsi sa participation à 100%.

Expansion sur les marchés internationaux

Au cours de l'exercice 2014, le Groupe a créé de nouvelles sociétés de services pour développer ses activités dans des pays en croissance : Euler Hermes Services Taïwan, Euler Hermes Services GCC Limited, localisée à Dubaï, Euler Hermes Services Bulgarie, Euler Hermes Services Tunisia, et Euler Hermes Korea Non-Life Broker Co., Ltd.

Accord de cession des immeubles d'exploitation des sociétés Euler Hermes Deutschland et Euler Hermes AG

Au cours du troisième trimestre 2014, les Directoires d'Euler Hermes Group et d'Euler Hermes Deutschland ont signé un accord avec une société de développement immobilière pour céder les immeubles d'exploitation du Groupe à Hambourg avec pour objectif de transférer le titre de propriété de ces biens avant la fin de l'année 2015. En conséquence, la valeur nette des immeubles a été reclassée en actifs destinés à la vente pour un montant de 75,7 millions d'euros avant dépréciation. Après reclassement, une perte de valeur a été reconnue à la hauteur de la juste valeur diminuée des coûts de vente pour un montant de 17,2 millions d'euros. Cette perte de valeur est comptabilisée dans le poste « Autres charges opérationnelles » au compte de résultat.

Annexe aux comptes consolidés

Lancement de l'Initiative EH 3.0

À la fin du mois de janvier 2014, le Groupe a lancé l'initiative EH 3.0 en s'appuyant sur le principe de placer ses clients au cœur de sa stratégie résultant de la précédente initiative Excellence. Ce nouveau programme de trois ans doit améliorer considérablement la précision du service apporté à la clientèle Euler Hermes et créer de la valeur pour ses clients en faisant d'Euler Hermes un Groupe avec lequel il est facile de travailler. Chaque Région du Groupe a lancé l'Initiative EH 3.0 localement, grâce à une approche « bottom-up », en mettant l'accent sur les besoins des clients de ses marchés locaux.

Euler Hermes Group notée AA- par l'agence de notation Dagong

En janvier 2014, l'agence de notation de crédit chinoise Dagong a octroyé à Euler Hermes Group la note AA-. Il s'agit du premier groupe d'assurance en Europe à être noté par cette agence.

Annexe aux comptes consolidés

Note 2 Règles de comptabilisation et d'évaluation IFRS

Euler Hermes Group est une société qui est domiciliée en France. Le siège social d'Euler Hermes Group est situé 1, Place des Saisons 92048 Paris - La Défense Cedex. Les états financiers consolidés du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 comprennent Euler Hermes Group et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe » et chacune individuellement comme « les entités du Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

Euler Hermes Group est enregistrée au RCS sous le numéro 552 040 594.

Les comptes du Groupe au 31 décembre 2014 ont été arrêtés par le Directoire du Groupe en date du 16 février 2015 et présentés au Conseil de Surveillance en date du 18 février 2015. Ils seront soumis pour approbation à l'Assemblée Générale du 27 mai 2015.

2.1. Principes généraux

Conformément au règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés qui sont publiés au titre du 31 décembre 2014 sont établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et les IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations. Cette annexe doit être lue en relation avec les états financiers consolidés du Groupe au 31 décembre 2013, établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

Les normes et interprétations appliquées résultent notamment :

- des normes et interprétations IAS/IFRS applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2014 telles qu'adoptées dans l'Union Européenne,
- des orientations présentées dans la recommandation n° 2013-R05 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) relative au format des états financiers des organismes d'assurance sous référentiel comptable international.

Les comptes sont présentés en euros, monnaie fonctionnelle du Groupe, arrondis au millier le plus proche. Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des éléments d'actif et de passif relatifs aux contrats d'assurance, qui sont évalués selon les méthodes déjà appliquées par le Groupe et pour les instruments financiers évalués à la juste valeur (instruments financiers à la juste valeur par résultat et instruments financiers disponibles à la vente). Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au montant le plus bas entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de vente.

2.2. Évolutions en 2014 du référentiel comptable applicable au Groupe

Les normes applicables au Groupe à compter du 1^{er} janvier 2014 de manière obligatoire sont les suivantes :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés »
- IFRS 11 « Accords conjoints »
- IFRS 12 « Informations sur les participations »
- IAS 28 révisée « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises »

Les normes sur la consolidation citées ci-dessus (IFRS 10, IFRS 11, IFRS12) ont été publiées en mai 2011 et ces normes ont été adoptées par l'Union européenne le 29 décembre 2012, avec une application rétrospective obligatoire au plus tard à compter du 1^{er} janvier 2014.

Impact de la première application de la norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés »

La norme IFRS 10 remplace les dispositions relatives aux états financiers consolidés qui figuraient dans la norme IAS 27 « Etats financiers consolidés et individuels », ainsi que l'interprétation SIC 12 « Consolidation – entités ad hoc ».

La norme IFRS 10 introduit un nouveau modèle unique de contrôle fondé sur trois critères : « un investisseur contrôle une entité lorsqu'il est exposé ou qu'il a le droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il détient sur celle-ci ». Auparavant, le contrôle était défini dans la norme IAS 27 comme le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Annexe aux comptes consolidés

La première application de cette nouvelle norme a conduit le Groupe à mener des travaux d'analyse de ses participations afin de déterminer le contrôle exercé sur celles-ci au regard de la nouvelle définition du contrôle. Les travaux menés n'ont pas conduit à identifier d'impact significatif résultant de la première application de cette norme.

Annexe aux comptes consolidés

Impact de la première application de la norme IFRS 11 « Partenariats »

La norme IFRS 11 remplace la norme IAS 31 « Participations dans des co-entreprises » et l'interprétation SIC 13 « Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des co-entrepreneurs ». Cette nouvelle norme définit la manière dont doit être traité un partenariat au travers duquel au moins deux parties exercent un contrôle conjoint.

En application de cette nouvelle norme, seuls deux types de partenariat existent : les co-entreprises et les activités conjointes, la classification des partenariats s'effectuant sur la base des droits et obligations de chacune des parties dans le partenariat, en prenant notamment en compte la structure, la forme juridique des accords, les droits conférés à chacune des parties par les accords, ainsi que les faits et circonstances le cas échéant.

Une co-entreprise est un partenariat dans lequel les parties (« co-entrepreneurs ») qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur l'actif net de celle-ci.

Une activité conjointe est un partenariat dans lequel les parties (« co-participants ») ont des droits directs sur les actifs, et des obligations au titre des passifs de l'entité.

En application de la norme IFRS 11, les partenariats qualifiés de co-entreprises doivent être comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence (la méthode de l'intégration proportionnelle n'est plus autorisée). Chacun des co-participants à une activité conjointe doit comptabiliser les actifs et passifs (et produits et charges) relatifs à ses intérêts dans l'activité conjointe.

Les modifications introduites sur les formes de partenariats et les modes de consolidation qui en résultent ont conduit le Groupe à mener des travaux de revue de ses partenariats, sur l'ensemble des périodes présentées.

Les principaux partenariats, sous contrôle conjoint, existant au sein du Groupe, constituent des co-entreprises au sens de la norme IFRS11 et étaient déjà comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence en application d'IFRS 11.

La société NV Interpolis Kredietverzekeringen avait auparavant été analysée comme une activité conjointe ; cependant au regard de la norme IFRS 11, cette société constitue une co-entreprise et est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence à partir du 1^{er} janvier 2014. Les impacts sont non significatifs au niveau du Groupe. En conséquence les états financiers comparatifs au titre de l'exercice précédent n'ont pas été retraités. Suite au rachat de 55% de NV Interpolis Kredietverzekeringen (IKV) par Euler Hermes SA (NV) en date du 22 Décembre 2014, NV Interpolis Kredietverzekeringen (IKV) est désormais détenue à 100% par le Groupe et consolidée en intégration globale.

Impact de la première application de la norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

La norme IFRS 12 est une norme qui précise les informations à fournir au titre des participations dans des filiales, des partenariats, des entreprises associées et/ou des entités structurées non consolidées. Cette norme s'applique pour la première fois au Groupe lors de l'établissement des états financiers consolidés de l'exercice 2014.

Impact de la première application de la norme IAS 28 révisée

La première application de cette norme révisée n'a pas entraîné d'impact pour le Groupe. Les modifications apportées à cette norme sont principalement des modifications induites par les nouvelles normes sur la consolidation évoquées ci-dessus.

Application de normes par anticipation :

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1er janvier 2014.

2.3. Variations du périmètre de consolidation

Le Groupe a augmenté de 80,3% à 100% sa participation dans sa filiale grecque consolidée Euler Hermes Hellas Credit Insurance SA.

Les sociétés de services suivantes ont été créées et consolidées au cours de l'année 2014 : Euler Hermes Services Taïwan, Euler Hermes Services GCC Ltd à Dubaï, Euler Hermes Services Bulgarie, Euler Hermes Services Tunisia et Euler Hermes Korea Non-Life Broker Co., Ltd.

Dans le cadre du projet Blue Europe II, les sociétés d'assurance française et allemande, Euler Hermes France et Euler Hermes Deutschland AG ont fusionné dans la société Euler Hermes Europe SA (NV), renommée par la suite Euler Hermes SA (NV).

Annexe aux comptes consolidés

Préalablement à cette fusion, les activités d'assurance-crédit à l'export pour le compte de l'Etat allemand ont été scindées d'Euler Hermes Deutschland et apportées à une nouvelle société, Euler Hermes AG au début de l'année 2014, ainsi que certaines participations d'Euler Hermes Deutschland, nous permettant de procéder à sa fusion avec Euler Hermes Europe.

Suite au rachat de 55% de NV Interpolis Kredietverzekeringen (IKV) par Euler Hermes SA (NV) en date du 22 Décembre 2014, NV Interpolis Kredietverzekeringen (IKV) est désormais détenue à 100% par le Groupe et consolidée en intégration globale.

Trois entités détenues par la société Bürgel Wirtschaftsinformationen GmbH & Co. KG ont fusionné dans leur maison-mère et sont donc entrées dans le périmètre de consolidation en 2014.

2.4. Liste des sociétés consolidées

Sociétés françaises	Méthode de consolidation	31 décembre 2014		31 décembre 2013	
		% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Euler Hermes Group SA (1) 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 552 040 594	Détention par le groupe Allianz : 67,81%			Société-mère	Société-mère
Bilan Services SNC 25, boulevard des Bouvets - 92000 Nanterre N°Siren : 333 192 631	IG	50,00	50,00	50,00	50,00
Euler Hermes Asset Management SA 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 422 728 956	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services SAS 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 414 960 377	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes France 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 348 920 596	Dissoute (2)			100,00	100,00
Euler Hermes Crédit France 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 388 236 853	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Recouvrement France 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 388 238 026	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Tech SAS 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 388 237 091	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Gestion 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex FR0007434980	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes World Agency 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 487 550 907	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Gie Euler Hermes SFAC Services 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 393 302 708	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Financière Callisto 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 503 326 514	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Real Estate 87 rue Richelieu 75002 Paris N°Siren : 488 480 567	IG	60,00	60,00	60,00	60,00
Financière Aldebaran 1, place des Saisons - 92048 Paris-La-Défense Cédex N°Siren : 493 467 609	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

(1) Il s'agit du taux de détention calculé sur un total d'actions de 45 342 177 (sans retraiter les titres d'autocontrôle).
(2) Dissoute lors de sa fusion dans Euler Hermes SA (NV)

IG : Intégration Globale ; IP : Intégration Proportionnelle ; ME : Mise en Equivalence ; NC : Non consolidé
NB : Les pourcentages de contrôle et d'intérêt sont ceux déterminés au dernier jour de l'exercice.

Annexe aux comptes consolidés

Sociétés étrangères	Pays	Méthode de consolidation	31 décembre 2014		31 décembre 2013	
			% contrôle	% intérêt	% contrôle	% intérêt
Euler Hermes Services South Africa LTD The Firs, 2nd Floor, 32A Cradock Avenue, Rosebank, 2196	Afrique du Sud	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Bürgel Wirtschaftsinformationen GmbH & Co. KG Gasstr.18 - D-22761 Hambourg	Allemagne	IG	50,10	50,10	50,10	50,10
Bürgel Wirtschaftsinformationen Verwaltungs-GmbH Gasstr.18 - D-22761 Hambourg	Allemagne	IG	50,40	50,40	50,40	50,40
Euler Hermes Forderungsmanagement Deutschland GmbH Friedensallee 254 - D-22763 - Hambourg	Allemagne	Dissoute (3)			100,00	100,00
Euler Hermes Rating Deutschland GmbH Friedensallee 254 - D-22763 Hambourg	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Collections GmbH Zeppelin Str. 48 - DE-14471 - Potsdam	Allemagne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Aktiengesellschaft Friedensallee 254 D-22763 - Hambourg	Allemagne	IG	100,00	100,00		
Euler Hermes Deutschland AG Friedensallee 254 D-22763 - Hambourg	Allemagne	Dissoute (2)			100,00	100,00
Euler Hermes Australia Pty Ltd Level 9, Forecourt Building, 2 Market Street Sydney NSW 2000	Australie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Acredia Versicherung AG Himmelpfortgasse 29 - 1010 Vienne	Autriche	ME	49,00	49,00	49,00	49,00
OeKB EH Beteiligungs- u. Manag Strauchgasse 1-3 - 1011 - Vienne	Autriche	ME	49,00	49,00	49,00	49,00
Euler Hermes SA (NV) Avenue des Arts, Kunstlaan 56 - 1000 Bruxelles - RC Bruxelles : 45 8033	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Belgium SA (NV) Avenue des Arts, Kunstlaan 56 - 1000 Bruxelles - RC Bruxelles : 45 8033	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Patrimonia 56, avenue des Arts, A - 1000 Bruxelles	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes South Express SA Avenue du Port 86C, Box 204 - B - 1000 Bruxelles	Belgique	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Graydon Belgium (NV) Uibreidingstraat 84 Bus 1 - 2500 Berchem	Belgique	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Euler Hermes Services Bulgaria 82 Patriarch Evtimii Blvd. - 1463 Sofia	Bulgarie	IG	100,00	100,00		
Euler Hermes Seguros de Crédito SA Av. Paulista, 2.421, 3º and. - Jardim Paulista - São Paulo-SP CEP 01311-300	Brésil	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Serviços de Gestão de Riscos Ltda Av. Paulista, 2.421, 3º and. - Jardim Paulista - São Paulo-SP CEP 01311-300	Brésil	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Seguros de Crédito à Exportação Av. Paulista, 2.421, 3º and. - Jardim Paulista - São Paulo-SP CEP 01311-300	Brésil	Dissoute (4)			100,00	100,00
Euler Hermes Canada Services 1155, René-Lévesque Blvd West, suite 2810 - Montréal H3B 3Z7	Canada	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes information Consulting (Shanghai) Co., Ltd Unit 2103, Taiping Finance Tower, 488 Middle Yincheng Road, Pudong New Area, Shanghai, 200120, PRC	Chine	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Korea Non-life Broker Company Limited 51 JongRo-gu, JongRo - Seoul	Corée	IG	100,00	100,00		
Euler Hermes Services GCC Limited Dubai International Financial Centre - Dubai	Emirats Arabes Unis	IG	100,00	100,00		
Solunio Compania Internacional de Seguros y Reaseguros SA Avenida General Peron, 40 - 28020 Madrid	Espagne	ME	50,00	50,00	50,00	50,00
Euler Hermes North America Insurance company 800, Red Brook Boulevard - Owings Mills, MD 21117	Etats-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services North America, LLC 800, Red Brook Boulevard - Owings Mills, MD 21117	Etats-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Collection North America Company 600 South 7th Street - Louisville, KY 40203, USA	Etats-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes North America Holding Inc Corporation Trust Center, 1209 Orange Street	Etats-Unis	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Hellas Credit Insurance SA 16 Laodikias Street - 1-3 Nymfeou Street - 115 28 Athènes	Grèce	IG	100,00	100,00	80,30	80,30
Euler Hermes Emporiki Services Ltd 16 Laodikias Street - 1-3 Nymfeou Street - 115 28 Athènes	Grèce	IG	100,00	100,00	80,30	80,30
Euler Hermes Hong Kong Services Limited Suites 403-11, 4/F, Cityplaza 4 - 12 Taikoo Wen Road - Taikoo Shing, Hong Kong	Hong-Kong	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Magyar Követeléskezelő Kft. Kiscelli u.104 - 1037 Budapest	Hongrie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services India Private Limited 4th Floor, Voltas House - 23, J N Heredia Marg - Ballard Estate - Mumbai 400 001	Inde	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Service Ireland Ltd Block 4, Blackrock Business Park, Craysfort Avenue, Blackrock, Co Dublin	Irlande	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Pimco Funds Ireland Styne House - Upper Hatch Street - Dublin 2	Irlande	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Israël Credit Insurance Company Ltd (ICIC) 2, Shenkar Street - 68010 Israël - Tel Aviv	Israël	ME	50,00	50,00	50,00	50,00

IG : Intégration Globale ; IP : Intégration Proportionnelle ; ME : Mise en Equivalence ; NC : Non consolidé
NB : Les pourcentages de contrôle et d'intérêt sont ceux déterminés au dernier jour de l'exercice.

Annexe aux comptes consolidés

Euler Hermes Services Italia SRL Via Raffaello Matarazzo,19 - 00139 Rome	Italie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Japan Services Ltd Kyobashi Nisshoku Bldg 7F - 08-07, Kyobashi 1-chome, Chuo-Ku - Tokyo 104-0031	Japon	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Ré 19, rue de Bitbourg - L-2015 Luxembourg	Luxembourg	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Luxembourg Holding SARL 37, rue d'Anvers - L.1130 Luxembourg	Luxembourg	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Acmar 37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour - 20050 Casablanca	Maroc	IG	55,00	55,00	55,00	55,00
Euler Hermes Acmar Services 37, boulevard Abdellatif Ben Kaddour - 20050 Casablanca	Maroc	IG	55,00	55,00	55,00	55,00
Euler Hermes New Zealand Limited Level 1, Lumley Center, 152 Fanshawe Street, Auckland 1010	Nouvelle-Zélande	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services BV Pettelaarpark 20 - Postbus 70571 - NL-5216 PD's-Hertogenbosch	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Graydon Creditfink BV Hullenbergweg 260 - 1101 B.V. Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Graydon Holding NV Hullenbergweg 260 - 1101 B.V. Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Graydon Nederland BV Hullenbergweg 260 - 1101 B.V. Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Kisys Krediet Informatie Systemen BV Hullenbergweg 270 - 1101 B.V. Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
MarkSelect BV Diemerhof 26 - Postbus 22969 - 1100 DL Amsterdam	Pays-Bas	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Interpolis Kredietverzekeringen NV Pettelaarpark 20 - 5216 PD's Hertogenbosch	Pays-Bas	IG	100,00	100,00	45,00	45,00
Euler Hermes Collections Sp. z o.o. ul. Domaniewska 50B, 02-672 Warsaw	Pologne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Towarzystwo Ubezpieczen Euler Hermes SA ul. Domaniewska 50B, 02-672 Warsaw	Pologne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes, Mierzejewska-Kancelaria Prawna Sp.k ul. Domaniewska 50B, 02-672 Warsaw	Pologne	IG	99,98	99,98	99,98	99,98
Euler Hermes Services Sp. z o.o. ul. Domaniewska 50B, 02-672 Warsaw	Pologne	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Companhia de Seguro de Creditos SA (COSEC) Avenida de Republica, n°58 - 1069-057 Lisboa	Portugal	ME	50,00	50,00	50,00	50,00
Euler Hermes Service, Česká republika, s.r.o. Molakova 576/11, 186 00 Prague 8	République Tchèque	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Romania SRL 6 Petru Maior street, Sector 1 - Bucarest 011264	Roumanie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services UK Ltd 01, Canada Square - London E14 5DX	Royaume-Uni	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Graydon U.K. Limited Hyde House, Edgware road - Colindale - Londres NW9 6LW	Royaume-Uni	ME	27,50	27,50	27,50	27,50
Ooo Euler Hermes Credit Management ul. Krymskij Val3, 2, Office 210 - 119049 Moscou	Russie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
LLC "IC" Euler Hermes RU 8 Office C08, 4-th Dobryninskiy per.8 - 119049 Moscou	Russie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Singapore Services Pte Ltd. 12 Marina View - # 14-01 Asia Square Tower 2 - Singapore 018961	Singapour	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Slovensko, SRO Plynarenska 7/A 821 09 Bratislava	Slovaquie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Service AB Klara Norra Kyrkogata 29 - SE 101 34 Stockholm	Suède	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Services Schweiz AG Richtiplatz 1 - Postfach CH-8304 Wallisellen	Suisse	IG	99,50	99,50	99,50	99,50
Euler Hermes Reinsurance AG Richtiplatz 1 - Postfach CH-8304 Wallisellen	Suisse	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Taiwan Services 15F, NO.170, Tun Hwa N.RD. - 10548 Taipei	Taiwan	IG	100,00	100,00		
Euler Hermes Services Tunisia 6, rue Ibn Hazm, Cité Jardins, Le Belvédère - 1002 Tunis	Tunisie	IG	100,00	100,00		
Euler Hermes Risk Yönetimi Büyükdere caddesi Maya Akar Center, B Blok Kat:7 34394 Esentepe, Istanbul	Turquie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00
Euler Hermes Sigorta Anonim Sirketi Büyükdere caddesi Maya Akar Center B Blok Kat:7 34394 Esentepe, Istanbul	Turquie	IG	100,00	100,00	100,00	100,00

(2) Dissoute lors de sa fusion dans Euler Hermes SA (NV)

(3) Dissoute lors de sa fusion dans Euler Hermes Aktiengesellschaft

(4) Dissoute lors de sa fusion dans Euler Hermes Seguros de Credito SA

IG : Intégration Globale ; IP : Intégration Proportionnelle ; ME : Mise en Equivalence ; NC : Non consolidé

NB : Les pourcentages de contrôle et d'intérêt sont ceux déterminés au dernier jour de l'exercice.

Conformément au code commercial allemand (section 264-b), certaines sociétés sont exemptées de publier localement leurs états financiers car ces derniers sont intégrés dans les états financiers consolidés du Groupe.

Annexe aux comptes consolidés

2.5. Principes et méthodes de consolidation

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par application de la méthode de l'acquisition. Cette méthode consiste à identifier l'acquéreur, déterminer la date d'acquisition, qui est la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe ; comptabiliser et évaluer les actifs identifiables acquis, les passifs repris et toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; et enfin comptabiliser et évaluer le goodwill ou le profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, le Groupe prend en compte les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables.

Le Groupe évalue le goodwill à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus
- le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus
- si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins
- le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand la différence est négative, un profit au titre de l'acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement en résultat.

La contrepartie transférée exclut les montants relatifs au règlement des relations préexistantes. Ces montants sont généralement comptabilisés en résultat.

Les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

Toute contrepartie éventuelle à payer est évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition. La contrepartie éventuelle qui a été classée en capitaux propres n'est pas réévaluée et son règlement est comptabilisé en capitaux propres. En revanche, les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle sont comptabilisées en résultat.

Lorsque des droits à paiement fondés sur des actions (droits de remplacement) doivent être donnés en échange de droits détenus par les salariés de l'entreprise acquise (droits octroyés par l'entreprise acquise) et sont attribuables à des services passés, alors tout ou partie du montant des droits de remplacement de l'acquéreur est compris dans l'évaluation de la contrepartie transférée du regroupement d'entreprises. Pour évaluer ce montant, le Groupe compare les valeurs basées sur le marché, en date d'acquisition, des droits de remplacement et des droits octroyés par l'entreprise acquise et détermine la proportion de services rendus à la date du regroupement par rapport aux services futurs restant à rendre.

Acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle

Les acquisitions de participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées comme des transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité et, en conséquence, aucun goodwill ne résulte de telles transactions. Les ajustements des participations ne donnant pas le contrôle liés à des transactions qui ne conduisent pas à une perte de contrôle, sont déterminés sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale.

Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par le Groupe. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Le Groupe détient actuellement des participations de moins de 20% dans certains fonds qui ne sont pas consolidés. Les autres fonds communs de placement dont le Groupe détient plus de 50% sont consolidés par intégration globale. Cela concerne les fonds suivants :

- Euler Gestion ;
- Euler Hermes Real Estate ;
- Euler Hermes Patrimonia ;
- Pimco Funds Ireland ;
- Euler Hermes South Express SA.

Ces fonds sont détenus à 100% par le Groupe, excepté Euler Hermes Real Estate détenu à hauteur de 60%.

Annexe aux comptes consolidés

Perte de contrôle

Lors d'une perte de contrôle, le Groupe déconsolide les actifs et passifs de la filiale, toute participation ne donnant pas le contrôle et les autres éléments de capitaux propres relatifs à cette filiale. Le profit ou la perte éventuelle résultant de la perte de contrôle est comptabilisé en résultat. Si le Groupe conserve une participation dans l'ancienne filiale, celle-ci est évaluée à sa juste valeur à la date de perte de contrôle. Ensuite, la participation est comptabilisée en tant qu'entreprise mise en équivalence ou actif financier disponible à la vente, en fonction du niveau d'influence conservé.

Participations dans des entreprises associées et entités contrôlées conjointement (entreprises mises en équivalence)

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles la Société a une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée quand le Groupe détient entre 20 et 50% des droits de vote d'une entité.

Les entités contrôlées conjointement sont les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint en vertu d'un contrat qui requiert un accord unanime pour les décisions financières et opérationnelles stratégiques.

Les participations dans les entreprises associées et les entités contrôlées conjointement sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, les participations sont initialement comptabilisées au coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour comptabiliser la quote-part de l'investisseur dans les résultats de l'entreprise. Le coût de la participation inclut les coûts de transaction.

Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le résultat et les autres éléments du résultat global des entreprises mises en équivalence, après prise en compte d'ajustements d'homogénéisation des méthodes comptables avec celles du Groupe, à partir de la date à laquelle l'influence notable ou le contrôle conjoint est exercé jusqu'à la date où l'un ou l'autre prend fin.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes est supérieure à sa participation dans l'entreprise mise en équivalence, la valeur comptable des titres mis en équivalence (incluant tout investissement à long terme) est ramenée à zéro et le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, à moins que le Groupe ait une obligation de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise.

Les participations dans les entreprises associées, comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence sont les suivantes :

- OeKB Beteiligungs- und Management AG;
- Graydon Holding NV ;
- Companhia de Seguro de Creditos SA (COSEC) ;
- Israel Credit Insurance Company Ltd (ICIC);
- Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA.

Activités contrôlées conjointement

Une activité est contrôlée conjointement lorsque chaque coentrepreneur utilise ses propres actifs dans la réalisation des activités conjointes. Les états financiers consolidés comprennent les actifs dont le Groupe a le contrôle et les passifs qu'il encourt dans le cadre de l'activité conjointe, ainsi que les charges qu'il encourt et sa quote-part dans le résultat de l'activité conjointe.

La société NV Interpolis Kredietverzekeringen était contrôlée conjointement par la société Euler Hermes Europe SA qui détenait 3 742 actions et la société Achmea BV, qui détenait 4 573 actions, soit un total de 8 315 actions. Chacune des actions équivaut à un droit de vote. Un directeur exécutif est nommé par chacune des parties et toutes les décisions font l'objet d'un accord.

En date du 22 décembre 2014, Euler Hermes SA (précédemment dénommée Euler Hermes Europe SA) a racheté les 4573 actions détenus par la société Achmea BV, prenant ainsi le contrôle de la société NV Interpolis Kredietverzekeringen, qui est dorénavant consolidée en intégration globale dans les comptes du Groupe.

2.6. Eliminations de consolidation

Les produits et les charges résultant des opérations intra-groupes sont éliminés lors de l'établissement des comptes consolidés. Les produits et les charges résultant de transactions avec des coentreprises sont éliminés à hauteur de la quote-part du Groupe dans l'entreprise considérée.

Annexe aux comptes consolidés

2.7. Dates de clôture et durée des exercices

Toutes les sociétés consolidées arrêtent leurs comptes annuels le 31 décembre de chaque année. Les exercices ont une durée de 12 mois.

2.8. Recours aux estimations

La production des comptes consolidés du Groupe repose sur des estimations pour une partie des éléments d'actifs et de passifs. La Direction est susceptible de revoir ces estimations en cas de changement pouvant remettre en cause les circonstances sur lesquelles elles s'appuient ou par la prise en compte d'une nouvelle information ou d'un surcroît d'expérience.

Les estimations relatives aux provisions techniques font également l'objet de développement dans le chapitre 4 « Principaux facteurs de risques et leur gestion au sein du Groupe ».

Le tableau ci-dessous synthétise les modalités de calcul des estimations pour les principaux postes du bilan concernés :

	Estimation	Nature de l'information communiquée
Note 3	Dépréciations d'écart d'acquisition	Une dépréciation est constatée lorsque la valeur comptable des Unités Génératrices de Trésorerie est supérieure au montant le plus élevé entre la valeur d'utilité (valeur actualisée des flux de trésorerie futurs) et la juste valeur diminuée des coûts de vente. La valeur d'utilité des Unités Génératrices de Trésorerie est établie sur la base d'hypothèses de coût du capital, de taux de croissance à long terme et de loss ratio & taux de rétention normés utilisés dans le calcul des valeurs terminales.
Note 5	Juste valeur des immeubles de placement et d'exploitation	La juste valeur des immeubles est estimée sur la base des prix de marché, ajustés le cas échéant pour tenir compte de la nature, de la localisation ou d'autres caractéristiques propres à l'immeuble.
Note 16	Provisions pour risques et charges	Les provisions pour risques et charges sont évaluées conformément à IAS 37 et sont revues et ajustées à chaque clôture pour refléter la meilleure estimation à cette date.
Note 17	Engagements de retraite	Les engagements sont évalués conformément à la norme IAS19 révisée. L'obligation est comptabilisée au bilan selon la méthode des unités de crédits projetées, en fonction des hypothèses actuarielles du Groupe qui sont revues chaque année par des actuaires indépendants.
Note 19	Provision pour primes acquises non émises	Elle est établie sur la base d'une estimation du montant de primes attendues sur la période moins les primes comptabilisées
Note 19	Provision pour recours et sauvetages	Elle représente l'estimation des récupérations potentielles sur les sinistres réglés déterminée par un calcul statistique qui repose sur l'évolution des recours et sauvetages par année d'attachement sur les exercices antérieurs. Elles tiennent compte d'une provision pour frais de gestion des sinistres sur la base des taux de frais réels observés.
Note 19	Provision pour ristournes de primes	Elle est établie sur la base d'une estimation des bonus à verser aux assurés selon les modalités de la police souscrite.
Note 19	Provisions pour sinistres connus	Cette provision correspond à une estimation statistique de la charge des sinistres en cours, c'est à dire des sinistres déclarés mais non encore réglés à la clôture de l'exercice.
Note 19	Provision pour sinistres inconnus (IBNR)	Les provisions pour sinistres inconnus (ou IBNR, Incurred But Not Reported) correspondent aux sinistres qui sont déjà survenus, mais dont l'assureur n'a pas encore connaissance. Le Groupe s'appuie sur son expérience passée, ajustée des tendances actuelles et d'autres facteurs pertinents pour estimer les réserves IBNR. Les IBNR sont des estimations basées sur des projections actuarielles et statistiques du coût final attendu de règlement de sinistres et des frais de gestion des sinistres. Les analyses sont fondées sur des faits et circonstances connus, sur des prévisions d'événements futurs, et sur d'autres facteurs économiques. Les provisions pour IBNR sont revues et révisées de façon périodique dès lors que des informations supplémentaires sont disponibles et que les sinistres réels sont reportés.
Note 31	Plans de stock options	La juste valeur de la dette résultant des plans d'options Allianz et Euler Hermes Group est réévaluée à chaque clôture en fonction de l'évolution du cours de l'action Allianz et de l'action Euler Hermes Group jusqu'à l'extinction de l'obligation. La juste valeur des SAR (Stocks Appreciation Rights) et des RSU (Restricted Stock Units) est déterminée selon le modèle binomial d'évaluation de Cox Ross Rubinstein.

2.9. Conversion

Conversion des transactions en devises

Selon la norme IAS 21, les transactions effectuées en monnaies étrangères (monnaies autres que la monnaie de fonctionnement) sont converties en monnaie de fonctionnement de l'entité concernée au cours de change en vigueur à la date de la transaction ; les entités utilisent généralement un cours moyen (moyenne des taux de clôture mensuels) qui est considéré comme une valeur approchée du cours à la date de transaction en l'absence de fluctuations significatives.

A chaque clôture, l'entité doit convertir les éléments en devises figurant au bilan dans sa monnaie de fonctionnement, en utilisant les procédures suivantes :

- les éléments monétaires (notamment les placements obligataires, les dettes et créances, les provisions techniques d'assurance) sont convertis au cours de clôture et les gains et pertes en résultant sont comptabilisés en résultat de l'exercice ;
- les éléments non monétaires sont évalués au coût historique (notamment les placements immobiliers) au cours de change à la date de la transaction et ;
- les éléments non monétaires sont évalués à la juste valeur (notamment les placements en actions) au cours de change à la date d'évaluation de la juste valeur.

Annexe aux comptes consolidés

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des filiales étrangères sont établis dans leur monnaie de fonctionnement.

A chaque clôture, le résultat et la situation financière de chacune des entités sont convertis en euros de manière à permettre la présentation des états financiers consolidés, selon la procédure suivante :

- les actifs et les passifs de chaque bilan présenté sont convertis au cours de clôture ;
- les produits et les charges de chaque compte de résultat (y compris à titre comparatif) sont convertis au cours de change en vigueur aux dates de transaction (en pratique, on retient un cours de change moyen égal à la moyenne des cours de clôture mensuels pour la période, sauf en cas de fluctuations importantes du cours de change).

Les écarts de conversion constatés sur les capitaux propres sont inscrits dans les capitaux propres au poste « Ecart de conversion » pour la part revenant au Groupe, et pour la part revenant aux tiers, au poste « Participations ne donnant pas le contrôle ».

Les principaux taux de change appliqués en consolidation pour les devises hors de la zone Euro sont les suivants :

en euros contre devises	31 décembre 2014		31 décembre 2013	
	cours de clôture	cours moyen	cours de clôture	cours moyen
Livre britannique	0.7760	0.8061	0.8320	0.8493
Dollar américain	1.2101	1.3286	1.3779	1.3281
Couronne suédoise	9.4724	9.1017	8.8503	8.6520
Réal brésilien	3.2166	3.1216	3.2510	2.8698
Dollar Hong Kong	9.3835	10.3029	10.6838	10.3018
Franc Suisse	1.2024	1.2145	1.2255	1.2308
Złoty polonais	4.2981	4.1848	4.1578	4.1960

2.10. Information sectorielle

Un secteur d'activité est une composante distincte d'une entreprise engagée dans la fourniture de produits ou services exposés à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres secteurs d'activité. Un secteur géographique est une composante distincte d'une entreprise engagée dans la fourniture de produits ou services dans un environnement économique donné exposé à des risques et à une rentabilité différents de ceux des autres secteurs géographiques. Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 – Information sectorielle, les secteurs retenus ci-après pour présenter l'information sectorielle ont été identifiés sur la base des *reportings* internes et correspondent aux secteurs géographiques suivis par le management.

2.11. Ecart d'acquisition et autres actifs incorporels

Ecart d'acquisition

Pour les regroupements d'entreprises antérieurs au 31 mars 1998, les écarts d'acquisition sont comptabilisés sur la base du coût présumé, lequel correspond à la valeur comptable selon le référentiel comptable antérieur à la date de transition aux IFRS.

Pour les regroupements d'entreprise postérieurs au 31 mars 1998, l'écart d'acquisition (ou goodwill) résultant des acquisitions de filiales est inclus dans les actifs incorporels. Pour l'évaluation initiale du goodwill, se référer à la note 2.5 « Regroupement d'entreprises ».

Les valeurs des actifs et passifs identifiables acquis peuvent faire l'objet d'ajustements dans un délai maximum de 12 mois à partir de la date d'acquisition.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. S'agissant des entreprises mises en équivalence, la valeur comptable du goodwill est incluse dans la valeur comptable de la participation, et une perte de valeur sur une telle participation est allouée globalement à la valeur comptable des titres mis en équivalence.

A compter du 1er janvier 2004, les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à IFRS 3, mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel, ou plus fréquent, si des événements ou des changements de circonstances conduisent à considérer une dépréciation comme possible (voir note 2.12 Dépréciation).

Les écarts d'acquisition sont affectés à des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou à des groupes d'unités génératrices de trésorerie pour le besoin des tests de dépréciation (Voir note 2.12 Dépréciation pour les modalités des tests de perte de valeur).

A chaque arrêté, la valeur comptable de l'UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle est rattaché l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur recouvrable qui représente la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La

Annexe aux comptes consolidés

valeur d'utilité se définit comme la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie tels qu'ils résultent des business plans de la filiale concernée plus une valeur terminale. Les modalités de calcul des valeurs d'utilité sont présentées en note 3 « Ecart d'acquisition ».

Autres actifs incorporels

Un actif incorporel est un actif non monétaire sans substance physique qui doit être identifiable, contrôlé, et porteur d'avantages économiques futurs.

Un actif satisfait au critère d'identification dans la définition d'une immobilisation incorporelle lorsqu'il répond à l'une des deux conditions suivantes : soit il est séparable (c'est-à-dire qu'il peut être vendu, transféré, concédé, loué ou échangé), soit il résulte de droits contractuels ou légaux que ces derniers soient séparables ou non.

Les actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué du montant cumulé des amortissements et dépréciations.

Les dépenses ultérieures afférentes aux actifs incorporels comptabilisés ne sont capitalisées que dans la mesure où elles contribuent à l'augmentation, et non au seul maintien, des avantages économiques futurs incorporés à l'actif incorporel auquel elles se rattachent. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées en charges dans le compte de résultat lorsqu'elles sont encourues.

Les actifs incorporels à durée d'utilité finie sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée. La charge d'amortissement est comptabilisée en résultat.

Le Groupe enregistre notamment sous cette rubrique les développements et acquisitions de logiciels. Les portefeuilles de contrats inscrits en application de la norme IFRS 4 sont également enregistrés dans ce poste.

Les logiciels acquis ou développés en interne sont amortis sur une durée de cinq ans.

Les dépenses relatives à la phase de développement sont immobilisées sous réserve que l'entité puisse démontrer la faisabilité technique du projet, son intention d'achever et d'utiliser l'immobilisation incorporelle, sa capacité à l'utiliser, la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs, la disponibilité des ressources pour achever le développement et sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle.

2.12. Dépréciation

Ecarts d'acquisition

Conformément à la norme IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel, et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur, réalisé au niveau des unités génératrices de trésorerie (UGT) ou groupes d'UGT auxquels les écarts d'acquisition ont été affectés. Les unités génératrices de trésorerie correspondent aux principales filiales et aux succursales présentées dans l'analyse sectorielle. Une dépréciation de l'écart d'acquisition est constatée lorsque le montant le plus élevé entre la valeur d'utilité de l'Unité Génératrice de Trésorerie (valeur actualisée des flux de trésorerie futurs) et la juste valeur diminuée des coûts de vente, est inférieure à sa valeur comptable (actif net et écart d'acquisition).

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité comprennent le taux de croissance à l'infini compris entre 1% et 1,5% défini par unité génératrice de trésorerie et le coût du capital entre 4,11% et 5,74% (défini par zone géographique depuis 2006). Le modèle s'appuie sur le budget prévisionnel établi à trois ans par le management, avec une année terminale construite sur la base de ratios de gestion normalisés (ratios combinés et taux de rétention cible). En outre, dans le cadre de la mise en place d'une société de réassurance interne, le périmètre des unités génératrices de trésorerie a été étendu afin d'intégrer les cessions en réassurance vers cette nouvelle société ainsi que la quote-part des capitaux propres associés.

Les hypothèses chiffrées retenues au 31 décembre 2014 sont détaillées à la note 3 « Ecart d'acquisition ».

La perte de valeur, comptabilisée en résultat, est affectée en premier lieu à l'écart d'acquisition, si un écart d'acquisition a été affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis pour le solde au prorata des autres actifs constituant cette unité génératrice de trésorerie. La dépréciation de l'écart d'acquisition n'est jamais reprise.

Autres actifs incorporels

Tous les autres actifs incorporels font l'objet d'un test de dépréciation s'il existe un indice de perte de valeur. La perte de valeur constatée pour un actif autre qu'un écart d'acquisition est reprise si l'estimation de la valeur recouvrable a augmenté depuis la

Annexe aux comptes consolidés

comptabilisation de la dernière dépréciation. La reprise ne peut toutefois avoir pour effet de porter la valeur comptable de l'actif à un montant supérieur à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette d'amortissements, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

2.13. Actifs immobiliers

Distinction entre immeubles de placement et immeubles d'exploitation

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain ou construction) détenu par le Groupe pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire. Les immeubles de placement figurent au bilan dans le poste « Placements des activités d'assurance ».

Les immeubles d'exploitation du Groupe sont classés dans la catégorie des immobilisations corporelles.

Comptabilisation et évaluation

Le Groupe comptabilise les immeubles (de placement et d'exploitation) selon la méthode du coût. Cela signifie que chaque actif immobilier doit être enregistré pour un montant égal au coût à la date d'acquisition (prix d'achat, taxes non récupérables et autres dépenses directement attribuables à l'acquisition comme les droits de mutation et les frais juridiques) augmenté des dépenses ultérieures qui peuvent être capitalisées selon la norme IAS 16 et diminué des amortissements accumulés conformément à la norme IAS 16 et pertes de valeur liées à l'application de la norme IAS 36.

Le Groupe a déterminé quatre catégories d'actifs immobiliers applicables aussi bien aux immeubles de placement qu'aux immeubles d'exploitation :

- habitat ;
- entrepôts et locaux commerciaux ;
- bureaux ;
- immeubles de grande hauteur.

La base amortissable au bilan correspond au coût d'acquisition (y compris les dépenses capitalisables) diminué de la valeur résiduelle le cas échéant et de la perte de valeur. Aussi longtemps que le coût historique d'acquisition ainsi déterminé est supérieur à la valeur résiduelle, un amortissement est comptabilisé. La valeur résiduelle correspond au montant que l'entreprise obtiendrait actuellement lors de la cession d'un actif ayant déjà l'âge et l'usure de l'actif à la fin de sa durée d'utilité, net des coûts liés à sa cession.

Le groupe a identifié pour chaque catégorie d'actif immobilier six composants significatifs en plus du terrain présentant une durée d'utilisation différente et devant donc faire l'objet d'un plan d'amortissement sur leurs propres durées d'utilisation. Le tableau ci-après donne, par catégorie d'actif immobilier, les principes généraux d'affectation à chaque composant, la durée d'amortissement et la valeur résiduelle le cas échéant. Les frais d'acquisition des immeubles sont rattachés aux composants et amortis sur la même durée.

Composants	Habitat	Entrepôts et locaux commerciaux	Bureaux	Immeubles de grande hauteur
	Durée Amort	Durée Amort	Durée Amort	Durée Amort
Structures et façades porteuses	100 ans	30 ans	100 ans	70 ans
Fenêtres et façades non porteuses, toitures et terrasses, constructions intérieures	40 ans	30 ans	40 ans	40 ans
Génie climatique, plomberie et réseaux, génie électrique	25 ans	20 ans	25 ans	25 ans
Gestion technique centralisée, sécurité incendie, sécurité	25 ans	20 ans	25 ans	25 ans
Appareils de levage	25 ans	20 ans	25 ans	25 ans
Gros entretien	10 ans	10 ans	10 ans	10 ans

Annexe aux comptes consolidés

Les immeubles sont évalués périodiquement par des experts indépendants ; la juste valeur des immeubles est estimée sur la base des prix de marché, ajustés le cas échéant pour tenir compte de la nature, de la localisation ou d'autres caractéristiques propres à l'immeuble concerné. La juste valeur est présentée dans la note 5 « Immobilier de placement et d'exploitation ».

Dépréciation

- Immeubles de placement

Une provision pour dépréciation des immeubles est comptabilisée si nécessaire pour ramener la valeur de l'immeuble à la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur d'expertise diminuée des coûts de la vente. Cette provision peut être reprise par le résultat en cas de reprise de valeur.

- Immeubles pour utilisation propre

Lorsque la valeur d'expertise est inférieure à sa valeur comptable, il convient alors de déterminer la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles l'immeuble appartient. Une provision pour dépréciation est comptabilisée afin de ramener la valeur de l'immeuble d'exploitation à la valeur la plus élevée entre la valeur d'utilité et la valeur d'expertise diminuée des coûts de la vente. En cas de reprise de valeur, cette provision peut être reprise par le résultat.

2.14. Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les durées d'utilité et modes d'amortissements sont généralement les suivantes :

- | | | |
|-------------------------|----------|--------|
| • Matériel informatique | linéaire | 3 ans |
| • Mobilier/agencements | linéaire | 10 ans |
| • Véhicules | linéaire | 5 ans. |

2.15. Instruments financiers

Placements financiers

Conformément aux normes IFRS, les placements financiers sont répartis entre les classes suivantes : instruments financiers à la juste valeur par résultat, placements détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances et actifs financiers disponibles à la vente. La classification est déterminée à la comptabilisation initiale de l'instrument en fonction de sa nature et/ou de l'intention de détention du Groupe.

Les placements financiers du Groupe sont classés pour l'essentiel en actifs disponibles à la vente. Le Groupe n'a pas opté pour l'option juste valeur par compte de résultat pour la valorisation de ses placements financiers.

Actifs disponibles à la vente (AFS)

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les actifs financiers non dérivés qui sont désignés comme disponibles à la vente ou ne sont pas classés dans les trois autres catégories d'instruments financiers définies ci-après.

- Comptabilisation initiale

Les actifs disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition (ci-après prix d'achat).

La différence entre le prix d'achat et la valeur de remboursement des titres à revenus fixes est constatée au compte de résultat de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle des titres en application de la méthode du taux d'intérêt effectif.

- Evaluation

A la clôture, les actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. La différence entre la juste valeur des titres et la valeur comptable (y compris amortissement actuariel) est comptabilisée dans le poste « actifs disponibles à la vente » en contrepartie de la réserve de réévaluation, sans effet sur le résultat.

- Dépréciation

Lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation d'un actif disponible à la vente, la perte cumulée comptabilisée directement en capitaux propres est sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat.

Annexe aux comptes consolidés

Les critères indiquant une dépréciation des instruments de capitaux propres disponibles à la vente sont les suivants (critères non cumulatifs) :

- à la fin de l'exercice une dépréciation significative est présumée lorsque la juste valeur d'une action disponible à la vente est inférieure de plus de 20% au coût moyen d'acquisition des titres;
- une dépréciation durable est présumée lorsque la juste valeur est inférieure au coût d'acquisition depuis plus de neuf mois.

Le montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres et comptabilisée en résultat est égal à la différence entre le coût d'acquisition (net de tout remboursement en principal et de tout amortissement) et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte de valeur sur cet actif financier préalablement comptabilisée en résultat.

Par ailleurs, toute diminution subséquente de la juste valeur d'un titre déjà déprécié entraîne la comptabilisation d'une dépréciation complémentaire par résultat.

Les dépréciations constatées sur un instrument de capitaux propres ne sont jamais reprises en résultat avant la décomptabilisation de l'instrument.

Pour les instruments de dettes, une perte n'est constatée par résultat qu'en cas de risque avéré de défaillance de l'émetteur.

- Cession

En cas de cession, les montants comptabilisés en réserve de réévaluation sont comptabilisés en résultat.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance (HTM)

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixée, autres que les prêts et créances, que le Groupe a l'intention manifeste et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

- Comptabilisation initiale

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs HTM sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition.

- Evaluation

A la clôture, les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les primes et décotes entrent dans le calcul du coût amorti et sont constatées en résultat de manière actuarielle sur la durée de vie de l'actif financier.

Actifs détenus à des fins de transaction (trading)

Un actif financier est classé comme détenu à des fins de transaction s'il est soit :

- acquis ou encouru principalement en vue d'être vendu ou racheté à court terme ;
- une partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme ;
- un dérivé (à l'exception d'un dérivé qui est un instrument de couverture désigné comme tel et efficace).

- Comptabilisation initiale

Les actifs détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition.

- Evaluation

Les actifs à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur. La variation de la juste valeur des titres détenus à des fins de transaction durant la période est constatée dans le compte de résultat de la période.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception des instruments classés comme à la juste valeur par résultat ou comme disponibles à la vente.

- Comptabilisation et évaluation

Les prêts sont enregistrés à la juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables. A la clôture, ils sont évalués à leur coût amorti sur la base du taux d'intérêt effectif. Les produits financiers pour la période sont enregistrés en appliquant le taux d'intérêt effectif au coût amorti de l'opération.

Annexe aux comptes consolidés

- Dépréciation

S'il existe un indice objectif de dépréciation (ex : détérioration de la situation financière des émetteurs), le montant de la perte est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif financier.

Instruments dérivés

Un dérivé est un instrument financier, ou un autre contrat entrant dans le champ d'application de la norme IAS 39, qui présente les trois caractéristiques suivantes : (a) sa valeur fluctue en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix d'une marchandise, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable (le « sous-jacent ») ; (b) il ne requiert aucun placement net initial ou un placement net initial inférieur à celui qui serait nécessaire pour d'autres types de contrats dont on pourrait attendre des réactions similaires aux évolutions des conditions du marché ; et (c) il est réglé à une date future.

Tout instrument dérivé est comptabilisé à la juste valeur par résultat sauf s'il s'agit d'un instrument de couverture désigné comme tel et efficace. Dans ce dernier cas, l'instrument est toujours évalué à la juste valeur mais la comptabilisation du gain ou de la perte suit les modalités applicables à la relation de couverture à laquelle il se rattache.

Les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture de juste valeur (c'est à dire utilisés pour couvrir les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif) sont comptabilisés comme suit :

- l'instrument de couverture est comptabilisé à la juste valeur et les variations sont constatées au compte de résultat ;
- le gain ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert est porté en ajustement de la valeur comptable de l'élément couvert, la variation étant constatée au compte de résultat ;
- l'élément couvert est réévalué à la valeur de marché pour la composante relative au risque couvert.

Les instruments dérivés éligibles à la comptabilité de couverture de flux de trésorerie futurs sont comptabilisés à la juste valeur, et la part de la variation de juste valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée en contrepartie des capitaux propres. La part inefficace de la couverture est immédiatement comptabilisée en résultat.

Les instruments dérivés non éligibles à la comptabilité de couverture sont comptabilisés en tant que dérivés isolés (free standing derivatives) dans la catégorie des actifs détenus à des fins de transaction. La juste valeur des dérivés isolés est donc comptabilisée à l'actif ou au passif du bilan, sa variation étant comptabilisée au compte de résultat.

Les instruments dérivés au sein du Groupe correspondent principalement à des options de couverture des plans de stock-options mis en place dans le cadre de l'*Allianz group Equity Incentive* (cf. note 31 – Plans de stock-options).

2.16. Actifs détenus en vue de la vente

Un actif est classé en « Actifs détenus en vue de la vente » seulement si la vente est hautement probable dans un horizon raisonnable, si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente a été initié par le management avec un degré d'avancement suffisant. Conformément à la norme IFRS 5, « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs ou groupes d'actifs destinés à être cédés font l'objet d'une présentation sur une ligne à part dans l'état de la situation financière et sont évalués et comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur valeur de marché diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

Cette ligne regroupe par conséquent :

- les actifs non courants destinés à être cédés ;
- les groupes d'actifs destinés à être cédés ;
- l'ensemble des actifs courants et non courants rattachables à un secteur d'activité ou à un secteur géographique lui-même destiné à être cédé (c'est-à-dire à une activité non conservée).

2.17. Créances et dettes nées d'opérations d'assurance ou de réassurance

Ces rubriques au bilan reprennent principalement les dettes et créances nées des opérations d'assurance et de réassurance, les primes acquises non émises et les annulations de primes, nettes de réassurance.

Annexe aux comptes consolidés

2.18. Frais d'acquisition reportés

Les frais d'acquisition reportés concernent les contrats d'assurance. Ils comprennent, pour l'essentiel, les commissions de courtage et les dépenses des services commerciaux et marketing. Le montant reporté est calculé selon la même méthode que la provision pour primes non acquises. La période couverte par les contrats étant principalement d'un an maximum, ces frais d'acquisition sont reportés sur l'exercice suivant. La variation des frais d'acquisition reportés est comprise dans les frais d'acquisition au compte de résultat.

2.19. Impôts exigibles et impôts différés

L'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat sauf quand ils se rattachent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres ou en autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est (i) le montant estimé de l'impôt dû (ou à recevoir) au titre du bénéfice (ou de la perte) imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de Reporting, et (ii) tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes. L'impôt exigible inclut également toute dette d'impôt qui provient de la déclaration de dividendes.

L'impôt différé est comptabilisé sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé :

- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable ;
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales et des coentreprises dans la mesure où il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible ;
- les différences temporelles imposables générées par la comptabilisation initiale d'un goodwill.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés dès lors que leur récupération est jugée probable par le Groupe.

2.20. Autres créances et autres dettes

Les autres créances et autres dettes comprennent principalement les créances et dettes de nature fiscale (autres que l'impôt sur les sociétés), les dettes vis-à-vis du personnel, les dettes fournisseurs, et les créances et dettes vis-à-vis du groupe Allianz.

2.21. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend la caisse et les dépôts à vue. Les découverts bancaires remboursables à vue sont considérés comme des équivalents de trésorerie lorsqu'ils font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe.

2.22. Provisions pour risques et charges

Provisions

Les provisions pour risques et charges comprennent principalement les provisions pour retraites (voir note 2.23 « Avantages consentis au personnel »). Les autres provisions sont évaluées selon les règles de la norme IAS 37 qui supposent l'existence d'une obligation actuelle résultant d'un événement passé, la probabilité qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation et une estimation fiable du montant de l'obligation. Elles font l'objet d'une actualisation dans le cas où l'impact s'avère significatif.

Passifs éventuels et actifs éventuels

Un passif éventuel est soit une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou la non survenance d'un ou plusieurs événements futurs incertains, qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise, soit une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée, soit parce qu'une sortie de ressources n'est pas probable, soit parce que le montant de l'obligation ne peut être mesuré avec suffisamment de fiabilité.

Annexe aux comptes consolidés

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise.

Les sociétés du Groupe peuvent être concernées par des litiges inhérents à l'exercice normal de leur activité.

2.23. Avantages consentis au personnel

Le Groupe participe, selon les lois et usages de chaque pays, à la constitution des retraites de son personnel. Les avantages offerts aux salariés du Groupe relèvent soit de régimes à cotisations définies, soit de régimes à prestations définies.

- Les régimes à cotisations définies se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent le Groupe de tout engagement futur vis-à-vis des salariés. De ce fait, les cotisations payées ou dues au titre de l'année figurent dans les comptes du Groupe. Les pays concernés sont la France, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Scandinavie.
- Les régimes à prestations définies se caractérisent par un montant de prestations à verser au salarié au moment de son départ à la retraite qui dépend en général d'un ou plusieurs facteurs tels que l'âge, le nombre d'années de service et le salaire. Ces régimes sont mis en place dans les pays suivants : France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas, Italie, Scandinavie et Royaume-Uni.

Les engagements sont évalués conformément à la norme IAS 19 Révisée. L'obligation est comptabilisée au bilan selon la méthode des unités de crédits projetés, en fonction des hypothèses actuarielles du Groupe qui sont revues chaque année. Cette méthode consiste à attribuer une unité supplémentaire de droits à prestations pour chaque période de service ; chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Lorsque le Groupe dispose pour certains plans d'actifs de couverture dédiés, l'obligation est diminuée du montant de la juste valeur de ces actifs.

La réévaluation du passif / actif net lié aux régimes à prestations définies dues aux écarts d'hypothèses ou d'expérience est comptabilisé en autres éléments du résultat global sans reclassement ultérieur éventuel.

Le coût des services passés désigne la variation de la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies pour les services rendus au cours d'exercices antérieurs, résultant de l'introduction, de la modification ou de la réduction d'un régime d'avantages postérieurs à l'emploi.

Pour les droits à prestation déjà acquis, le montant correspondant doit être passé immédiatement en charge. Pour les droits à prestation non encore acquis, la charge ou le produit est étalé linéairement sur la durée moyenne de services restant à accomplir pour que les droits soient acquis.

Le Groupe provisionne également les engagements liés aux autres avantages à long terme (médailles du travail, etc.) consentis aux salariés. La provision correspond à la valeur actuelle de l'obligation et est calculée annuellement par le Groupe.

2.24. Paiements en actions et assimilés

La juste valeur déterminée à la date d'attribution des droits à paiement fondé sur des actions accordées aux membres du personnel est comptabilisée en charges de personnel, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres, sur la période au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits d'une manière définitive. Le montant comptabilisé en charges est ajusté pour refléter le nombre des droits pour lesquels il est estimé que les conditions de service et de performance hors marché seront remplies, de telle sorte que le montant comptabilisé en charges in fine est basé sur le nombre réel de droits qui remplissent les conditions de service et les conditions de performance hors marché à la date d'acquisition. Pour les droits à paiement fondé sur des actions assorties d'autres conditions, l'évaluation de la juste valeur à la date d'attribution reflète ces conditions et les écarts entre l'estimation et la réalisation ne donnent lieu à aucun ajustement ultérieur.

Allianz et le Groupe ont mis en place des plans d'options dont bénéficient des salariés et des membres du Directoire du Groupe. Lors de l'exercice de leurs droits, ces derniers reçoivent un montant en numéraire correspondant à la différence entre la valeur de marché et le prix de souscription (plans Stock Appreciation Rights), ou des instruments de capitaux propres (le choix est laissé à Allianz).

La juste valeur des options octroyées est calculée par application du modèle d'évaluation Cox-Ross-Rubinstein.

Annexe aux comptes consolidés

2.25. Contrats d'assurance et de réassurance

Les contrats considérés comme des contrats d'assurance et de réassurance en normes françaises sont ventilés selon les normes IFRS entre les catégories de contrats suivantes :

- contrats d'assurance et de réassurance relevant de la norme IFRS 4 ;
- contrats d'investissement avec participation discrétionnaire relevant de la norme IFRS 4 ;
- contrats d'investissement sans participation discrétionnaire relevant de la norme IAS 39.

Après une revue détaillée de ses contrats d'assurance et de réassurance, il s'avère que le Groupe n'est concerné que par la première catégorie qui couvre les contrats d'assurance et de réassurance relevant de la norme IFRS 4. Cette revue a permis de mettre en évidence l'absence de dérivés incorporés. De la même manière, le Groupe n'a pas identifié de contrats de services relevant de la norme IAS 18.

Définition des contrats d'assurance

Les contrats d'assurance sont des contrats dans lesquels l'assureur accepte un risque d'assurance significatif. Un risque d'assurance est un risque, autre qu'un risque financier, transféré par le détenteur du contrat à l'émetteur du contrat (un risque financier est le risque d'une variation future possible d'un ou de plusieurs éléments suivants : taux d'intérêt spécifié, prix d'un instrument financier, prix d'une marchandise, taux de change, indice de prix ou de taux, notation de crédit ou indice de crédit ou autre variable, à condition que dans le cas d'une variable non-financière, la variable ne soit pas spécifique à une des parties au contrat). Les contrats d'assurance-crédit sont inclus dans la norme IFRS 4 (paragraphe B18 (g) de la norme).

Evaluation des contrats d'assurance

IFRS 4 permet, sauf exceptions précisées par la norme, le maintien des principes comptables antérieurs pour la comptabilisation des contrats d'assurance et de réassurance. Le Groupe a ainsi continué à appliquer les normes définies par le CRC 2000-05 relatives aux règles de consolidation et de combinaison des entreprises régies par le Code des assurances en prenant en compte les points suivants qui font l'objet de dispositions particulières introduites par IFRS 4 :

- suppression des provisions pour égalisation ;
- réalisation d'un test de suffisance des passifs ;
- tests de dépréciation sur les actifs de réassurance ;
- identification et séparation des dérivés incorporés.

Pour tous les autres aspects, les méthodes déjà appliquées par le Groupe, en conformité avec le règlement n°2000-05 du Comité de la Réglementation Comptable, ont été maintenues pour l'évaluation des contrats d'assurance.

- Ventilation par destination des frais relatifs aux contrats

Les frais relatifs aux contrats d'assurance sont comptabilisés initialement par nature puis ventilés par destination dans les postes du compte de résultat au moyen de clés de répartition s'appuyant sur des critères objectifs d'activité.

Les frais de règlement des sinistres sont compris dans les charges des prestations des contrats. Les frais d'acquisition des contrats et les frais d'administration apparaissent au compte de résultat.

- Primes

Les primes correspondent aux primes émises hors taxes, brutes de réassurance, nettes d'annulations. Elles sont comptabilisées à la date de prise d'effet de la garantie et comprennent une estimation des primes restant à émettre et une estimation des primes à annuler postérieurement à la date de clôture.

Les primes reconnues dans le chiffre d'affaires résultent de la garantie donnée aux assurés de couvrir leurs créances commerciales émises durant la période de garantie. Compte tenu des délais de règlement, du décalage entre le fait générateur, à savoir la défaillance du débiteur et la déclaration du sinistre, il existe un décalage entre la comptabilisation des primes et des sinistres correspondants qui est pris en compte via la dotation de provisions pour IBNR (Incurred But Not Reported).

- Provisions pour primes non acquises

Une provision pour primes non acquises, brute de commissions et de frais, est constatée contrat par contrat, linéairement, en fonction du temps restant à courir entre la date de clôture de l'exercice et la date d'échéance de la prime.

Annexe aux comptes consolidés

- Sinistres

Les sinistres se composent des éléments suivants :

- sinistres réglés durant l'exercice relatifs à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs nets des recours encaissés ;
- frais de règlement des sinistres notamment les frais des services règlements et les commissions affectées à la gestion des sinistres.

- Provisions pour sinistres à payer

Ces provisions techniques sont destinées à couvrir les pertes probables relatives :

- aux sinistres déclarés mais non encore réglés à la clôture de l'exercice ;
- aux sinistres survenus pendant l'exercice mais déclarés après la clôture de l'exercice et aux sinistres relatifs aux créances commerciales nées avant la clôture de l'exercice et couvertes par une garantie à cette date qui surviendront et seront déclarés au cours des exercices suivants. Ces sinistres dits « inconnus » ou *Incurring But Not Reported* sont estimés à l'aide de modèles statistiques qui s'appuient notamment sur la sinistralité observée au cours des exercices antérieurs et sur l'analyse de l'évolution de la sinistralité récente.

Les provisions pour sinistres sont majorées d'une provision pour frais de gestion.

Des informations complémentaires sur l'évaluation des provisions pour sinistres sont détaillées dans le chapitre 4 « Principaux facteurs de risques et leur gestion au sein du Groupe ».

- Prévisions de recours

Les recours correspondent aux actions exercées en vue d'obtenir des débiteurs défaillants le remboursement total ou partiel des indemnités de sinistre versées aux assurés. Les prévisions de recours représentent une estimation prudente des récupérations potentielles sur les sinistres réglés. Ces prévisions sont comptabilisées en diminution de la provision pour sinistres à payer. Elles tiennent compte d'une provision pour frais de gestion déterminée en fonction des taux de frais réels observés.

- Autres provisions techniques

Une provision pour risques en cours est constituée par catégorie de risques en complément de la provision pour primes non acquises lorsque les sinistres susceptibles de se produire après la fin de l'exercice et relatifs aux contrats souscrits avant cette date et les frais d'acquisition et d'administration y afférant ne sont pas couverts par la provision pour primes non acquises.

- Test de suffisance du passif

À chaque arrêté, les passifs des contrats d'assurance nets des actifs liés (frais d'acquisition reportés et valeurs de portefeuille), font l'objet d'un test de suffisance du passif.

Les méthodes déjà appliquées par le Groupe et maintenues dans le cadre de la norme IFRS 4 - parmi lesquelles notamment l'évaluation des provisions pour sinistres sur la base du coût ultime non escompté et les modalités de constitution de la provision pour risques en cours – constituent un test de suffisance du passif satisfaisant aux dispositions minimales spécifiées par la norme IFRS 4.

Contrats de réassurance

- Acceptations

Les acceptations d'assurance sont comptabilisées affaire par affaire sur la base des résultats de l'année, réels ou estimés. Les provisions techniques correspondent aux montants communiqués par les cédantes.

- Cessions

Les contrats de cession en réassurance sont comptabilisés en conformité avec les termes des différents traités. La part des cessionnaires dans les provisions techniques est évaluée de la même façon que les provisions techniques brutes de réassurance apparaissant au passif.

Les dépôts espèces reçus des réassureurs sont comptabilisés en dettes nées des opérations de réassurance cédée. Les créances sur les réassureurs ne font l'objet d'une dépréciation que dans le cas où il existe des preuves tangibles que l'on ne pourra pas recevoir tous les montants qui sont dus aux termes du contrat.

2.26. Dettes de financement

Les emprunts sont des obligations contractuelles consistant soit à remettre à une autre entité de la trésorerie ou un actif financier, soit à échanger avec une autre entité un actif financier dans des conditions potentiellement défavorables.

Annexe aux comptes consolidés

L'évaluation et la comptabilisation des emprunts sont définies par la norme IAS 39. A l'exception des instruments dérivés (voir note 2.15 « Instruments financiers - instruments dérivés »), les emprunts et autres passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à la juste valeur diminuée des coûts de transaction attribuables ; par la suite, ils sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif.

Les emprunts comprennent au sens de la norme IAS 39 les emprunts et les autres financements, les instruments dérivés, ainsi que les dettes fournisseurs et dettes sociales figurant dans le poste « dettes d'exploitation ».

2.27. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires peuvent être composés d'éléments évalués et comptabilisés selon les normes IFRS 4, IAS 18 et IAS 39. Cet agrégat a un sens plus large que le chiffre d'affaires, car il intègre également les produits des placements.

Le chiffre d'affaires est composé des primes et commissions acquises et des autres produits d'exploitation.

Primes

Les primes d'assurance-crédit entrant dans le chiffre d'affaires correspondent aux primes émises hors taxes, diminuées des primes annulées pendant l'exercice et d'une estimation des primes émises qui devront être annulées après la date de clôture. Elles sont augmentées d'une estimation des primes à émettre pour la part acquise à l'exercice et corrigées de la variation des provisions pour primes non acquises, lesquelles correspondent à la quote-part des primes émises qui couvrent la période postérieure à la date de clôture de l'exercice. Les ristournes de primes accordées aux assurés sont présentées sur une ligne distincte, en déduction du chiffre d'affaires.

Les prestations de service se composent des frais d'enquête et de surveillance facturés au titre de la gestion et de la prévention des risques pour le compte des assurés, et des honoraires de recouvrement des créances contentieuses. Ils comprennent également les produits liés à l'activité gestion des garanties export pour le compte de l'Etat allemand, ainsi que les autres produits à caractère technique.

Produits sur placements

Les produits sur placements sont comptabilisés en conformité avec la norme IAS 39, IAS 17 ou IAS 18 en fonction de leur nature.

- Produits des placements nets de charges de gestion

Ces produits comprennent notamment les catégories de revenus suivantes :

- revenus nets sur immeubles ;
- revenus nets sur valeurs mobilières ;
- autres revenus financiers (intérêts créditeurs de banque, revenus sur autres placements) ;
- gains et pertes de change ;
- frais de gestion des placements.

- Plus et moins-values de cession des placements

Les plus ou moins-values sur cessions de valeurs mobilières ou d'immeubles sont enregistrées au compte de résultat. Les titres échangés dans le cadre d'une offre publique d'échange donnent lieu à la constatation en résultat d'une plus-value d'échange.

- Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat

Sont comptabilisés les écarts de juste valeur constatés sur l'exercice, diminués des écarts de l'exercice précédent. Il s'agit essentiellement des réévaluations sur les instruments dérivés.

- Variation des dépréciations sur placements

Les dépréciations concernent notamment les pertes de valeur des placements et reprises suite à une cession, ainsi que les dotations aux amortissements et pertes de valeurs des immeubles de placement.

2.28. Charges des prestations d'assurance

Les charges des prestations d'assurance comprennent la charge nette des sinistres, à savoir les indemnités réglées durant l'exercice diminuées des recours encaissés, la variation des provisions pour sinistres nette des prévisions de recours et les frais engagés ou qui restent à engager pour la gestion des indemnisations et du recouvrement.

Annexe aux comptes consolidés

Les principes de comptabilisation de ces éléments relèvent de la norme IFRS 4 et sont décrits dans la note 2.25 « Contrats d'assurance et de réassurance - Evaluation des contrats d'assurance ».

2.29. Charges ou produits nets des cessions en réassurance

Dans cette rubrique sont enregistrés la part des cessions et rétrocessions aux réassureurs sur les primes acquises, les sinistres payés, les variations de provisions pour sinistres et les variations pour ristournes de primes ainsi que les commissions.

Les principes de comptabilisation de ces éléments relèvent de la norme IFRS 4 et sont décrits à la note 2.25 « Contrats d'assurance et de réassurance – Contrats de réassurance ».

2.30. Frais d'administration et Frais d'acquisition des contrats

Les frais d'administration comprennent principalement les charges salariales et les coûts des systèmes d'informations, affectés à l'administration des contrats.

Les frais d'acquisition comprennent quant à eux principalement les charges salariales liées à l'acquisition de contrats, les commissions de courtage, les frais d'ouverture de dossiers et les dépenses liées aux réseaux commerciaux.

2.31. Autres produits et charges opérationnels courants

Les autres produits et charges opérationnels correspondent principalement aux frais et revenus liés à l'activité de prestation de services du Groupe.

2.32. Autres produits et charges opérationnels

Ces produits et charges résultent d'un événement majeur intervenu pendant la période comptable, de nature à fausser la lecture de la performance de l'entreprise. Il s'agit donc d'éléments peu nombreux, inhabituels ou anormaux, et dont le montant est significatif.

2.33. Charges de financement

Les principes de comptabilisation de cette rubrique relèvent de la norme IAS 39.

La charge de financement est constituée des charges relatives aux éléments suivants :

- passifs financiers à long terme : opérations d'emprunt de capitaux réalisées auprès du public - par exemple sous forme d'emprunt obligataire - ou auprès de banques ou d'établissements financiers (crédits à moyen ou long terme, crédits-bails,...) ;
- passifs financiers à court terme de même nature que ci-dessus y compris des émissions de titres de créances négociables à court terme auprès des investisseurs ;
- instruments financiers de couverture de juste valeur inscrits au bilan relatifs aux passifs constitutifs de l'endettement financier brut décrits ci-dessus ;
- intérêts courus sur les postes du bilan constitutifs de l'endettement financier brut.

2.34. Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net consolidé part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice déduction faite des actions propres.

Une action ordinaire est un instrument de capitaux propres qui est subordonné à toutes les autres catégories d'instruments de capitaux propres.

La dilution est une réduction du résultat par action résultant de l'hypothèse de conversion d'instruments convertibles, d'exercice d'options ou de bons de souscription d'actions, ou d'émission d'actions ordinaires si certaines conditions spécifiées sont remplies.

Annexe aux comptes consolidés

Note 3 Ecart d'acquisition

Conformément à la norme IFRS 3, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet systématiquement d'un test de dépréciation réalisé en fin d'exercice et dès qu'il existe un indice de perte de valeur.

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014					31 décembre 2013	
	Italie	Royaume-Uni	Etats-Unis	Benelux	Autres pays	Total	Total
Solde à l'ouverture							
Valeur brute	6 229	59 921	30 770	8 242	6 533	111 695	120 274
Pertes de valeur cumulées	(409)	(8 676)	(3 121)	-	-	(12 206)	(15 927)
Valeur nette comptable	5 820	51 245	27 649	8 242	6 533	99 489	104 347
Variations de l'exercice							
Valeur nette comptable ouverture	5 820	51 245	27 649	8 242	6 533	99 489	104 347
Augmentation de la valeur brute	-	-	-	-	-	-	-
Sorties et Actifs détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-	-	(1 867)
Autres variations	-	-	-	1 217	-	1 217	-
Reclassements	-	-	-	-	-	-	-
Différences de change	-	3 622	3 836	-	225	7 682	(2 991)
Pertes de valeur	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable clôture	5 820	54 867	31 485	9 459	6 757	108 389	99 489
Solde à la clôture							
Valeur brute	6 229	64 141	35 039	9 459	6 757	121 625	111 695
Pertes de valeur cumulées	(409)	(9 274)	(3 554)	-	-	(13 236)	(12 206)
Valeur nette comptable	5 820	54 867	31 485	9 459	6 757	108 389	99 489

A la clôture de l'exercice 2014, suite au rachat des actions détenues par les minoritaires de NV Interpolis Kredietverzekeringen, un écart d'acquisition a été comptabilisé pour 1 217 milliers d'euros. En 2013, la sortie d'écart d'acquisition correspond à la déconsolidation d'Euler Hermes Crédito Espagne.

Méthode des tests d'impairment

Conformément à la norme IAS 36, le Groupe procède à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition en comparant la valeur d'utilité des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles ont été affectés les écarts d'acquisition et leur valeur comptable (actif net et écart d'acquisition).

La valeur d'utilité se définit comme la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie tels qu'ils résultent des *business plans* de la filiale concernée avec la prise en compte d'une valeur terminale.

Les principales hypothèses retenues pour la détermination de la valeur d'utilité sont le taux de croissance à l'infini défini par UGT et le coût du capital, défini par zone géographique. Le modèle s'appuie sur le budget prévisionnel à trois ans préparé par les UGT et validé par le management avec une dernière année construite sur la base de ratios de gestion normalisés (ratios combinés et taux de rétention cible). En outre, depuis la mise en place d'une région Réassurance au sein du Groupe, le périmètre des UGT a été étendu afin d'intégrer les activités de réassurance interne intervenant entre les UGT et la région Réassurance. Par conséquent il faut également inclure une partie de la contribution de la région Réassurance à l'actif net consolidé du Groupe.

Les paramètres utilisés pour calculer les valorisations des UGT sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Annexe aux comptes consolidés

Résultat des tests d'impairment

	Italie	Royaume-Uni	Etats-Unis	Belgique	Pays-Bas	Allemagne
Coût du capital	5.45%	5.33%	5.74%	4.39%	4.24%	4.11%
<i>dont taux sans risque</i>	1.88%	1.76%	2.17%	0.82%	0.67%	0.54%
<i>dont prime de risque (bêta = 0,71)</i>	3.57%	3.57%	3.57%	3.57%	3.57%	3.57%
Taux d'imposition effectif	48.00%	21.5%	35.0%	34.0%	25.0%	31.0%
Rendement normalisé du portefeuille financier	1.28%	1.36%	1.73%	0.45%	0.36%	0.26%
Ratio combiné brut	87.5%	85.0%	83.0%	84.0%	81.0%	78.0%
Taux de rétention cible EH Réassurance	31.5%	27.7%	27.9%	27.6%	33.0%	35.6%
Croissance long terme	1.5%	1.5%	1.5%	1.5%	1.0%	1.0%
Valeur d'utilité (en milliers d'euros)	392.6	469.6	787.3	176.8	222.4	2,260.4
Contribution à l'actif consolidé	307.0	242.9	303.0	96.9	68.5	936.9
Delta	85.6	226.7	484.3	79.9	153.9	1,323.4

Sensibilité des tests d'impairment

Les analyses de sensibilité ont été exécutées sur les tests d'impairment considérant l'écart dans quelques paramètres de calcul :

- sensibilité sur la croissance à long terme : les tests d'impairment ont été effectués avec la même méthodologie, mais considérant une diminution de 0.5 point au niveau du taux de croissance perpétuel. Pour toutes les UGT, le résultat de ce test de sensibilité a conclu à une valeur d'utilité toujours plus élevée que la contribution à l'actif net consolidé du Groupe. Ces valorisations justifient l'absence de constatation de perte de valeur complémentaire sur l'écart d'acquisition.
- sensibilité sur le coût du capital : les tests d'impairment ont été effectués avec la même méthodologie, mais considérant une augmentation de 0.5 point au niveau du coût du capital. Pour toutes les UGT, le résultat de ce test de sensibilité a conclu à une valeur d'utilité toujours plus élevée que la valeur comptable. Ces valorisations justifient l'absence de constatation de perte de valeur complémentaire sur l'écart d'acquisition.
- sensibilité sur le ratio combiné brut : les tests d'impairment ont été effectués avec la même méthodologie, mais considérant une augmentation de 3 points au niveau du ratio combiné brut, (+ 2 points au niveau du ratio de sinistre brut et +1 point au niveau du ratio des coûts brut). Pour toutes les UGT, le résultat de ce test de sensibilité a conclu à une valeur d'utilité toujours plus élevée que la valeur comptable. Ces valorisations justifient l'absence de constatation de perte de valeur complémentaire sur l'écart d'acquisition.

Paramètres de rentabilité

Le tableau suivant présente le niveau que doivent atteindre les hypothèses clés pour que la valeur d'utilité de chaque UGT soit égale à sa valeur comptable.

	Italie	Royaume-Uni	Etats-Unis	Belgique	Pays-Bas	Allemagne
Croissance long terme	0.2%	-3.0%	-8.2%	-1.0%	-8.2%	-5.2%
Coût du capital	6.7%	9.3%	13.5%	6.7%	11.9%	22.3%
Ratio combiné brut	90.7%	99.6%	116.4%	98.5%	110.0%	91.1%

Annexe aux comptes consolidés

Note 4 Autres actifs incorporels et portefeuilles de contrats

(en milliers d'euros)

	31 décembre 2014				31 décembre 2013			
	Portefeuilles de contrats	Develop. informatiques et logiciels	Autres immo. incorp.	Total	Portefeuilles de contrats	Develop. informatiques et logiciels	Autres immo. incorp.	Total
Solde à l'ouverture								
Valeur brute	3 945	237 308	33 132	274 385	4 815	209 683	28 489	242 987
Amortissements cumulés	(3 944)	(161 031)	(20 425)	(185 400)	(4 484)	(145 860)	(16 077)	(166 421)
Pertes de valeurs cumulées	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable	1	76 277	12 707	88 985	331	63 823	12 412	76 566
Variations de l'exercice								
Valeur nette comptable ouverture	1	76 277	12 707	88 985	331	63 823	12 412	76 566
Acquisitions nouvelles	4 427	36 901	1 104	42 432	-	32 589	1 485	34 074
Variations de périmètre	-	145	39	184	-	(6)	-	(6)
Sorties et Actifs détenus en vue de la vente	(3 597)	(1 055)	(1 129)	(5 781)	-	(3 708)	-	(3 708)
Reclassements	-	6 123	-	6 123	-	(9)	-	(9)
Différences de change	-	976	215	1 191	(15)	(224)	(95)	(334)
Amortissements nets	(414)	(19 087)	(1 124)	(20 625)	(315)	(16 188)	(1 095)	(17 598)
Provisions nettes pour dépréciation	-	-	(7)	(7)	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable clôture	417	100 280	11 805	112 502	1	76 277	12 707	88 985
Solde à la clôture								
Valeur brute	3 133	293 835	33 459	330 427	3 945	237 308	33 132	274 385
Amortissements cumulés	(2 716)	(193 555)	(21 654)	(217 925)	(3 944)	(161 031)	(20 425)	(185 400)
Pertes de valeurs cumulées	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur nette comptable	417	100 280	11 805	112 502	1	76 277	12 707	88 985

En 2014, comme en 2013, la croissance des développements informatiques et logiciels résulte principalement de la capitalisation des applicatifs Groupe développés en interne, ainsi que d'acquisitions de logiciels dans le cadre de projets internes.

Les principaux applicatifs Groupe développés sont :

- En 2013, Galileo (Commercial), FIT+1 (Comptabilité) et IMX (Recouvrement) ;
- En 2014, Galileo (Commercial), FIT+1 (Comptabilité), Convergence et Bonding (Commercial).

Les amortissements sur l'exercice 2014 sont principalement liés aux logiciels développés en interne Galileo (Commercial) et IMX (Recouvrement).

Le reclassement pour 6 123 milliers d'euros sur l'exercice 2014 s'explique par le reclassement de développements informatiques internes précédemment classés en immobilisations corporelles en cours de construction.

Annexe aux comptes consolidés

Note 5 Immobilier de placement et d'exploitation

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014		31 décembre 2013	
	Immobilier de placement	Immobilier d'exploitation	Immobilier de placement	Immobilier d'exploitation
Solde à l'ouverture				
Valeur brute	78 531	141 336	69 526	138 526
Amortissements cumulés	(18 300)	(44 855)	(15 863)	(39 476)
Pertes de valeurs cumulées	-	(6 797)	-	(6 797)
Valeur nette comptable	60 231	89 684	53 663	92 253
Variations de l'exercice				
Valeur nette comptable ouverture	60 231	89 684	53 663	92 253
Acquisitions	16 676	156	11 249	390
Variations de périmètre	-	-	-	-
Sorties d'immeubles	(367)	(66)	(3 334)	-
Reclassements	(167)	(78 099)	(9)	-
Différences de change	-	104	-	(116)
Amortissements nets	(1 004)	(2 200)	(1 338)	(2 843)
Provisions nettes pour dépréciation	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-
Valeur nette comptable clôture	75 369	9 579	60 231	89 684
Solde à la clôture				
Valeur brute	97 015	27 230	78 531	141 336
Amortissements cumulés	(21 646)	(17 651)	(18 300)	(44 855)
Pertes de valeurs cumulées	-	-	-	(6 797)
Valeur nette comptable	75 369	9 579	60 231	89 684
Juste valeur	209 650	24 652	185 360	120 886

Montants comptabilisés dans le résultat	31 décembre	
	2014	2013
Immobilier de placement		
Produits locatifs des immeubles de placement	2 645	2 715
Charges opérationnelles directes engagées pour les immeubles	(157)	163

Les acquisitions d'immeubles de placements correspondent à des frais de travaux pour rénovation de l'ensemble immobilier détenu par Euler Hermes Real Estate, ancien siège d'Euler Hermes à Paris.

Au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, ces frais s'élèvent respectivement à 16,7 et 11,2 millions d'euros.

Les sorties concernent principalement la mise au rebut partielle de certains composants de l'immeuble situé au 1, rue Euler (Paris).

Au 31 décembre 2014, la valeur nette de ces mises au rebut s'élève à -0,4 million d'euros contre -3,3 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Le reclassement de -78 millions d'euros de valeur nette comptable représente le reclassement de trois immeubles d'exploitation en actifs détenus à la vente : un total de -75,7 millions d'euros pour deux immeubles allemands et - 2,4 millions d'euros pour un immeuble américain. Ces actifs immobiliers ont ensuite été dépréciés respectivement à hauteur de 17,2 millions d'euros portant la valeur nette des immeubles allemands à 58,6 millions d'euros et à hauteur de 0,6 million d'euros portant la valeur nette de l'immeuble américain à 2 millions d'euros.

Annexe aux comptes consolidés

Placements financiers

Classement par méthode de comptabilisation

Pour un instrument coté sur un marché actif, la juste valeur est le cours acheteur à la date d'évaluation pour un actif détenu ou un passif à émettre et le cours vendeur pour un actif destiné à être acheté ou un passif destiné à être détenu. Si ces cours ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée sur la base du prix de la transaction la plus récente.

Si le marché d'un instrument financier n'est pas actif, le Groupe estime la juste valeur en utilisant une technique de valorisation basée sur l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale entre parties informées et consentantes, si elles sont disponibles, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options.

Classement par catégories de placement

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014						31 décembre 2013					
	Valeur historique	Réserve de réévaluation	Valeur Nette	Juste valeur	Coté	Non coté	Valeur historique	Réserve de réévaluation	Valeur Nette	Juste valeur	Coté	Non coté
Actifs détenus jusqu'à l'échéance												
Obligations	191	-	191	191	191	-	191	-	191	191	191	-
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance	191	-	191	191	191	-	191	-	191	191	191	-
Actifs disponibles à la vente												
Actions	220 224	25 320	245 544	245 544	2 973 382	87 827	154 054	27 007	181 061	181 061	2 775 856	61 913
Obligations	2 708 754	106 911	2 815 665	2 815 665	-	-	2 596 674	60 033	2 656 707	2 656 707	-	-
Total Actifs disponibles à la vente	2 928 978	132 231	3 061 209	3 061 209	2 973 382	87 827	2 750 728	87 040	2 837 768	2 837 768	2 775 856	61 913
Prêts, dépôts et autres placements financiers												
	833 226	-	833 226	854 230	-	-	837 917	-	837 917	837 917	-	-
Total Prêts, dépôts et autres placements financiers	833 226	-	833 226	854 230	-	-	837 917	-	837 917	837 917	-	-
Total Placements financiers (hors participations dans les sociétés consolidées)	3 762 395	132 231	3 894 626	3 915 630	2 973 573	87 827	3 588 636	87 040	3 675 676	3 675 676	2 776 047	61 913

(en milliers d'euros)	31 décembre 2012					
	Valeur historique	Réserve de réévaluation	Valeur Nette	Juste valeur	Coté	Non coté
Actifs détenus jusqu'à l'échéance						
Obligations			491	491	-	491
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance			491	491	-	491
Actifs disponibles à la vente						
Actions			69 446	82 150	2 924 224	34 058
Obligations			2 758 684	2 876 132	-	-
Total Actifs disponibles à la vente			2 828 130	2 958 282	2 924 224	34 058
Prêts, dépôts et autres placements financiers						
			808 741	808 741	-	-
Total Prêts, dépôts et autres placements financiers			808 741	808 741	-	-
Total Placements financiers (hors participations dans les sociétés consolidées)			3 637 362	3 767 514	2 924 224	34 549

Pour les placements non cotés, le Groupe estime la juste valeur en utilisant une technique de valorisation basée sur l'utilisation de transactions récentes dans des conditions de concurrence normale entre parties informées et consentantes, si elles sont disponibles, la référence à la juste valeur actuelle d'un autre instrument identique en substance, l'analyse des flux de trésorerie actualisés et les modèles de valorisation des options. Les placements non cotés sont composés essentiellement d'obligations hypothécaires allemandes (*Pfandbriefe*).

Le portefeuille n'a pas été impacté de manière significative par des dépréciations, le Groupe n'ayant aucune exposition sur des actifs financiers tels que les fonds de trésorerie « dynamiques » ou investissements *subprime*.

Annexe aux comptes consolidés

Classification de la juste valeur par niveaux hiérarchiques

- Actifs disponibles à la vente

Le niveau 1 est composé principalement d'actions et d'obligations cotées sur un marché actif.

Le niveau 2 était composé d'une émission obligataire Allianz SE 3 ans pour 160 millions d'euros arrivée à maturité au cours de l'année 2013.

Le niveau 3 est composé principalement de participations dans un fonds immobilier non coté, de titres non consolidés et d'obligations d'état Marocain non cotées.

(en milliers d'euros)		31 Décembre 2014		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs disponibles à la vente	3 012 930	-	48 279	

(en milliers d'euros)		31 Décembre 2013		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs disponibles à la vente	2 797 634	-	40 134	

(en milliers d'euros)		31 Décembre 2012		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs disponibles à la vente	2 768 123	160 173	29 986	

- Autres placements financiers

Les obligations détenues jusqu'à l'échéance ainsi que les prêts, dépôts et autres placements financiers sont évalués d'après la méthode du coût amorti. Leur classement hiérarchique est principalement de niveau 3, sauf pour les obligations hypothécaires allemandes non cotées (*Pfandbriefe*), classées en niveau 2 pour 467 millions d'euros.

Classification par zone géographique

2014

(en milliers d'euros)	France	Etranger	Groupe
Actifs détenus jusqu'à l'échéance			
Obligations	191	-	191
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance	191	-	191
Actifs disponibles à la vente			
Actions	96 763	148 781	245 544
Obligations	501 769	2 313 896	2 815 665
Total Actifs disponibles à la vente	598 532	2 462 677	3 061 209
Prêts, dépôts et autres placements financiers	109 599	723 627	833 226
Total Prêts, dépôts et autres placements financiers	109 599	723 627	833 226
Total Placements Financiers	708 322	3 186 304	3 894 626

Annexe aux comptes consolidés

2013

(en milliers d'euros)

	France	Etranger	Groupe
Actifs détenus jusqu'à l'échéance			
Obligations	191	-	191
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance	191	-	191
Actifs disponibles à la vente			
Actions	84 024	97 037	181 061
Obligations	489 308	2 167 399	2 656 707
Total Actifs disponibles à la vente	573 332	2 264 436	2 837 768
Prêts, dépôts et autres placements financiers	112 116	725 801	837 917
Total Prêts, dépôts et autres placements financiers	112 116	725 801	837 917
Total Placements Financiers	685 639	2 990 237	3 675 876

2012

(en milliers d'euros)

	France	Etranger	Groupe
Actifs détenus jusqu'à l'échéance			
Obligations	-	491	491
Total Actifs détenus jusqu'à l'échéance	-	491	491
Actifs disponibles à la vente			
Actions	67 333	14 817	82 150
Obligations	590 117	2 286 015	2 876 132
Total Actifs disponibles à la vente	657 450	2 300 832	2 958 282
Prêts, dépôts et autres placements financiers	95 516	713 225	808 741
Total Prêts, dépôts et autres placements financiers	95 516	713 225	808 741
Total Placements Financiers	752 966	3 014 548	3 767 514

Variation des placements

(en milliers d'euros)

	31 décembre 2014			31 décembre 2013	
	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Actifs disponibles à la vente	Prêts, dépôts et autres placements financiers	Total	Total
Valeur nette comptable ouverture	191	2 837 768	837 917	3 675 876	3 767 514
Augmentations	-	1 197 437	2 714 827	3 912 264	3 971 280
Diminutions	-	(1 042 669)	(2 727 747)	(3 770 416)	(3 932 849)
Variations de périmètre	-	5 264	-	5 264	(27 729)
Réévaluations	-	43 667	-	43 667	(44 398)
Dépréciations	-	(2 984)	-	(2 984)	(1 158)
Différences de change	-	48 517	5 719	54 236	(32 209)
Reclassements	-	-	-	-	-
Autres variations	-	(25 791)	2 510	(23 281)	(24 575)
Valeur nette comptable clôture	191	3 061 209	833 226	3 894 626	3 675 876

En 2014, les variations de périmètre concernent principalement l'intégration globale des placements d'Interpolis Kredietverzekeringen NV au 31 décembre 2014. Les autres variations des actifs disponibles à la vente sont principalement les amortissements des surcotes

Annexe aux comptes consolidés

et décotes des placements obligataires. L'impact des différences de change est principalement lié à l'évolution du dollar américain et de la livre sterling contre l'euro.

(en milliers d'euros)

	31 décembre 2013			31 décembre 2012	
	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Actifs disponibles à la vente	Prêts, dépôts et autres placements financiers	Total	Total
Valeur nette comptable ouverture	491	2 958 282	808 741	3 767 514	3 558 317
Augmentations	-	1 042 825	2 928 455	3 971 280	3 260 520
Diminutions	(300)	(1 039 170)	(2 893 379)	(3 932 849)	(3 110 909)
Variations de périmètre	-	(26 521)	(1 208)	(27 729)	-
Réévaluations	-	(44 398)	-	(44 398)	86 561
Dépréciations	-	(1 158)	-	(1 158)	(1 062)
Différences de change	-	(27 298)	(4 911)	(32 209)	2 648
Reclassements	-	-	-	-	955
Autres variations	-	(24 794)	219	(24 575)	(29 516)
Valeur nette comptable clôture	191	2 837 768	837 917	3 675 876	3 767 514

En 2013, les variations de périmètre s'expliquent principalement par la déconsolidation des entités espagnoles et mexicaines qui ont été apportées à la joint-venture Solunion. Les autres variations des actifs disponibles à la vente sont principalement les amortissements des surcotes et décotes des placements obligataires.

Exposition du Groupe à la dette souveraine européenne

- Le Groupe n'a pas ou plus d'exposition aux dettes souveraines des pays suivants : Grèce, Irlande, Hongrie et Turquie. Le Groupe a une exposition limitée à la dette souveraine espagnole :

Pays	Maturité	Valeur d'acquisition	Valeur de Marché	Plus ou moins values latentes
Espagne	2016	14 529	14 745	216
Espagne	2017	9 980	10 260	280
Espagne	2018	29 910	30 867	957
Espagne	2019	21 929	22 930	1 001
Espagne	2020	20 264	20 987	723
Total		96 612	99 789	3 177

Tous les placements mentionnés ci-dessus sont comptabilisés à leur juste valeur en actifs disponibles à la vente (AFS).

- Portugal

La société portugaise COSEC, mise en équivalence au sein du Groupe est exposée localement à hauteur des montants ci-dessous :

Pays	Maturité	Valeur d'acquisition	Valeur de Marché	Plus ou moins values latentes
Espagne	2018	2 950	3 020	70
Italie	2018	991	1 017	26
Italie	2024	2 508	2 571	63
Portugal	2015	910	935	25
Portugal	2016	8 952	9 139	187
Portugal	2018	3 152	3 330	178
Total		19 463	20 012	549

- Espagne

Le joint-venture espagnol Solunion, mis en équivalence au sein du Groupe, est exposé localement à hauteur des montants ci-dessous :

Pays	Maturité	Valeur d'acquisition	Valeur de Marché	Plus ou moins values latentes
Espagne	2015	549	550	1
Espagne	2016	6 362	6 487	125
Espagne	2017	3 612	3 628	16
Espagne	2018	3 022	3 235	213
Espagne	2019	1 129	1 160	31
Espagne	2024	2 938	2 990	52
Total		17 612	18 050	438

Annexe aux comptes consolidés

Note 6 Investissements dans les entreprises associées

Les entreprises comptabilisées par mise en équivalence sont les suivantes :

Entreprises associées	Pays	% de détention
OeKB Beteiligungs- und Management A.G.	Autriche	49,00%
Graydon Holding N.V.	Pays Bas	27,50%
Companhia de Seguro de Creditos SA (COSEC)	Portugal	50,00%
Israel Credit Insurance Company Ltd	Israël	50,00%
Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA	Espagne	50,00%

Informations sur les entreprises associées

Société	31 décembre 2014			
	Actif ⁽¹⁾	Capitaux propres ⁽²⁾	Chiffre d'affaires ⁽³⁾	Résultat
Entreprises associées du secteur de l'assurance-crédit	777 693	358 855	302 900	33 196
Autres entreprises associées	44 036	19 233	55 733	(1 815)
	821 729	378 088	358 633	31 381

(1) L'actif correspond aux comptes IFRS au 30 septembre 2014, à l'exception de Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA pour laquelle l'actif correspond aux comptes IFRS au 31 décembre 2014.

(2) Les capitaux propres sont déterminés sur la base des comptes IFRS au 30 septembre 2014, à l'exception de Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA pour laquelle les capitaux propres sont déterminés sur la base des comptes IFRS au 31 décembre 2014.

(3) Le chiffre d'affaires correspond au chiffre d'affaires au 30 septembre 2014 plus un quart du chiffre d'affaires total de 2013, à l'exception de Solunion Seguros de Crédito, Compañía Internacional de Seguros y Reaseguros SA pour lequel le chiffre d'affaires correspond au chiffre d'affaires au 31 décembre 2014.

Société	31 décembre 2013			
	Actif ⁽⁴⁾	Capitaux propres ⁽⁵⁾	Chiffre d'affaires ⁽⁶⁾	Résultat
Entreprises associées du secteur de l'assurance-crédit	816 769	369 924	305 528	7 686
Autres entreprises associées	50 280	13 636	63 228	9 705
	867 049	383 560	368 756	17 391

(4) L'actif correspond aux comptes IFRS au 30 septembre 2013.

(5) Les capitaux propres sont déterminés sur la base des comptes IFRS au 30 septembre 2013,

(6) Le chiffre d'affaires correspond au chiffre d'affaires au 30 septembre 2013 plus à un quart du chiffre d'affaires total de 2012.

Mouvements de l'exercice

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Valeur nette comptable ouverture	193 853	115 500
Augmentations	4 716	91 982
Diminutions	(4 490)	-
Reclassements	-	-
Quote part dans le résultat de l'exercice	15 718	6 424
Dividendes versés	(10 414)	(19 127)
Dépréciations	-	-
Différences de change	137	(308)
Autres variations	(92)	(618)
Valeur nette comptable clôture	199 428	193 853

Annexe aux comptes consolidés

Les augmentations et diminutions des investissements comptabilisés par mise en équivalence pour 4 716 milliers d'euros et pour - 4 490 milliers d'euros sont dus aux changements de méthode de consolidation de la société Interpolis Kredietverzekeringen NV de l'intégration proportionnelle à la mise en équivalence puis finalement à l'intégration globale au 31 Décembre 2014 suite au rachat des parts minoritaires pour 55%.

Les dividendes payés correspondent aux dividendes de la société OeKB Beteiligungs - und Management A.G. pour 5,4 millions d'euros, de la société Companhia de Seguro de Creditos SA (COSEC) pour 3,9 millions d'euros et de la société Graydon Holding NV pour 1,1 million d'euros.

Les autres variations correspondent principalement aux variations de la réserve de réévaluation des entreprises associées.

Contribution aux capitaux propres (hors quote-part de résultat 2014)

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Entreprises associées du secteur de l'assurance-crédit	178 421	183 680
Autres entreprises associées	5 289	3 750
Quote part de capitaux propres	183 710	187 430

Contribution au résultat

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Entreprises associées du secteur de l'assurance-crédit	16 217	3 755
Autres entreprises associées	(499)	2 669
Quote part de résultat	15 718	6 424

Annexe aux comptes consolidés

Note 7 Immeubles d'exploitation et autres immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014			31 décembre 2013		
	Immobilier d'exploitation	Autres immo. corporelles	Total	Immobilier d'exploitation	Autres immo. corporelles	Total
Solde à l'ouverture						
Valeur brute	141 336	151 029	292 365	138 526	137 118	275 644
Amortissements cumulés	(44 855)	(102 075)	(146 930)	(39 476)	(86 225)	(125 701)
Pertes de valeurs cumulées	(6 797)	(299)	(7 096)	(6 797)	(458)	(7 255)
Valeur nette comptable	89 684	48 655	138 339	92 253	50 435	142 688
Variations de l'exercice						
Valeur nette comptable ouverture	89 684	48 656	138 339	92 253	50 435	142 688
Acquisitions	156	14 336	14 492	390	24 430	24 820
Variations de périmètre	-	10	10	-	(304)	(304)
Sorties	(66)	(6 990)	(7 056)	-	(13 702)	(13 702)
Reclassements	(78 099)	(6 125)	(84 224)	-	13	13
Différences de change	104	611	715	(116)	(542)	(658)
Amortissements nets	(2 200)	(11 459)	(13 659)	(2 843)	(11 834)	(14 677)
Provisions nettes pour dépréciation	-	0	0	-	159	159
Autres variations	-	(16)	(16)	-	-	-
Valeur nette comptable clôture	9 579	39 023	48 602	89 684	48 655	138 339
Solde à la clôture						
Valeur brute	27 230	171 014	198 244	141 336	151 029	292 366
Amortissements cumulés	(17 651)	(131 692)	(149 343)	(44 855)	(102 075)	(146 930)
Pertes de valeurs cumulées	-	(299)	(299)	(6 797)	(299)	(7 096)
Valeur nette comptable	9 579	39 023	48 602	89 684	48 655	138 339

En 2014 comme en 2013, les acquisitions et les cessions d'autres immobilisations corporelles sont principalement liées au renouvellement des ordinateurs, du mobilier et de matériels de bureau.

Le reclassement pour -78 millions d'euros de valeur nette comptable est constitué du transfert de deux immeubles d'exploitation allemands en actifs détenus à la vente pour -75,7 millions d'euros et d'un immeuble aux Etats-Unis pour - 2,4 millions d'euros. Ces actifs immobiliers ont ensuite été dépréciés respectivement à hauteur de 17,2 millions d'euros portant la valeur nette des immeubles allemands à 58,6 millions d'euros et à hauteur de 0,6 million d'euros portant la valeur nette de l'immeuble américain à 2 millions d'euros.

Le reclassement en 2014 pour 6 125 milliers d'euros s'explique principalement par des développements informatiques internes précédemment classés en immobilisations corporelles en cours de construction qui ont été transférés en immobilisations incorporelles cette année.

Annexe aux comptes consolidés

Note 8 Impôts différés

Ventilation de l'impôt par nature

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Impôts différés actifs	321 069	287 597
Impôts différés passifs	(460 479)	(528 053)
Solde net (passif) des impôts différés	(139 410)	(240 456)
Déficits fiscaux activés	5 366	8 407
Impôts différés actifs liés à la réévaluation des placements AFS	12 535	12 364
Impôts différés actifs - provisions sur engagements de retraite	179 658	150 356
Impôts différés actifs - provisions techniques	14 700	46 496
Autres impôts différés actifs	108 810	69 974
Total Impôts différés actifs	321 069	287 597
Impôts différés passifs liés à la réévaluation des placements AFS	(36 036)	(27 728)
Impôts différés passifs - provisions sur engagements de retraite	(136 500)	(121 193)
Impôts différés passifs - provisions techniques	(194 769)	(314 616)
Autres impôts différés passifs	(93 174)	(64 516)
Total Impôts différés passifs	(460 479)	(528 053)
Solde net impôts différés	(139 410)	(240 456)
Après compensation des impôts différés actif et passif par entité fiscale		
Impôts différés actifs	23 653	24 447
Impôts différés passifs	(163 063)	(264 903)
Solde net des impôts différés	(139 410)	(240 456)

La diminution des déficits fiscaux activés concerne principalement Euler Hermes SA (NV) pour 3,2 millions d'euros.

Les déficits fiscaux activés sont principalement localisés chez Euler Hermes SA (NV) pour 0,9 million d'euros, chez Euler Hermes Ré (Luxembourg) pour 1,9 million d'euros et chez Euler Hermes Collections GmbH pour 1,3 million d'euros.

Variation de l'impôt différé par zone géographique

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	Variation par résultat	Variation réévaluation des placements AFS	Variation des impacts de change	Autres mouvements	31 décembre 2014
France	(89 370)	69 506	(1 845)	-	-	(21 709)
Allemagne, Autriche & Suisse	(143 468)	31 492	12 453	-	0	(99 524)
Europe du Nord	957	(5 446)	1 853	215	(495)	(2 916)
Pays Méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	6 969	1 452	80	24	-	8 525
Asie & Pacifique	1 750	(1 468)	13	12	0	307
Amériques	1 913	(511)	(894)	883	366	1 757
Réassurance	(28 874)	(5 156)	(4 106)	327	-	(37 809)
Autres Pays	-	-	-	-	-	-
Services groupe / Holdings	9 666	2 141	305	(6)	(147)	11 959
	(240 456)	92 010	7 858	1 456	(276)	(139 410)

La diminution du passif d'impôts différés sur la France s'explique notamment par la succursalisation d'Euler Hermes France SA dans Euler Hermes SA (NV), qui a eu, par conséquence une reprise de la provision pour égalisation et des impôts différés afférents.

Annexe aux comptes consolidés

Variation du taux normal d'imposition

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Taux Groupe	27,68%	30,17%
France	34,43% ^(*)	34,43%
Allemagne	31,00%	32,28%
Italie	27,50%	27,75%
Royaume-Uni	21,50%	23,25%
Etats-Unis	35,00%	35,00%
Pays-Bas	25,00%	25,00%
Belgique	33,99%	33,99%
Suisse	17,50%	17,50%
Pologne	19,00%	19,00%

Le taux Groupe correspond au taux apparent ou taux effectif d'impôt, à savoir la charge d'impôt comptabilisée au résultat rapportée au résultat brut avant impôt et retraitée du résultat des sociétés mises en équivalence.

Le passage entre le taux d'impôt de la société mère Euler Hermes Group et le taux effectif d'impôt en 2014 est fourni en note 27.

(*) La contribution exceptionnelle et temporaire de 5% du montant de l'impôt sur les sociétés dû en France a fait l'objet d'une augmentation par la Loi de Finance de 2014 portant le taux à 10,7% au titre des exercices clos à partir du 31 décembre 2013 au 31 décembre 2015. Le taux d'impôt courant pour la France est donc de 38% pour l'exercice 2014. Cette contribution exceptionnelle étant temporaire, elle n'impacte pas la totalité du stock d'impôt différé mais impacte néanmoins les impôts différés se reversant en 2015.

Note 9 Créances d'assurance et de réassurance

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014			31 décembre 2013
	Brut	Provisions	Net	Net
Créances sur les assurés et les agents	268 432	(21 462)	246 970	210 352
Primes acquises non émises	275 956	-	275 956	242 471
Créances sur les débiteurs garantis	25 131	-	25 131	39 380
Créances nées d'opérations de réassurance nettes	59 167	(2 354)	56 813	143 152
Total Créances d'assurance crédit	628 686	(23 816)	604 870	635 355

Les créances sur les débiteurs garantis concernent des créances à recevoir comptabilisées par Euler Hermes SA (NV) au titre de l'activité *Retail* (qui est en cessation depuis l'année 2011), dont 14 millions d'euros ont été recouverts courant 2014.

Ventilation par échéance

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014				
	- 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Total Créances d'assurance crédit	596 803	6 647	843	577	604 870

Provisions pour créances douteuses sur les assurés et les agents

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Solde à l'ouverture	(16 835)	(17 861)
Entrée de périmètre	(6)	-
Dotations	(8 290)	(4 776)
Reprises	8 123	5 278
Ecart de conversion	(10)	124
Autres variations	(4 444)	400
Solde à la clôture	(21 462)	(16 835)

Annexe aux comptes consolidés

Note 10 Autres créances

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014			31 décembre 2013
	Brut	Provision	Net	Net
Comptes-courants	20 057	-	20 057	8 907
Créances d'impôts	44 204	-	44 204	44 158
Autres créances	150 503	(5 728)	144 775	153 322
dont intérêts courus non échus	47 122	-	47 122	51 749
Charges constatées d'avance	11 900	-	11 900	12 914
Autres comptes de régularisation actif	1 460	-	1 460	1 893
Autres actifs	5 704	-	5 704	358
Total des autres créances	233 828	(5 728)	228 100	221 552

Ventilation par échéance

(en milliers d'euros)	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Total des autres créances nettes de provisions	218 490	6 369	506	2 735	228 100

Note 11 Actifs détenus en vue de la vente

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Actifs destinés à la vente	60 670	-
Total actifs destinés à la vente	60 670	-

En 2014, les actifs détenus en vue de la vente concernent Euler Hermes AG pour 30 176 milliers d'euros, Euler Hermes Deutschland succursale d'Euler Hermes SA (NV) pour 28 510 milliers d'euros et Euler Hermes Collections North America Company pour 1 983 milliers d'euros. Il s'agit des sièges de ces sociétés.

Note 12 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Avoirs en banque	274 014	264 937
Cash pooling	58 610	37 253
Total Trésorerie	332 624	302 190
Solde trésorerie au bilan	332 624	302 190
Équivalents de trésorerie pris en compte dans le tableau de flux de trésorerie	-	-
Autres dettes de financement prises en compte dans le tableau de flux de trésorerie	-	(350)
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie dans le tableau de flux de trésorerie	332 624	301 840

Annexe aux comptes consolidés

Note 13 Réserves de réévaluation

(en milliers d'euros)	Instruments de placements	Impôt	Différence de change	Entreprises associées	Autre	Réserve de réévaluation hors intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires	Réserve de réévaluation
Montants à l'ouverture	84 252	(22 784)	158	1 094	846	63 566	(21)	63 545
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat - part groupe	(20 361)	5 211	-	-	-	(15 150)	-	(15 150)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée par capitaux propres - part groupe	64 026	(16 313)	3 106	-	88	50 907	-	50 907
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée par capitaux propres de la filiale mise en équivalence COSEC	-	-	-	(80)	-	(80)	-	(80)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente comptabilisée par capitaux propres de la filiale mise en équivalence OeKB	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente - part des minoritaires nette d'impôts	-	-	-	-	-	-	20	20
Autres variations	-	-	-	-	(1)	(1)	-	(1)
Montants à la clôture	127 917	(33 886)	3 264	1 014	933	99 242	(1)	99 241

Note 14 Participations ne donnant pas le contrôle

Mouvements de la période

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Participations ne donnant pas le contrôle - début d'exercice	66 582	68 261
Résultat revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	2 040	3 352
Variations des autres éléments du résultat global	45	(148)
Réserve latente de réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	(29)
Gain / (perte) actuariel sur engagements de retraite	(61)	(88)
Effet de la variation des taux de conversion	106	(31)
Autres mouvements	(6 525)	(4 883)
Dividendes versés aux minoritaires	(4 546)	(4 846)
Augmentations de capital et autres mouvements	(1 979)	(37)
Participations ne donnant pas le contrôle - fin d'exercice	62 142	66 582

Les augmentations de capital et autres mouvements correspondent principalement aux rachats des actionnaires minoritaires de la filiale grecque Euler Hermes Hellas Credit Insurance SA.

Détail par pays

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Euler Hermes en France	47 396	48 131
Euler Hermes en Allemagne	10 714	11 794
Euler Hermes en Suisse	15	4
Euler Hermes au Maroc	4 017	4 650
Euler Hermes en Grèce	-	2 003
Participations ne donnant pas le contrôle	62 142	66 582

Annexe aux comptes consolidés

Note 15 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	Dotations	Provision utilisée	Provision non utilisée	Reclassements
Plan de retraite (cf note 17 Avantages au personnel pour détails)	172,570	42,310	(38,373)	(920)	(11,397)
Plans de retraite à prestations définies	172,570	42,310	(38,373)	(920)	(11,397)
Autres provisions pour risques et charges	137,804	86,111	(57,733)	(18,091)	1,827
Provision pour redressement fiscal en Allemagne	255	-	-	-	-
Provision pour risques fiscaux divers	29,228	16,112	100	(4,010)	-
Provisions pour avantages divers au personnel	86,345	64,089	(51,993)	(11,635)	2,014
Provision pour plan de restructuration	8,636	1,020	(2,222)	-	65
Provisions pour litiges divers	13,340	4,890	(3,618)	(2,446)	(252)
Total Provisions pour risques et charges	310,374	128,421	(96,106)	(19,011)	(9,570)

Concernant les plans de retraite à prestations définies, les autres variations de 68 millions d'euro s'expliquent principalement par les hypothèses actuarielles et des ajustements liés à l'expérience, qui sont comptabilisés conformément à IAS 19 révisée, en autres éléments du résultat global.

Note 16 Avantages au personnel

Le Groupe a mis en place au profit de ses collaborateurs, en fonction de l'environnement réglementaire et des accords collectifs, des régimes de retraite à contributions définies et des régimes de retraite à prestations définies (d'entreprise ou multi-employeurs).

Régimes à cotisations définies

Les régimes à contributions (ou cotisations) définies désignent les plans pour lesquels le Groupe (ou une entité du Groupe) paye une contribution déterminée à l'avance (en fonction de la masse salariale) à une entité séparée (un fonds de pension ou une entité similaire), ce qui l'exonère de tout paiement éventuel complémentaire.

Au cours de l'exercice 2014, le Groupe a comptabilisé des charges au titres des régimes à cotisations définies à hauteur de 10,5 millions d'euros (2013 : 9,4 millions d'euros). De plus, le Groupe a payé des cotisations au titre des régimes obligatoires de base à hauteur de 27,9 millions d'euros en 2014 (2013 : 27,1 millions d'euros).

Régimes à prestations définies

Descriptif général des régimes :

- Indemnités de fin de Carrière (France) : les droits au titre des IFC sont définis par la convention collective des sociétés d'assurance. Ce régime est financé en partie par un contrat souscrit auprès d'une société d'assurance.
- PSAD (France) : il s'agit d'un régime de retraite sur-complémentaire qui a été fermé en 1978 et concernait les cadres dirigeants de la société Euler Hermes France. Le montant des cotisations doit être versé par la société à leurs bénéficiaires ou leurs conjoints survivants (réversion) jusqu'à leur décès. Le plan est géré par le BCAC qui communique trimestriellement à la société le montant des cotisations à verser.
- Cardiff (France) : il s'agit d'un régime de retraite complémentaire qui a été fermé en 2006 et concernait les membres du Directoire et/ou mandataires sociaux des sociétés Euler Hermes Group et Euler Hermes France. Le montant des prestations doit être versé par Cardiff à leurs bénéficiaires ou leurs conjoints survivants (réversion) jusqu'à leur décès.

Annexe aux comptes consolidés

- Euler Hermes SA (NV) (succursale italienne): TFR (*Trattamento di Fine Rapporto*) est un plan de retraite établi par la législation italienne assimilable à un plan de retraite à prestations définies. Il est valorisé conformément à IAS 19 par un actuaria indépendant.

Les éléments suivants ont été pris en compte pour évaluer l'engagement en fin d'exercice :

- l'âge présumé de départ de l'entreprise a été fixé à 62 ans pour les femmes et à 66 ans pour les hommes ;
- la probabilité de quitter l'entreprise dans les cinq années à venir pour les employés de moins de 42 ans a été déterminée selon les données historiques ;
- la probabilité moyenne d'espérance de vie a été déterminée selon les statistiques en vigueur ;
- la probabilité d'une demande anticipée du TFR a été calculée également par utilisation des données historiques disponibles dans l'entreprise.

Les actifs en couverture de la dette actuariale ne sont pas isolés au sein d'Euler Hermes Europe SA (branche italienne).

- Euler Hermes SA (NV) (succursale britannique): Euler Hermes au Royaume-Uni a mis en place un plan de retraite à prestations définies dont bénéficient l'ensemble des employés qui ont rejoint l'entreprise avant le 31 décembre 2001. Grâce à ce plan, les employés bénéficieront d'une pension lors de leur départ en retraite, qui sera calculée sur la base d'une fraction de leur salaire au moment du départ en retraite ainsi qu'en fonction de leur ancienneté dans l'entreprise. Le plan a été fermé au 31 décembre 2012, date à laquelle la prise en compte des augmentations futures a été arrêtée. L'entreprise finance ces droits au travers d'un fonds dédié. Les droits à retraite sont réévalués annuellement en fonction des contraintes fixées par la loi qui prévoit différents taux de revalorisation obligatoires en fonction de la date d'acquisition des droits. La fermeture du plan en 2012 s'est traduite par un gain de 6,2 millions de livres sterling.
- AVK/APV : Euler Hermes Deutschland AG, Euler Hermes AG et Euler Hermes Rating Deutschland GmbH ont mis en place un plan pour tous les employés. Les bénéficiaires recevront une rente lors du départ à la retraite à 65 ans au plus tard. Ces plans sont financés en partie par des sociétés externes, Pensionskasse AVK et Unterstützungskasse APV et par un contrat nommé Methusalem Trust eV. Les employés qui quittent l'entreprise avant la date prévue pourront bénéficier d'une rente d'un montant inférieur à celui prévu initialement.

Dans le cadre du plan Allianz auquel participe le Groupe en Allemagne, une modification des modalités de détermination de la DBO a été mise en œuvre. Le plan a été décomposé en 2 éléments : une partie correspondant à l'engagement de payer une annuité fixe aux salariés, couverte par un contrat d'assurance, et un deuxième élément correspondant à la prise en compte de l'inflation. L'analyse menée a permis de considérer que la DBO correspondant à l'engagement de payer une annuité fixe était totalement couverte, en 2014, en l'absence de participation aux bénéficiaires, et pouvait donc être évaluée à la juste valeur de l'actif. La deuxième partie reste évaluée selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à IAS 19.

L'impact de cette approche se traduit par une réduction de l'engagement net de 40 millions d'euros.

- Euler Hermes SA (NV) (branche Belgique) a mis en place un plan qui couvre le versement aux employés d'Euler Hermes Europe SA (Branche Belge) et Euler Hermes Services Belgium SA d'un capital fixé comme étant un multiple de leur salaire à 60 ans. Il couvre aussi leur décès éventuel pour un multiple de leur salaire dépendant de la composition familiale ainsi qu'une éventuelle invalidité de l'employé. Le plan a été arrêté en 2012.
- Euler Hermes SA (NV) (branche Pays-Bas) a mis en place un plan de retraite à prestations définies pour ses employés dont la gestion est assurée par Delta Lloyd. Le plan a été arrêté fin 2012.
- Scandinavie :
 - Euler Hermes SA (NV) (branche Suède) : Il s'agit d'un plan multi-employeur géré par une des plus grandes sociétés d'assurance vie, SPP. Les salariés commencent à cotiser dès l'âge de 28 ans et peuvent percevoir une rente à partir de 65 ans représentant 65% de leur dernier salaire.
 - Euler Hermes SA (NV) (branche Norvège) : Il s'agit d'un plan multi-employeur géré par Vital, une société norvégienne d'assurance-vie. Les salariés commencent à cotiser dès le premier jour d'activité et peuvent percevoir une rente à partir de 67 ans représentant 70% de leur dernier salaire.

Annexe aux comptes consolidés

31/12/2014 (en milliers d'euros)	France & Grèce			Italie	Royaume-Uni	Allemagne	Belgique	Pays-Bas	Scandinavie		Total
	Indemnités de fin de carrière	PSAD	Cardif						FTP	VITAL	
Valeur de la dette actuarielle à l'ouverture	(7 727)	(3 380)	(3 326)	(7 034)	(179 045)	(517 414)	(23 149)	(12 772)	(6 222)	(1 683)	(761 752)
- Coût des services rendus dans la période	(907)	-	-	(146)	-	(10 478)	(626)	(575)	638	(671)	(12 765)
- Intérêt sur la dette	(249)	(110)	(477)	(103)	(8 238)	(17 846)	(692)	(350)	(227)	(58)	(28 350)
- Cotisations employés	-	-	-	(453)	-	(3 037)	(64)	(204)	187	18	(3 553)
- Modification du régime	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Acquisitions/Cessions de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Réductions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	(45)	-	-	(45)
- Cessations de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Gains & (Pertes) actuariels liés à un changement d'hypothèses	(1 069)	(215)	(432)	(288)	(29 878)	(75 349)	(2 071)	(4 268)	(1 504)	129	(114 944)
- Gains & (Pertes) actuariels liés à un effet d'expérience	(149)	(24)	(8)	(4)	-	1 721	(105)	(369)	(22)	-	1 040
- Prestations payées	439	366	168	472	5 972	13 230	1 636	10	-	-	22 291
- Ecart de conversion	-	-	-	-	(14 156)	-	-	-	697	(125)	(13 585)
- Autres	-	-	30	-	(3)	126	-	(101)	-	-	52
- Suppression de la clause discrétionnaire	-	-	-	-	-	-	(0)	-	-	-	501
Valeur de la dette actuarielle à la clôture	(9 662)	(3 363)	(4 047)	(7 556)	(225 347)	(609 047)	(25 071)	(18 674)	(6 453)	(1 889)	(911 110)
Juste valeur des actifs à l'ouverture	4 944	-	3 233	-	189 552	367 717	18 266	9 864	5 095	1 018	599 689
- Rendement réel des actifs du régime	166	-	104	-	8 736	12 928	555	275	179	31	22 974
- Effet d'expérience sur revenus des actifs	(40)	-	32	-	9 951	29 350	162	4 802	-	(111)	44 146
- Cotisations employés	-	-	-	-	-	3 037	64	480	(187)	(18)	3 376
- Cotisations employeurs	919	-	-	-	1 255	7 776	788	225	169	144	11 275
- Acquisitions/Cessions de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Réductions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	(17)	-	-	(17)
- Cessations de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Prestations payées	(428)	-	(166)	-	(5 972)	(8 493)	(1 636)	(10)	-	-	(16 705)
- Ecart de conversion	-	-	-	-	14 194	-	-	-	(525)	106	13 764
- Autres	-	-	-	-	(634)	(42)	201	14	356	(2)	(106)
Juste valeur des actifs à la clôture	5 561	-	3 203	-	217 071	412 273	18 400	15 633	5 087	1 168	678 396
Engagements nets négatifs	(4 101)	(3 363)	(844)	(7 556)	(8 276)	(196 774)	(6 671)	(3 041)	(1 366)	(721)	(232 714)
Engagements nets positifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Perte / gain actuariel - montant cumulé en Autres éléments du résultat global (OCI)											
- Perte / gain actuariel - valeur brute - Ouverture	(787)	520	-	(346)	(44 675)	(108 932)	(2 343)	(2 404)	50	148	(158 770)
- Perte / gain actuariel - valeur brute - Mouvement	(1 260)	(239)	(409)	(292)	(19 926)	(44 564)	(2 014)	165	(1 526)	18	(70 047)
Perte / gain actuariel - valeur brute - Clôture	(2 047)	281	(409)	(638)	(64 602)	(153 496)	(4 357)	(2 239)	(1 476)	166	(228 817)
- Perte / gain actuariel - Effet d'impôt - Clôture	681	(94)	136	175	13 889	47 584	1 481	559	369	(42)	64 739
Perte / gain actuariel - Valeur nette - Clôture	(1 366)	187	(273)	(463)	(50 712)	(105 912)	(2 876)	(1 680)	(1 107)	124	(164 078)
Charges de l'exercice	(990)	(110)	(373)	(249)	498	(15 402)	(763)	(745)	590	(698)	(18 242)
- Coût des services rendus de la période	(907)	-	-	(146)	-	(10 478)	(626)	(645)	638	(671)	(12 835)
- Coût financier (effet de la désactualisation)	(249)	(110)	(477)	(103)	(8 238)	(17 846)	(692)	(350)	(227)	(58)	(28 350)
- Rendement attendu des actifs de régime	166	-	104	-	8 736	12 928	555	275	179	31	22 974
- Profit ou la perte résultant de la réduction ou de la liquidation	-	-	-	-	-	-	-	(45)	-	-	(45)
- Plafonnements d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	-	-	-	-	(0)	(6)	-	20	-	-	14
Hypothèses actuarielles											
- Taux d'actualisation retenus régime	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3,60%	2,00%	3,05%	2,50%	3,70%	-	-
- Taux d'inflation retenu régime	1,75%	1,75%	1,75%	2,00%	3,15%	1,70%	2,50%	0,20%	2,00%	-	-
- Taux attendus d'augmentation de salaires	1,85%	1,85%	1,85%	0,50%	-	2,10%	3,20%	2,50%	3,00%	-	-
- Taux d'évolution des coûts médic	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Taux d'augmentation des rentes retenu	1,75%	1,75%	1,75%	-	-	-	-	-	0	-	-
- Age de départ en retraite	60 ou 63	60 ou 63	60 ou 63	62 et 66 ⁽¹⁾	65	63	60	67	65	67	-
- Durée résiduelle d'activité	-	-	-	-	24,4	15	-	17	-	-	17
- Autre hypothèse actuarielle importante utilisée (1)	-	60%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Structure des actifs de couverture (2)											
- Actions	-	-	-	-	42,54%	7,70%	-	-	11,00%	-	-
- Obligations	-	-	100,00%	-	25,00%	89,40%	-	-	84,00%	-	-
- Immobilier	100,00%	-	-	-	7,26%	2,70%	-	-	5,00%	-	-
- Autres instruments	-	-	-	-	25,20%	0,20%	-	100,00%	-	-	-

(1) Les 60% sur le régime PSAD correspondent à un taux de réversion

(2) Structure des actifs de couverture : détail par entité. Les statistiques de l'Allemagne et des Pays-Bas correspondent à l'entité la plus significative.

(3) L'âge de départ en retraite retenu est de 62 ans pour les femmes et 66 ans pour les hommes

Annexe aux comptes consolidés

31/12/2013	France & Grèce			Italie	Royaume-Uni	Allemagne	Belgique	Pays-Bas	Scandinavie		Total
	Indemnités de fin de carrière	PSAD	Cardif						FTP	VITAL	
Valeur de la dette actuarielle à l'ouverture	(7 909)	(3 655)	(3 333)	(6 142)	(165 845)	(524 559)	(21 688)	(11 311)	(6 241)	(1 474)	(752 157)
- Coût des services rendus dans la période	(523)	-	-	(787)	-	(11 295)	(674)	(756)	(128)	(181)	(14 344)
- Intérêt sur la dette	(236)	(114)	(109)	(122)	(7 444)	(16 879)	(766)	(366)	(239)	(56)	(26 331)
- Cessions employés	-	-	-	-	-	(2 973)	(63)	(217)	-	18	(3 235)
- Modification du régime	35	-	-	-	-	-	(152)	-	-	9	(108)
- Acquisitions/Cessions de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Réductions de régimes	46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	46
- Cessions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Gains & (Pertes) actuariels liés à un changement d'hypothèses	390	-	-	(57)	-	20 324	(807)	-	111	-	19 961
- Gains & (Pertes) actuariels liés à un effet d'expérience	281	6	(18)	-	(13 862)	5 651	422	571	311	-	(6 638)
- Prestations payées	139	383	164	364	4 294	12 411	1 107	-	195	-	19 057
- Ecart de conversion	-	-	-	-	3 812	-	-	-	334	1	4 147
- Autres	50	-	(30)	(290)	-	(94)	(528)	(693)	(565)	-	(2 150)
- Suppression de la clause discrétionnaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Valeur de la dette actuarielle à la clôture	(7 727)	(3 380)	(3 326)	(7 034)	(179 045)	(517 414)	(23 149)	(12 772)	(6 222)	(1 683)	(761 752)
Juste valeur des actifs à l'ouverture	4 107	-	3 334	-	173 124	355 793	17 705	8 864	5 133	888	568 948
- Rendement réel des actifs du régime	103	-	126	-	7 800	11 623	608	279	185	30	20 754
- Effet d'expérience sur revenus des actifs	-	-	-	-	15 804	(2 486)	(47)	(475)	(136)	-	12 660
- Cessions employés	-	-	-	-	-	2 973	63	217	305	146	3 704
- Cessions de régimes	861	-	-	-	1 351	7 566	915	807	-	(18)	11 482
- Acquisitions/Cessions de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Réductions de régimes	-	-	1	-	-	-	-	(358)	-	-	(357)
- Cessions de régimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(0)
- Prestations payées	(127)	-	(166)	-	(4 294)	(7 955)	(1 107)	530	(192)	-	(13 311)
- Ecart de conversion	-	-	-	-	(3 921)	-	-	-	(200)	(28)	(4 149)
- Autres	-	-	(62)	-	(312)	203	129	-	-	-	(42)
Juste valeur des actifs à la clôture	4 944	-	3 233	-	189 552	367 717	18 266	9 864	5 095	1 018	599 689
Engagements nets négatifs	(2 783)	(3 380)	(93)	(7 034)	-	(149 697)	(4 683)	(2 908)	(1 126)	(665)	(172 570)
Engagements nets positifs	-	-	-	-	10 507	-	-	-	-	-	10 507
Perte / gain actuariel - montant cumulé en Autres éléments du résultat global (OCI)											
- Perte / gain actuariel - valeur brute - Ouverture	(1 639)	-	-	(289)	(46 657)	(132 474)	(1 911)	(2 500)	333	176	(184 961)
- Perte / gain actuariel - valeur brute - Mouvement	852	520	-	(57)	1 982	23 542	(432)	96	(283)	(28)	26 191
Perte / gain actuariel - valeur brute - Clôture	(787)	520	-	(346)	(44 675)	(108 932)	(2 343)	(2 404)	50	148	(158 770)
- Perte / gain actuariel - Effet d'impôt - Clôture	114	(2)	-	97	11 028	33 681	941	-	-	-	45 658
Perte / gain actuariel - Valeur nette - Clôture	(673)	518	-	(249)	(33 647)	(75 252)	(1 402)	(2 404)	50	148	(112 912)
Charges de l'exercice	(621)	(114)	20	(909)	356	(16 551)	(832)	(821)	(181)	(208)	(19 861)
- Coût des services rendus de la période	(523)	-	-	(787)	-	(11 295)	(674)	(756)	(128)	(182)	(14 344)
- Coût financier (effet de la désactualisation)	(236)	(114)	(109)	(122)	(7 444)	(16 879)	(766)	(366)	(239)	(56)	(26 332)
- Rendement attendu des actifs de régime	103	-	126	-	7 800	11 623	608	279	185	30	20 754
- Profits ou la perte résultant de la réduction ou de la liquidation	20	-	3	-	-	-	-	-	-	-	23
- Plafonnements d'actifs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres	15	-	-	-	-	-	-	22	-	-	37
Hypothèses actuarielles											
- Taux d'actualisation retenu régime	3,25%	3,25%	3,25%	3,25%	4,50%	3,50%	3,05%	3,25%	3,50%	0,00%	
- Taux d'inflation retenu régime	2,00%	2,00%	2,00%	2,00%	3,45%	1,50%	2,50%	0,00%	2,00%	0,00%	
- Taux attendus d'augmentation de salaires	2,18%	2,18%	2,18%	0,05%	0,00%	1,50%	3,20%	3,50%	3,00%	0,00%	
- Taux d'évolution des coûts médic	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	
- Taux d'augmentation des rentes retenu	2,00%	2,00%	2,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,05%	0,00%	0,00%	
- Age de départ en retraite	60 ou 63	60 ou 63	60 ou 63	62 et 66 ⁽¹⁾	65	63	60	65	65	67	
- Durée résiduelle d'activité	0	0	0	0	24,4	15	0	16	0	17	
- Autre hypothèse actuarielle importante utilisée (1)	0	60%	0	0	0	0	0	0	0	0	
Structure des actifs de couverture (2)											
- Actions	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	39,30%	5,90%	0,00%	0,00%	11,10%	10,40%	
- Obligations	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	31,20%	90,60%	0,00%	0,00%	81,40%	70,30%	
- Immobilier	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	2,90%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	
- Autres instruments	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	29,50%	0,60%	0,00%	100,00%	7,50%	19,30%	

(1) Les 60% sur le régime PSAD correspondent à un taux de réversion

(2) Structure des actifs de couverture : détail par entité. Les statistiques de l'Allemagne et des Pays-Bas correspondent à l'entité la plus significative.

(3) L'âge de départ en retraite retenu est de 62 ans pour les femmes et 66 ans pour les hommes

Sensibilité aux hypothèses actuarielles

Concernant l'Allemagne, qui représente 85% des engagements nets du Groupe en matière de retraite à prestations définies, une hausse du taux d'actualisation de 50 points de base engendrerait une baisse de la provision de retraite à régime définie de 41 millions d'euros. Une baisse de 50 points de base créerait une hausse de 49 millions d'euros ; et une augmentation ou une baisse des salaires de 50 points de base engendreraient une variation non significative.

Estimation des contributions et paiements futurs

Le tableau suivant présente les montants estimés des prestations à payer principalement aux participants des entités allemandes par les fonds de retraite et par le Groupe :

Annexe aux comptes consolidés

(en milliers d'euros)	Prestations de retraite	
	2014	13,230
	2015	13,524
	2016	14,513
	2017	15,303
	2018	16,248
	2019	17,278
	2020-2024	98,804

Note 17 Dettes de financement

Ventilation par nature

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Dettes subordonnées	-	-
Comptes et emprunts à terme	284 159	261 384
Comptes ordinaires à vue	-	-
Dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire	284 159	261 384
Autres dettes de financement	-	351
Total des dettes de financement	284 159	261 735

Les dettes de financement envers les entreprises du secteur bancaire comprennent principalement les lignes suivantes :

- emprunt 2010 auprès du Crédit Agricole de 125 millions d'euros à échéance 18 juin 2015, au taux fixe annuel de 1,885% (initialement à 3,05%, renégocié en juillet 2012) ;
- emprunt 2010 auprès de HSBC de 125 millions d'euros à échéance 18 juin 2015, au taux fixe annuel de 1,885% (initialement à 3,05%, renégocié en juillet 2012) ;
- ligne de crédit auprès de AAREAL Bank de 32 millions d'euros à échéance 22 Octobre 2023, à taux variable Euribor 3 mois plus 1,55% de marge. Au 31 décembre 2014, cette ligne a été intégralement tirée (32 millions d'euros) contre 10 millions d'euros au cours de l'année 2013 ;
- intérêts courus non échus pour 2,16 millions d'euros.

Certaines dettes de financement sont assorties d'une clause d'augmentation du taux annuel de l'emprunt en cas de dégradation de la note attribuée par l'agence de notation *Standard & Poor's*.

Ventilation par échéance

(en milliers d'euros)	- 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Total des dettes de financement	-	252 159	-	32 000	284 159

Ventilation par échéance des intérêts

(en millions d'euros)	2014 (1)	2015
Emprunt 2010 de 125m€ à échéance 18/06/2015, au taux fixe annuel de 1.885%	2,36	1,18
Emprunt 2010 de 125m€ à échéance 18/06/2015, au taux fixe annuel de 1.885%	2,36	1,18
Total des prévisions de charge d'intérêts d'emprunts externes au Groupe Allianz	4,71	2,36

(en millions d'euros)	2014	2015 à 2022 (2)	2023
Emprunt 2013 de 32m€ à échéance 22/10/2023, au taux Euribor 3 mois +1.55% (3)	0,32	3,66	0,44
Total des prévisions de charge d'intérêts d'emprunts externes au Groupe Allianz	0,32	3,66	0,44

(1) Le montant annuel de la charge d'intérêt d'emprunt s'élève à 2.36 millions d'euros

(2) Ce montant de charges d'intérêts est cumulé sur 7 années; le montant annuel de la charge d'intérêt d'emprunt s'élève à 0.52 million d'euros

(3) Le prêt de 32 millions d'euros à échéance octobre 2023 a été utilisé pour sa totalité

Annexe aux comptes consolidés

Note 18 Provisions techniques

(en milliers d'euros)	31 décembre 2013	Dotations nettes des reprises	Différences de change	Variations de périmètre	Autres variations	31 décembre 2014
Provisions pour primes non acquises	344 975	33 019	18 234	(7)	-	396 221
Provisions pour sinistres nettes de prévisions de recours	1 515 094	68 584	31 711	142	-	1 615 531
Participation aux bénéficiaires et ristournes	168 613	(3 498)	295	75	9	165 494
Provisions techniques brutes de réassurance	2 028 682	98 105	50 240	210	9	2 177 246
Provisions pour primes non acquises	61 390	1 914	(608)	-	(2)	62 695
Provisions pour sinistres nettes de prévisions de recours	432 401	34 229	171	-	-	466 801
Participation aux bénéficiaires et ristournes	36 085	(1 299)	(2)	-	(1)	34 783
Part des réassureurs dans les provisions techniques	529 876	34 844	(439)	-	(3)	564 279
Provisions techniques nettes	1 498 806	63 261	50 679	210	12	1 612 967

Provisions de sinistres

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014			31 décembre 2013		
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Provisions de sinistres brutes de recours	1 906 065	(565 768)	1 340 297	1 901 802	(586 472)	1 315 330
Exercice en cours	1 010 239	(253 783)	756 456	1 045 698	(300 545)	745 153
Exercices antérieurs	895 826	(311 985)	583 841	856 104	(285 927)	570 177
Recours à encaisser	(290 534)	98 967	(191 567)	(386 708)	154 071	(232 637)
Exercice en cours	(107 544)	23 585	(83 959)	(171 589)	42 057	(129 532)
Exercices antérieurs	(182 990)	75 382	(107 608)	(215 119)	112 014	(103 105)
Provisions de sinistre	1 615 531	(466 801)	1 148 730	1 515 094	(432 401)	1 082 693

Ventilation par type de provisions

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014			31 décembre 2013		
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Provisions pour primes non acquises	396 221	(62 695)	333 526	344 975	(61 390)	283 585
Provisions pour sinistres	1 615 531	(466 801)	1 148 730	1 515 094	(432 401)	1 082 693
dont provisions pour sinistres connus	1 130 972	(359 647)	771 325	1 169 313	(403 847)	765 466
dont provisions pour sinistres tardifs	679 393	(194 256)	485 137	638 108	(170 406)	467 702
dont provisions pour frais de gestion de sinistres	95 688	(11 865)	83 823	94 211	(12 220)	81 991
dont autres provisions techniques	13	-	13	170	1	171
dont recours à encaisser	(290 535)	98 967	(191 568)	(386 708)	154 071	(232 637)
Participation aux bénéficiaires et ristournes	165 494	(34 783)	130 711	168 613	(36 085)	132 528
Provisions techniques	2 177 246	(564 279)	1 612 967	2 028 682	(529 876)	1 498 806

Note 19 Dettes d'assurance et de réassurance

Ventilation par nature puis par échéance

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Dépôts de garantie des assurés et divers	114 339	102 418
Dettes envers les assurés et les agents	112 653	89 723
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptée	226 992	192 141
Dettes envers les réassureurs et les cédants	122 866	51 189
Dépôts reçus des réassureurs	8 611	94 111
Dettes nées d'opérations de réassurance cédées	131 477	145 300
Total Dettes d'assurance ou de réassurance	358 469	337 441

(en milliers d'euros)	- 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Total Dettes d'assurance ou de réassurance	352 860	5 009	600	-	358 469

Annexe aux comptes consolidés

Note 20 Autres dettes

Ventilation par nature puis par échéance

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Dettes fiscales et sociales	153 119	137 462
Autres dettes d'exploitation	108 728	117 052
Produits constatés d'avance	27 783	30 124
Autres comptes de régularisation passif	-	-
Autres passifs	145	147
Total des autres dettes	289 775	284 785

(en milliers d'euros)	- 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	+ 5 ans	Total
Total des autres dettes	263 226	7 098	204	19 247	289 775

Note 21 Ventilation du résultat opérationnel courant

(en milliers d'euros)	31 décembre					
	2014			2013		
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Primes émises	2 270 416	(670 884)	1 599 532	2 202 496	(660 909)	1 541 587
Ristournes de primes	(111 513)	25 743	(85 770)	(109 896)	25 851	(84 045)
Primes émises brutes - assurance-crédit	2 158 903	(645 141)	1 513 762	2 092 600	(635 059)	1 457 541
Variation des primes non acquises	(32 992)	1 265	(31 727)	(13 580)	(8 403)	(21 983)
Primes acquises	2 125 911	(643 876)	1 482 035	2 079 020	(643 462)	1 435 558
Prestations de services	401 101	-	401 101	407 220	-	407 220
Chiffre d'affaires	2 527 012	(643 876)	1 883 136	2 486 240	(643 462)	1 842 778
Produits des placements nets de charges	85 082	-	85 082	86 150	-	86 150
Sinistres payés	(825 893)	238 160	(587 733)	(808 548)	268 872	(539 676)
Charges des provisions pour sinistres	(67 486)	34 602	(32 884)	(142 998)	49 827	(93 171)
Frais de gestion des sinistres	(105 292)	3 155	(102 137)	(94 984)	2 849	(92 135)
Charges des prestations d'assurance	(998 671)	275 917	(722 754)	(1 046 530)	321 548	(724 982)
Commissions de courtage	(201 018)	-	(201 018)	(197 177)	-	(197 177)
Autres frais d'acquisition	(254 821)	-	(254 821)	(236 701)	-	(236 701)
Variation des frais d'acquisition reportés	2 899	-	2 899	7 372	-	7 372
Frais d'acquisition des contrats	(452 940)	-	(452 940)	(426 506)	-	(426 506)
Amortissement des valeurs de portefeuille et assimilés	-	-	-	-	-	-
Frais d'administration	(207 943)	-	(207 943)	(206 065)	-	(206 065)
Commissions reçues des réassureurs	-	222 895	222 895	-	219 611	219 611
Autres produits et charges opérationnels courants	(371 307)	-	(371 307)	(359 575)	-	(359 575)
Résultat opérationnel courant	581 233	(145 064)	436 169	533 714	(102 303)	431 411

Annexe aux comptes consolidés

Charges de sinistres

(en milliers d'euros)

31 décembre

	2014			2013		
	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes	Opérations brutes	Cessions et rétrocessions	Opérations nettes
Charges de sinistres de l'année en cours	1 335 823	(330 747)	1 005 076	1 411 931	(396 626)	1 015 305
Sinistres payés	286 466	(74 860)	211 606	308 498	(91 778)	216 720
Charges de provisions de sinistres	955 692	(252 284)	703 408	1 013 708	(300 135)	713 573
Frais de gestion des sinistres	93 665	(3 603)	90 062	89 725	(4 713)	85 012
Recours et sauvetages de l'année en cours	(115 159)	25 969	(89 190)	(183 073)	43 903	(139 170)
Recours et sauvetages reçus	(8 705)	2 379	(6 326)	(11 244)	1 862	(9 381)
Variation des provisions de recours et sauvetages	(106 454)	23 590	(82 864)	(171 829)	42 041	(129 788)
Charges de sinistres sur les exercices antérieurs	(268 073)	35 103	(232 970)	(194 114)	41 450	(152 664)
Sinistres payés	707 223	(237 778)	469 445	636 715	(224 317)	412 398
Charges de provisions de sinistres	(986 923)	272 433	(714 490)	(836 088)	263 903	(572 185)
Frais de gestion des sinistres	11 627	448	12 075	5 259	1 864	7 123
Recours et sauvetages sur les exercices antérieurs	46 080	(6 243)	39 837	11 785	(10 274)	1 512
Recours et sauvetages reçus	(159 091)	72 099	(86 992)	(125 421)	45 362	(80 059)
Variation des provisions de recours et sauvetages	205 171	(78 341)	126 829	137 206	(55 636)	81 571
Charges de sinistres	998 671	(275 917)	722 753	1 046 530	(321 547)	724 983

Annexe aux comptes consolidés

Note 22 Produits financiers

31 décembre

(en milliers d'euros)

	2014	2013
Revenus sur immeubles de placement	2 644	2 714
Revenus sur valeurs mobilières	58 524	63 766
Disponibles à la vente comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	58 512	63 749
Détenus à des fins de transaction	-	-
Détenus jusqu'à l'échéance	12	17
Revenus des prêts, dépôts et autres placements financiers	19 703	21 383
Autres produits financiers	244	509
Produits des placements	81 117	88 372
Amortissement des immeubles de placement	(1 004)	(1 338)
Frais de gestion des placements	(7 793)	(6 790)
Intérêts versés aux réassureurs	(215)	(262)
Autres charges financières	-	-
Charges des placements	(9 012)	(8 390)
Profits (Pertes) sur cessions d'immeubles	(363)	(345)
Profits (Pertes) nets sur cessions de valeurs mobilières	21 471	13 337
Disponibles à la vente comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	21 286	21 380
Détenus à des fins de transaction	-	-
Détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Sur prêts aux banques et clients	185	(8 043)
Profits (Pertes) sur cessions de titres de participation	-	-
Plus et moins-values de cession des placements nettes de reprises de dépréciation et d'	21 108	12 992
Variation de juste valeur des instruments dérivés	210	(5 122)
Variation de juste valeur des placements détenus à des fins de transaction	-	-
Variation de juste valeur des placements comptabilisés à la juste valeur par résultat	210	(5 122)
Dotations pour dépréciation des placements	(2 984)	(1 162)
Variation des dépréciations sur placements	(2 984)	(1 162)
Variation nette des impacts de change	(5 357)	(540)
Produits des placements nets de charges (hors coût de financement)	85 082	86 150

Le changement de la juste valeur des instruments dérivés en 2013 était surtout lié à l'impact de la diminution du cours de l'action Euler Hermes Group sur le calcul de la provision des « *Long Term Incentive* ».

En 2014, la variation nette des impacts de change s'explique principalement par l'appréciation du dollar de Hong Kong et de la livre sterling par rapport à l'euro.

Note 23 Contrats de location

Le tableau suivant présente les loyers des contrats de location simple pour lesquels les entités sont engagées sur les exercices futurs.

Annexe aux comptes consolidés

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014						
	Royaume-Uni	Etats-Unis	Europe du Nord ⁽¹⁾	Allemagne	France	Asie	Autres
Moins de 1 an	2 806	2 530	2 911	1 839	19 236	1 703	2 586
Entre 1 an et 5 ans	8 293	7 102	6 626	2 832	73 546	3 655	1 714
Plus de 5 ans	1 760	549	53	48	113	0	757
Total	12 859	10 181	9 590	4 719	92 895	5 358	5 057

(1) inclus les Pays-Bas, la Scandinavie et la Belgique

Suite au déménagement du 1, rue Euler à la tour First de La Défense, Euler Hermes France a désormais un contrat de location d'un bail de 9 ans depuis le 1^{er} janvier 2012 pour un montant annuel de 10 417 milliers d'euros.

Note 24 Autres produits et charges opérationnels courants

(en milliers d'euros)	31 décembre	
	2014	2013
Autres produits opérationnels courants	23 595	21 611
Autres charges opérationnelles courantes	(381 127)	(371 992)
Participation et intéressement des salariés	(13 775)	(9 194)
Autres charges opérationnelles courantes	(394 902)	(381 186)
Autres produits et charges opérationnels courants	(371 307)	(359 575)

Les autres charges opérationnelles courantes concernent essentiellement les coûts de prestations de services.

La participation et intéressement des salariés a augmenté d'environ 50% entre 2013 et 2014, cette hausse est liée à la reprise de la provision pour égalisation dans Euler Hermes France suite à la réalisation de la fusion transfrontalière (fusions transfrontalières d'Euler Hermes Deutschland AG et Euler Hermes France SA dans Euler Hermes SA (NV)). Cette reprise de provision explique en grande partie la hausse du bénéfice net fiscal, qui sert de base au calcul de la participation et intéressement.

Note 25 Autres produits et charges opérationnels

(en milliers d'euros)	31 décembre	
	2014	2013
Autres produits opérationnels	1 682	59 384
Autres charges opérationnelles	(24 726)	(32 189)
Autres produits et charges opérationnels non courants	(23 044)	27 195

Au 31 décembre 2013, les autres produits opérationnels comprenaient principalement la plus-value réalisée suite à l'apport des actifs espagnols et sud-américains au joint-venture Solunion à hauteur de 36.866 milliers d'euros et les reprises de provisions pour restructuration pour 22.518 milliers d'euros notamment liées au projet Excellence.

Au 31 décembre 2013, les autres charges opérationnelles correspondaient aux coûts de restructuration au titre du projet Excellence pour 32,2 millions d'euros.

Au 31 décembre 2014, celles-ci sont constituées de :

- 17,8 millions d'euros au titre des dépréciations sur les immeubles reclassés en actifs disponibles à la vente ;
- 7 millions d'euros de coûts de restructuration.
-

Annexe aux comptes consolidés

Note 26 Impôts sur les résultats

Ventilation de la charge d'impôt entre impôts exigibles et impôts différés

La charge d'impôt sur les bénéfices se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Impôt exigible		
France	87 165	32 945
Autres pays	121 291	100 351
Sous total	208 456	133 296
Impôt différé		
France	(71 645)	(1 666)
Autres pays	(20 415)	5 366
Sous total	(92 060)	3 700
Charge d'impôt totale du compte de résultat	116 396	136 996

L'augmentation de la charge d'impôt courant et la diminution de la charge d'impôt différé s'explique principalement par la reprise imposable de la provision d'égalisation chez Euler Hermes France suite à la fusion transfrontalière dans Euler Hermes SA (NV) qui donne lieu au paiement d'un impôt courant à l'administration fiscale française.

Preuve d'impôt

La preuve d'impôt permet d'expliquer le passage entre l'impôt théorique de 34,43 % correspondant au taux de la maison mère et l'impôt réel enregistré au compte de résultat donnant un taux apparent de 27,68%.

	31 Décembre 2014	31 Décembre 2013
Résultat consolidé avant impôt	420 496	454 077
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	-144 777	-156 339
Contribution des sociétés mises en équivalence	5 545	2 668
Incidence différentiel taux groupe / taux local	37 145	33 860
Impôts spécifiques locaux	-6 019	-4 710
Produit net des éléments non imposables ou non déductibles	307	1 882
Boni d'intégration fiscale	1 133	2 487
Dividendes	-9 696	-9 520
Corrections et ajustements de l'impôt sur exercices antérieurs	286	-1 817
Dotation sur Provision pour incertitude fiscale	-2 322	-493
Autres différences permanentes	2 002	-5 013
Charge effective d'impôt	-116 396	-136 996
Taux d'impôt effectif	27,68%	30,17%

Les principales divergences viennent :

- de la différence entre le taux local de chaque entité et le taux Groupe,
- de la quote-part de 5% de frais et charges non déductibles sur les dividendes reçus (hors du groupe fiscal France) ainsi que de la contribution additionnelle de 3% sur les dividendes versés par Euler Hermes Group SA,
- des différences permanentes (principalement impôts sans base et déficits fiscaux non activés),
- des impôts à taux réduits,
- des situations fiscales particulières (principalement des ajustements de l'impôt sur exercices antérieurs).

Annexe aux comptes consolidés

Résultat par action et dividende par action

Résultat par action

	31 décembre	
	2014	2013
Résultat net distribuable (en milliers d'euros)	302 060	313 729
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires avant dilution	44 028 454	44 071 909
Résultat par action (en euros)	6,86	7,12
Résultat net distribuable (en milliers d'euros)	302 060	313 729
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires après dilution	44 043 176	44 153 434
Résultat dilué par action (en euros)	6,86	7,11

L'effet dilutif est calculé d'après les levées d'option.

Le nombre de titres moyen provenant de l'effet de dilution est de 14 722 en 2014 (81 524 en 2013).

C'est le résultat net consolidé part du Groupe qui sert de base au calcul.

Dividende par action

Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 27 mai 2015 le versement d'un dividende de 4,40 euros par action au titre de l'exercice 2014.

Note 27 Information sectorielle

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels qui sont utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles et qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent lui être raisonnablement affectés. Les passifs sectoriels sont les passifs opérationnels résultant des activités opérationnelles d'un secteur, qui sont directement attribuables à ce secteur ou qui peuvent lui être raisonnablement affectés.

Le résultat sectoriel comprend les produits et les charges résultant des activités opérationnelles d'un secteur qui sont directement attribuables à ce secteur et la partie pertinente des produits et charges pouvant être raisonnablement affectée au secteur, notamment les produits et les charges liés aux ventes aux clients externes et les produits et charges liés aux transactions avec d'autres secteurs de la même entreprise.

L'analyse produite par le Groupe est le secteur géographique car il correspond à l'information présentée aux organes de management du Groupe.

Suite au changement d'allocation sectorielle depuis le 1er janvier 2014, d'une entité de services de recouvrement appartenant à la région Amérique, vers le segment Services Groupe, une analyse sectorielle pro forma a été réalisée.

Annexe aux comptes consolidés

Résultat sectoriel au 31 décembre 2014

(en milliers d'euros)

31 décembre 2014

	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Réassurance groupe	Services groupe	Eliminations intersectorielles	Groupe
Primes émises	636 765	360 795	497 972	261 469	250 121	106 237	1 550 858	-	(1 393 801)	2 270 416
Ristournes sur primes	(53 941)	(29 007)	(22 021)	5 255	(5 256)	(3 135)	(77 466)	-	74 058	(111 513)
Variation des primes non acquises	1 372	(4 003)	(7 465)	(3 210)	(6 615)	(17 840)	(14 390)	-	19 159	(32 992)
Primes acquises - hors Groupe	584 196	327 785	468 486	263 514	238 250	85 262	1 459 002	-	(1 300 584)	2 125 911
Prestations de services - hors Groupe	175 585	71 240	82 254	59 145	28 236	22 983	-	130 254	(168 596)	401 101
Chiffre d'affaires - intrasectoriel	759 781	399 025	550 740	322 659	266 486	108 245	1 459 002	130 254	(1 469 180)	2 527 012
Produits des placements	27 121	24 206	9 761	5 628	5 421	(4 091)	26 178	241 630	(250 772)	85 082
<i>Dont dividendes</i>	<i>(4 164)</i>	<i>(1 281)</i>	-	-	-	-	-	<i>(241 130)</i>	<i>246 575</i>	-
Total des produits des activités ordinaires	786 902	423 231	560 501	328 287	271 907	104 154	1 485 180	371 884	(1 719 952)	2 612 094
Charges des prestations d'assurance	(242 703)	(142 319)	(254 658)	(138 770)	(107 895)	(41 502)	(654 192)	(3 767)	587 135	(998 671)
Produits des cessions en réassurance	269 894	173 836	292 423	147 565	138 810	56 981	455 933	-	(1 036 630)	498 812
Charges des cessions en réassurance	(383 153)	(221 151)	(332 446)	(188 015)	(171 731)	(66 635)	(581 329)	-	1 300 584	(643 876)
Autres produits et charges opérationnels courants	(305 933)	(157 929)	(222 292)	(124 158)	(101 660)	(63 019)	(512 421)	(162 865)	188 087	(1 032 190)
Total autres produits et charges	(661 895)	(347 563)	(516 973)	(303 378)	(242 476)	(114 175)	(1 292 009)	(166 632)	1 469 176	(2 175 925)
Résultat opérationnel courant	125 007	75 668	43 528	24 909	29 431	(10 021)	193 171	205 252	(250 776)	436 169
Autres produits et charges opérationnels non courants	(15 081)	97	502	(16)	-	-	-	(5 766)	(2 780)	(23 044)
Résultat opérationnel	109 926	75 765	44 030	24 893	29 431	(10 021)	193 171	199 486	(253 556)	413 125
Charges de financement	(275)	(1 920)	(116)	(721)	(10)	-	(532)	(8 971)	4 198	(8 347)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence	5 345	8 894	(262)	-	-	-	-	1 741	-	15 718
Impôts sur les résultats	(34 177)	(25 490)	(10 830)	(8 599)	(9 878)	(3 758)	(33 460)	9 971	(175,00)	(116 396)
Résultat net de l'ensemble consolidé	80 819	57 249	32 822	15 573	19 543	(13 779)	159 179	202 227	(249 533)	304 100
dont										
Résultat net, part du Groupe	79 028	57 762	32 822	15 070	19 543	(13 779)	159 179	201 968	(249 533)	302 060
Participations ne donnant pas le contrôle	1 791	(513)	-	503	-	-	-	259	-	2 040

Résultat sectoriel au 31 décembre 2013 – Pro forma

31 décembre 2013

	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Réassurance groupe	Services groupe	Eliminations intersectorielles	Groupe
Primes émises	661 333	355 745	484 642	247 803	252 885	72 708	1 425 334	-	(1 297 954)	2 202 496
Ristournes sur primes	(49 028)	(28 697)	(22 229)	218	(5 161)	(2 313)	(74 325)	-	71 639	(109 896)
Variation des primes non acquises	4 820	(891)	2 090	295	(11 286)	789	6 448	-	(15 845)	(13 580)
Primes acquises - hors Groupe	617 125	326 157	464 503	248 316	236 438	71 184	1 357 457	-	(1 242 160)	2 079 020
Prestations de services - hors Groupe	176 095	71 718	86 813	60 494	32 044	20 565	-	150 008	(190 517)	407 220
Chiffre d'affaires - intrasectoriel	793 220	397 875	551 316	308 810	268 482	91 749	1 357 457	150 008	(1 432 677)	2 486 240
Produits des placements	30 657	27 520	15 124	7 614	8 478	(4 609)	25 431	228 842	(252 907)	86 150
<i>Dont dividendes</i>	<i>(2 847)</i>	<i>(1 281)</i>	-	-	-	-	-	<i>(246 269)</i>	<i>250 397</i>	-
Total des produits des activités ordinaires	823 877	425 395	566 440	316 424	276 960	87 140	1 382 888	378 850	(1 685 584)	2 572 390
Charges des prestations d'assurance	(291 215)	(153 371)	(297 503)	(164 538)	(84 816)	(37 453)	(639 137)	(5 311)	626 814	(1 046 530)
Produits des cessions en réassurance	320 699	180 731	310 374	165 534	111 992	41 713	434 207	-	(1 024 092)	541 158
Charges des cessions en réassurance	(405 759)	(219 198)	(328 848)	(178 986)	(174 391)	(49 644)	(528 798)	-	1 242 163	(643 461)
Autres produits et charges opérationnels courants	(309 247)	(154 431)	(220 162)	(119 075)	(109 267)	(52 536)	(438 996)	(176 225)	587 793	(992 146)
Total autres produits et charges	(685 522)	(346 269)	(536 139)	(297 065)	(256 482)	(97 920)	(1 172 724)	(181 536)	1 432 678	(2 140 979)
Résultat opérationnel courant	138 355	79 126	30 301	19 359	20 478	(10 780)	210 164	197 314	(252 906)	431 411
Autres produits et charges opérationnels non courants	(6 338)	25 683	186	1 139	17 645	-	-	(3 471)	(7 649)	27 195
Résultat opérationnel	132 017	104 809	30 487	20 498	38 123	(10 780)	210 164	193 843	(260 555)	458 606
Charges de financement	(109)	(436)	(74)	(166)	18	(1)	(523)	(12 176)	2 514	(10 953)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence	6 992	6 567	-	-	-	-	-	(7 135)	-	6 424
Impôts sur les résultats	(39 440)	(45 662)	(5 624)	(8 019)	(9 883)	(485)	(43 546)	15 663	-	(136 996)
Résultat net de l'ensemble consolidé	99 460	65 278	24 789	12 313	28 257	(11 266)	166 095	190 196	(258 041)	317 081
dont										
Résultat net, part du Groupe	96 868	66 012	24 789	10 819	28 257	(11 266)	166 095	190 196	(258 041)	313 729
Participations ne donnant pas le contrôle	2 592	(734)	-	1 494	-	-	-	-	-	3 352

Annexe aux comptes consolidés

Résultat sectoriel au 31 décembre 2013 – Publié

	31/12/2013									
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Réassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	Groupe
Primes émises	661 333	355 745	484 642	247 803	252 885	72 708	1 425 334	-	(1 297 954)	2 202 496
Ristournes sur primes	(49 028)	(28 697)	(22 229)	218	(5 161)	(2 313)	(74 325)	-	71 639	(109 896)
Variation des primes non acquises	4 820	(891)	2 090	295	(11 286)	789	6 448	-	(15 845)	(13 580)
Primes acquises - hors Groupe	617 125	326 157	464 503	248 316	236 438	71 184	1 357 457	-	(1 242 160)	2 079 020
Prestations de services - hors Groupe	176 095	71 718	86 813	60 494	38 494	20 565	-	143 558	(190 517)	407 220
Chiffre d'affaires - intrasectoriel	793 220	397 875	551 316	308 810	274 932	91 749	1 357 457	143 558	(1 432 677)	2 486 240
Produits des placements	30 657	27 520	15 124	7 614	8 478	(4 609)	25 431	228 842	(252 907)	86 150
Dont dividendes	(2 847)	(1 281)	-	-	-	-	-	(246 269)	250 397	-
Total des produits des activités ordinaires	823 877	425 395	566 440	316 424	283 410	87 140	1 382 888	372 400	(1 685 584)	2 572 390
Charges des prestations d'assurance	(291 215)	(153 371)	(297 503)	(164 538)	(87 413)	(37 453)	(639 137)	(2 714)	(639 137)	(1 046 530)
Produits des cessions en réassurance	320 699	180 731	310 374	165 534	111 992	41 713	434 207	-	(1 024 092)	541 158
Charges des cessions en réassurance	(405 759)	(219 198)	(328 848)	(178 986)	(174 391)	(49 644)	(528 798)	-	1 242 163	(643 461)
Autres produits et charges opérationnels courants	(309 247)	(154 431)	(220 162)	(119 075)	(117 000)	(52 536)	(438 996)	(168 492)	587 793	(992 146)
Total autres produits et charges	(685 522)	(346 269)	(536 139)	(237 065)	(266 812)	(97 920)	(1 172 724)	(171 206)	1 432 678	(2 140 979)
Résultat opérationnel courant	138 355	79 126	30 301	19 359	16 598	(10 780)	210 164	201 194	(252 906)	431 411
Autres produits et charges opérationnels non courants	(6 338)	25 683	186	1 139	17 645	-	-	(3 471)	(7 649)	27 195
Résultat opérationnel	132 017	104 809	30 487	20 498	34 243	(10 780)	210 164	197 723	(260 555)	458 606
Charges de financement	(109)	(436)	(74)	(166)	(23)	(1)	(523)	(12 135)	2 514	(10 953)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées mises en équivalence	6 992	6 567	-	-	-	-	-	(7 135)	-	6 424
Impôts sur les résultats	(39 440)	(45 662)	(5 624)	(8 019)	(8 362)	(485)	(43 546)	14 142	-	(136 996)
Résultat net de l'ensemble consolidé	99 460	65 278	24 789	12 313	25 858	(11 266)	166 095	192 595	(258 041)	317 081
dont										
Résultat net, part du Groupe	96 868	66 012	24 789	10 819	25 858	(11 266)	166 095	192 595	(258 041)	313 729
Participations ne donnant pas le contrôle	2 592	(734)	-	1 494	-	-	-	-	-	3 352

Charges des dépréciations sectorielles

(en milliers d'euros)

	31 décembre 2014									
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Réassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	Groupe
Provisions des prêts et créances	(150)	(3 088)	(1 002)	(24)	(25)	(24)	(50)	583	-	(3 780)

(en milliers d'euros)

	31/12/2013									
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Réassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	Groupe
Provisions des prêts et créances	(112)	(1 722)	(1 016)	-	21	12	(261)	(4 543)	-	(7 621)

Bilan sectoriel au 31 décembre 2014

(en milliers d'euros)

	31 décembre 2014									
	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Reassurance groupe	Services groupe	Eliminations inter sectorielles	GRUPE
Ecart d'acquisition	-	-	67 566	5 936	27 937	3 403	-	3 547	-	108 389
Autres immobilisations incorporelles	53 566	20 245	23 895	10 708	1 197	2 250	344	4 125	(3 827)	112 503
Placements des activités d'assurance	899 321	962 499	(378 434)	34 286	140 304	61 670	1 029 851	1 691 692	(452 183)	3 989 006
Investissements dans les entreprises associées	72 797	54 063	-	-	-	-	-	72 568	-	199 428
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers	271 666	123 214	272 370	256 990	116 781	22 105	372 018	110	(870 975)	564 279
Créances d'assurance et de réassurance	55 401	69 650	174 215	79 979	90 734	55 680	260 298	(47)	(181 040)	604 870
Autres actifs sectoriels	287 843	115 301	1 604 984	277 400	73 713	19 403	62 222	155 038	(1 814 692)	781 212
Total actif	1 640 594	1 344 972	1 764 596	665 299	450 666	164 511	1 724 733	1 927 033	(3 322 717)	6 359 687
Provisions techniques nettes (de prévisions de recours)	543 804	241 963	515 131	274 185	274 847	197 275	1 004 720	48	(874 727)	2 177 246
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	24 836	69 740	49 332	39 702	7 431	15 163	94 716	1 439	(75 367)	226 992
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	35 288	12 349	52 539	25 880	38 672	2 268	94 360	43	(129 922)	131 477
Autres dettes	1 088 401	878 603	329 400	165 086	45 270	81 697	55 731	683 242	(2 146 125)	1 181 305
Total dettes	1 692 329	1 202 655	946 402	504 853	366 220	296 403	1 249 527	684 772	(3 226 141)	3 717 020

Annexe aux comptes consolidés

Bilan sectoriel au 31 décembre 2013 – Pro forma

(en milliers d'euros)

31 Décembre 2013

	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Reassurance groupe	Services groupe	Eliminations intersectorielles	GROUPE
Ecart d'acquisition	-	-	62 768	5 936	24 533	3 136	-	3 116	-	99 489
Autres immobilisations incorporelles	48 026	18 508	7 072	7 148	1 266	2 616	553	5 823	(2 027)	88 985
Placements des activités d'assurance	536 952	758 372	191 498	44 564	76 364	35 516	843 021	1 702 303	(438 682)	3 749 908
Investissements dans les entreprises associées	73 565	48 634	-	-	-	-	-	71 654	-	193 853
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers	259 706	128 875	254 405	207 027	80 616	52 324	279 756	110	(732 943)	529 876
Créances d'assurance et de réassurance	57 355	73 957	187 846	56 818	69 758	31 844	319 397	(47)	(161 573)	635 355
Autres actifs sectoriels	308 935	117 251	244 785	251 632	58 427	(34 777)	59 717	142 112	(382 892)	765 190
Total actif	1 284 539	1 145 597	948 374	573 125	310 964	90 659	1 502 444	1 925 071	(1 718 117)	6 062 656
Provisions techniques nettes (de prévisions de recours)	534 460	253 066	487 084	323 877	214 034	94 306	857 844	48	(736 037)	2 028 682
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	19 933	70 402	50 513	33 293	5 820	10 001	77 669	1 043	(76 533)	192 141
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	36 668	4 269	48 815	33 345	18 737	891	107 782	43	(105 250)	145 300
Autres dettes	425 696	251 632	272 950	154 292	28 267	13 172	62 200	665 394	(705 522)	1 168 081
Total dettes	1 016 757	579 369	859 362	544 807	266 858	118 370	1 105 495	666 528	(1 623 342)	3 534 204

Bilan sectoriel au 31 décembre 2013 – Publié

(en milliers d'euros)

31 Décembre 2013

	Allemagne, Autriche et Suisse	France	Europe du Nord	Pays méditerranéens, Moyen-Orient et Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Reassurance groupe	Services groupe	Eliminations intersectorielles	GROUPE
Ecart d'acquisition	-	-	62 768	5 936	27 649	3 136	-	-	-	99 489
Autres immobilisations incorporelles	48 026	18 508	7 072	7 148	1 266	2 616	553	5 823	(2 027)	88 985
Placements des activités d'assurance	536 952	758 372	191 498	44 564	76 364	35 516	843 021	1 702 303	(438 682)	3 749 908
Investissements dans les entreprises associées	73 565	48 634	-	-	-	-	-	71 654	-	193 853
Part des cessionnaires et rétrocessionnaires dans les provisions techniques et les passifs financiers	259 706	128 875	254 405	207 027	80 616	52 324	279 756	110	(732 943)	529 876
Créances d'assurance et de réassurance	57 355	73 957	187 846	56 818	69 758	31 844	319 397	(47)	(161 573)	635 355
Autres actifs sectoriels	308 935	117 251	244 785	251 632	65 655	(34 777)	59 717	134 884	(382 892)	765 190
Total actif	1 284 539	1 145 597	948 374	573 125	321 308	90 659	1 502 444	1 914 727	(1 718 117)	6 062 656
Provisions techniques nettes (de prévisions de recours)	534 460	253 066	487 084	323 877	214 034	94 306	857 844	48	(736 037)	2 028 682
Dettes nées des opérations d'assurance ou de réassurance acceptées	19 933	70 402	50 513	33 293	5 820	10 001	77 669	1 043	(76 533)	192 141
Dettes nées des opérations de réassurance cédées	36 668	4 269	48 815	33 345	18 737	891	107 782	43	(105 250)	145 300
Autres dettes	425 696	251 632	272 950	154 292	34 162	13 172	62 200	659 499	(705 522)	1 168 081
Total dettes	1 016 757	579 369	859 362	544 807	272 753	118 370	1 105 495	660 633	(1 623 342)	3 534 204

Annexe aux comptes consolidés

Note 28 Parties liées

Euler Hermes Group est détenue principalement par le groupe Allianz France SA, qui est lui-même détenu par le groupe Allianz à 100%.

L'actionnariat d'Euler Hermes Group se compose de la manière suivante:

	Nombre d'actions	%
Allianz France SA	26 864 230	59,25%
Allianz Vie	3 879 818	8,56%
Actions d'autocontrôle	1 360 137	3,00%
Sous total	32 104 185	70,80%
Public (titres au porteur)	13 237 992	29,20%
Total	45 342 177	100,00%

Transactions

(en milliers d'euros)

	31 décembre							
	2014				2013			
	Allianz SE & autres entités Allianz	Allianz Belgium	Allianz France SA	Entreprises associées et co-entreprises	Allianz SE & autres entités Allianz	Allianz Belgium	Allianz France SA	Entreprises associées et co-entreprises
Produits d'exploitation	53 264	-	-	151 265	52 156	-	-	77 327
Charges de prestations d'assurance	(6 691)	-	-	(62 364)	(2 371)	-	-	(84 840)
Charges ou produits nets de cession en réassurance	(64 682)	-	-	(5 517)	(33 285)	-	-	3 603
Charges de financement	(157)	-	-	-	-	(4 818)	-	-
Autres produits et charges d'exploitation et financiers nets	(15 744)	-	-	(51 514)	(13 440)	-	-	(27 710)

Créances et dettes

(en milliers d'euros)

	31 décembre 2014				31 décembre 2013			
	Allianz SE & autres entités Allianz	Allianz Belgium	Allianz France SA	Entreprises associées et co-entreprises	Allianz SE & autres entités Allianz	Allianz Belgium	Allianz France SA	Entreprises associées et co-entreprises
Comptes courants (y compris intérêts courus)	58 515	-	-	-	37 125	-	-	4
Créances d'exploitation nettes	6 893	-	153	4 107	2 672	-	-	857
Dettes d'exploitation	(8 858)	-	-	921	(8 179)	-	-	2 639

Le compte courant avec Allianz SE correspond à une partie de la trésorerie du Groupe qui est centralisée par Allianz SE dans un *cash pooling*.

Rémunération des mandataires sociaux

Les mandataires sociaux du Groupe sont constitués des membres du Directoire et des membres du Conseil de Surveillance

Le tableau ci-dessous résume les sommes attribuées par le Groupe au titre des rémunérations de toutes natures et autres avantages accordés aux membres du Directoire du Groupe au titre de chacun des exercices présentés.

Membres du Directoire

(en milliers d'euros)

	Au 31 décembre,	
	2014	2013
Salaires et autres avantages à court terme	5 456	5 365
Plus-value de cession de SAR/RSU		
Avantages en nature	471	370
Autres indemnités spécifiques	285	255
Total	6 212	5 991
Attribution d'options (nombre):	14 008,5	19 377
- Options Euler Hermes & LTI EH	8 010,5	12 171
- AEI (ex RSU)	5 998,0	7 206

Annexe aux comptes consolidés

Les détails sur les plans de stock-options sont mentionnés dans la note 31.

Aucun des membres du Directoire ne bénéficie d'un régime de retraite supplémentaire à prestations définies (retraite chapeau).

En supplément du régime complémentaire AGIRC-ARRCO, Frédéric Bizière, Dirk Oevermann, Clarisse Kopff et Paul Overeem, bénéficient d'un régime de retraite supplémentaire à cotisations définies géré par AG2R/ARIAL Assurances.

Monsieur Paul Overeem, bénéficie par ailleurs d'un plan de retraite complémentaire à cotisations définies américain 401(k).

Par ailleurs, Messieurs Wilfried Verstraete et Gerd-Uwe Baden bénéficient du régime de retraite complémentaire à cotisations définies du groupe Allianz pour ses dirigeants.

Le chapitre 2, paragraphe 2.3 du Document de Référence contient une description détaillée des différentes rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux du Groupe.

Le tableau ci-dessous résume les sommes versées par le Groupe au titre des jetons de présence accordés aux membres du Conseil de Surveillance faisant partie d'Allianz France et/ou du groupe Allianz.

Membres du Conseil de Surveillance faisant partie d'Allianz France et/ou du groupe Allianz

(en milliers d'euros)	Au 31 décembre,	
	2014	2013
Jetons de présence dus par Euler Hermes Group	225	185

Annexe aux comptes consolidés

Note 29 Plans de stock-options

Plans d'options sur actions Euler Hermes Group

Caractéristiques des plans d'options sur actions

Euler Hermes Group utilise le modèle Cox-Ross-Rubinstein pour évaluer la charge de personnel relative aux options attribuées. Les hypothèses retenues sont les suivantes :

	Plans d'achat	
	sept-2006	juin-2008
Juste valeur des options attribuées	22,29	6,83
Caractéristiques :		
Date de l'AGE (Assemblée Générale Extraordinaire)	22/05/2006	22/05/2006
Durée de validité des options	8 ans	8 ans
Période d'acquisition des droits	2 ans	2 ans
Hypothèses :		
Taux d'intérêt sans risque	4,01%	4,72%
Volatilité attendue (1)	25%	33%
Taux de rendement des actions	3,74%	10,51%

(1) La volatilité attendue est calculée à partir des prix de marché historiques

Restrictions diverses

- Plans mixtes adoptés par l'AGE du 22 mai 2006
Sont éligibles tous les salariés et mandataires sociaux de la société Euler Hermes Group et de ses filiales détenues à plus de 50 % à la date de l'octroi de l'option, sous contrat à durée indéterminée ou à durée déterminée, et ayant au moins six mois d'ancienneté à cette même date. Les options seront librement cessibles au terme de la période d'indisponibilité de quatre années à compter de la date de l'octroi des options, sauf cas prévus par l'article 91 *ter* de l'annexe II du Code général des impôts (licenciement, mise à la retraite, invalidité ou décès du bénéficiaire).

Informations relatives aux plans en cours

Au 31 décembre 2014, le nombre d'options susceptibles d'être exercées est le suivant:

Date d'attribution	Plans d'achat (1)	
	September-06	June-08
Nombres d'options à lever	-	34 906
Fin de période de souscription	September-14	June-16
Prix d'exercice des options en vie à la clôture	91,82	55,67

- (1) L'AGE du 22 mai 2006 a autorisé à consentir au bénéfice des salariés et éventuellement des mandataires sociaux du Groupe Euler Hermes des options de souscriptions et/ou d'acquisition d'actions Euler Hermes. En ce qui concerne l'attribution de septembre 2006, il s'agit uniquement d'options d'achat. Le Directoire réuni le 20 juin 2008 a approuvé la demande du Conseil de Surveillance du 15 juin 2008 quant à l'attribution d'un plan d'achat d'actions (ce dernier entre dans le cadre du plan approuvé lors de l'Assemblée Générale Mixte du 22 mai 2006).

Les opérations sur les plans de *stock-options* intervenues depuis le 1^{er} janvier 2014 sont résumées comme suit:

Annexe aux comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2014					
	Prix d'exercice moyen (euros)	Nombre d'options	Prix moyen de l'action EH à la date d'exercice (euros)	Moyenne des durées de vie résiduelles (années)	Fourchette des prix d'exercice des options en vie à la clôture (euros)
Début de période	81,36	163 993			
Attribution	-	-			
Exercice	57,59	11 275	57,59		
Annulation	91,24	117 812			
Fin de période	55,67	34 906		1,47	55,67

Exercice clos le 31 décembre 2013					
	Prix d'exercice moyen (euros)	Nombre d'options	Prix moyen de l'action EH à la date d'exercice (euros)	Moyenne des durées de vie résiduelles (années)	Fourchette des prix d'exercice des options en vie à la clôture (euros)
Début de période	71,31	417 750			
Attribution	-	-			
Exercice	64,34	229 632	64,34		
Annulation	69,36	24 125			
Fin de période	81,36	163 993		1,19	55,67-91,82

Allianz Group Equity Incentive plans

Les plans mis en place dans le cadre de l'*Allianz Group Equity Incentives* concernent les membres de la Direction d'Allianz et de ses filiales dans le monde. A partir de 1999, Allianz a émis des SAR (Stock Appreciation Rights), instruments dont la rémunération est entièrement et directement liée à l'évolution du cours de l'action Allianz. A partir de 2003, Allianz a émis des RSU (Restricted Stock Units) avec une période d'acquisition des droits de quatre ou cinq ans. La rémunération est accordée par chaque entité concernée selon les conditions définies par le groupe Allianz. Le prix d'octroi des SAR et des RSU applicable pour la rémunération des personnes éligibles (prix de référence) est calculé sur la base de la moyenne du cours de l'action Allianz au cours des 10 jours suivant l'Assemblée Générale Annuelle d'Allianz.

Caractéristiques des plans SAR et RSU

	Plans de SAR						
	06-mars-08	12-mars-09	11-mars-10	Total			
Juste valeur au 31 décembre 2014 (en euros)	19,28	77,93	49,99				
(en milliers d'euros)							
Engagement total	669	385	1 259	2 313			
Engagement à l'ouverture	371	916	1 255	2 542			
Charge comptabilisée sur la période	298	308	717	1 323			
Exercice des SAR	-	-839	-713	-1 552			
Engagement à la clôture	669	385	1 259	2 313			
	Plans de RSU						
	12-mars-09	11-mars-10	10-mars-11	08-mars-12	07-mars-13	13-mars-14	Total
Juste valeur au 31 décembre 2014 (en euros)	-	137,35	137,35	130,68	123,84	116,81	
(en milliers d'euros)							
Engagement total	-	2 806	3 673	4 290	3 221	2 045	16 035
Engagement à l'ouverture	956	1 467	2 005	1 758	809	-	6 995
Charge comptabilisée sur la période	246	1 241	1 517	1 465	968	736	6 173
Exercice des RSU	-1 202	-	-	-	-	-	-1 202
Engagement à la clôture	-	2 708	3 522	3 223	1 777	736	11 966

- SAR

Après une période d'acquisition des droits de deux ans (excepté pour les plans de mars 2009 et mars 2010, quatre ans), les SAR peuvent être exercées à n'importe quel moment entre le 2^e et le 7^e anniversaire du plan concerné sous les conditions suivantes :

- le cours de l'action Allianz surperforme le prix de référence d'au moins 20% au moment de l'exercice des droits.
- durant la période contractuelle, le cours de l'action Allianz a surperformé l'indice Dow Jones au moins une fois pendant une période de cinq jours consécutifs;

Annexe aux comptes consolidés

Sous ces conditions, les sociétés du groupe Allianz doivent payer, par remise de liquidités, la différence entre le cours de l'action Allianz au jour où les droits sont exercés et le prix de référence mentionné dans le plan concerné.

- RSU

A l'issue de la période d'acquisition des droits d'une durée de quatre ou cinq ans, à la date d'exercice des droits, le groupe Allianz pourra opter pour une rémunération par remise de liquidités ou par remise de titres Allianz ou autres instruments de capitaux propres. Dans le premier cas, le paiement se fera par rapport au cours moyen de l'action Allianz sur les 10 jours précédant la fin de la période d'acquisition des droits.

Incidence sur les comptes consolidés au 31 décembre 2014

La juste valeur de la dette résultant des plans de SAR et de RSU est réévaluée à chaque clôture en fonction de l'évolution du cours de l'action Allianz, jusqu'à l'extinction de l'obligation. La juste valeur des SAR et des RSU est déterminée selon le modèle binomial d'évaluation de Cox-Ross-Rubinstein. La charge est comptabilisée au fur et à mesure de l'acquisition des droits (la charge est donc étalée sur deux ans pour les SAR – excepté pour les plans de mars 2009 et de mars 2010, quatre ans – et de quatre ou cinq ans pour les RSU. Au 31 décembre 2014 la dette relative aux SAR et aux RSU restant à exercer s'élève à 14 279 milliers d'euros.

Informations relatives aux plans en cours

Date d'octroi	Exercice clos le 31 décembre 2014												
	SAR						RSU						
	Période d'acquisition des droits (années)	Prix de référence (euros)	SAR à l'ouverture	SAR attribuées	SAR annulées	SAR exercées	SAR transférées	Période d'acquisition des droits (années)	RSU à l'ouverture	RSU attribuées	RSU annulées	RSU exercées	RSU transférées
08/03/2007	2	160,13	25 038	-	-	25 038	-	-	-	-	-	-	-
06/03/2008	2	117,38	24 700	-	-	-	9 992	-	-	-	-	-	-
12/03/2009	4	51,95	11 750	-	-	10 791	3 983	5	7 679	-	-	9 635	1 956
11/03/2010	4	87,36	30 481	-	-	15 955	10 667	5	15 131	-	-	-	5 295
10/03/2011	-	-	-	-	-	-	-	4	21 678	-	-	-	5 062
08/03/2012	-	-	-	-	-	-	-	4	27 415	-	-	-	5 416
07/03/2013	-	-	-	-	-	-	-	4	20 534	-	-	-	5 474
13/03/2014	-	-	-	-	-	-	-	4	-	17 510	-	-	-

Euler Hermes Group Long Term Incentive plans

Quatre plans EH LTI ont été mis en place (en mars 2011, en mars 2012, en mars 2013 et en mars 2014). Les bénéficiaires concernés sont des salariés et des membres du Directoire d'Euler Hermes Group (classés selon les échelons Allianz 20 à 15). Il s'agit d'un mode de rémunération variable permettant aux acquéreurs (déterminés en fonction du rôle et de leur contribution) de profiter du succès du Groupe sur le long terme.

De manière générale, les règles d'attribution, de plafonnement (croissance de cours de l'action de 200 %) et de versement du plan EH LTI sont identiques au plan *Allianz group Equity Incentive Plan*.

Caractéristiques du plan RSU Euler Hermes Group

	Plans de EH RSU				
	01-mars-11	01-mars-12	01-mars-13	01-mars-14	Total
Juste valeur au 31 décembre 2014	79,96	79,96	79,96	79,96	
(en milliers d'euros)					
Engagement total (hors charges sociales)	3 924	5 878	4 660	2 979	17 441
Engagement à l'ouverture	3 846	4 243	2 274	-	10 363
Charge comptabilisée sur la période	(105)	159	383	1 162	1 599
Exercice d'option	-	-	-	-	-
Engagement à la clôture	3 741	4 402	2 657	1 162	11 962

Les RSU Euler Hermes Group (*Euler Hermes Restricted Stock Units*) ont une période d'acquisition de quatre ans à compter de la date d'octroi.

Le prix d'octroi des RSU Euler Hermes Group est calculé sur la base de la moyenne du cours de l'action Euler Hermes Group au cours des 10 jours suivant la conférence de presse portant sur les comptes d'Euler Hermes Group du quatrième trimestre de l'année précédente.

Le nombre des RSU Euler Hermes Group délivrés est calculé en fonction de la *LTI Allocation Value* de Euler Hermes Group divisée par le prix d'octroi des RSU Euler Hermes Group.

Annexe aux comptes consolidés

Le premier plan RSU Euler Hermes Group a été octroyé en date du 1^{er} mars 2011, le second plan le 1^{er} mars 2012, le troisième plan le 1^{er} mars 2013 et le quatrième plan le 1^{er} mars 2014.

A l'issue de la période d'acquisition de quatre ans (soit en 2015 pour les RSU Euler Hermes Group octroyés en mars 2011, 2016 pour ceux octroyés en mars 2012, 2017 pour ceux octroyés en mars 2013 et 2018 pour ceux octroyés en mars 2014), la société a le choix, pour chaque RSU Euler Hermes Group, entre deux modes de versement:

- la conversion en titres Euler Hermes Group supplémentaires au nom de l'acquéreur ;
- la conversion des RSU Euler Hermes Group en liquidités payées directement sur le salaire.

Dans les deux cas, le versement est calculé en fonction du cours de l'action à la fin de la période d'acquisition.

Informations relatives aux plans en cours

Exercice clos le 31 Décembre 2014						
EH RSU						
Date d'octroi	Période d'acquisition des droits (années)	RSU à l'ouverture	RSU attribuées	RSU annulées	RSU exercées	RSU transférées
01/03/2011	4	51 320	-	2 250	-	-
01/03/2012	4	77 195	-	3 677	-	-
01/03/2013	4	61 185	-	2 906	-	-
01/03/2014	4	-	37 261	-	-	-

Le total des attributions en 2014 pour les membres du Directoire s'élève à :

- RSU Allianz 5 745
- RSU Euler Hermes 7 673

La quote-part de charges comptabilisées sur la période correspondant à la mise à la juste valeur des plans a été reclassée dans les produits financiers pour un montant de 1 063 milliers d'euros.

Annexe aux comptes consolidés

Note 30 Effectifs du Groupe

Répartition des effectifs par région :

	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Allemagne & Suisse	2 110	1 847
France	866	916
Europe du Nord	1 381	1 365
Bassin Méditerranéen & Afrique	516	493
Amériques	441	486
Asie Pacifique	287	254
Captive de réassurance	17	12
Services Groupe	793	767
Total Groupe Euler Hermes	6 411	6 140

L'effectif présenté correspond au nombre d'employés avec un contrat de travail avec la filiale à la date d'arrêt des comptes. Pour les entreprises en intégration proportionnelle, l'effectif présenté correspond à leur quote-part dans les comptes consolidés. La société NV Interpolis Kreditverzekeringen détenue proportionnellement en 2013 est intégrée à 100% au Groupe en 2014. L'effectif des sociétés mises en équivalence n'est pas pris en compte.

L'augmentation de l'effectif en Allemagne est due à l'intégration dans le périmètre de consolidation des trois entités détenues par Bürgel Wirtschaftsinformationen.

Charges de personnel :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Frais de personnel	(512 339)	(503 195)
Participation et intéressement	(13 775)	(9 194)
Total charges de personnel	(526 114)	(512 389)

La charge globale de personnel est de 526,1 millions d'euros arrêtée au 31 décembre 2014 contre 512,4 millions d'euros arrêtée au 31 décembre 2013. La participation et intéressement des salariés a augmenté d'environ 50% entre 2013 et 2014, cette hausse est liée à la reprise de la provision pour égalisation dans Euler Hermes France suite à la réalisation de la fusion transfrontalière (fusions transfrontalières d'Euler Hermes Deutschland AG et Euler Hermes France SA dans Euler Hermes SA (NV)). Cette reprise de provision explique en grande partie la hausse du bénéfice net fiscal, qui sert de base au calcul de la participation et intéressement.

Le montant des rémunérations attribuées aux membres du Directoire de Euler Hermes Group s'élève à 6 212 milliers d'euros au titre de l'exercice 2014 (2013 : 5 991 milliers d'euros).

Annexe aux comptes consolidés

Note 31 Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Engagements reçus	6 975	6 870
Cautions, avals, autres garanties	6 975	6 870
Engagements donnés	35 228	51 737
Cautions, avals, autres garanties	35 228	51 737
Dont engagements envers Société Générale	-	36 286
Dont engagement d'investir dans un fonds logistique	17 994	-
Dont engagement financier dans des fonds communs de placement à risque	6 149	6 620
Dont Garantie Autonome CACIB	3 125	3 125
Dont engagements liés aux locations bureaux et voitures	4 314	1 740
Dont engagements envers InvestitionsBank Landes Brandeburg	1 857	1 857
Dont engagement lié à la responsabilité de membres d'un GIE	33	42

L'engagement de 36,3 millions d'euros au profit de la Banque Roumaine de Développement, BRD, elle-même filiale du groupe Société Générale, qui émettra une caution au profit d'un client d'Euler Hermes Nederland, succursale d'Euler Hermes SA (NV), a été résilié au cours du dernier trimestre 2014.

Euler Hermes SA (NV) et Euler Hermes Reinsurance AG se sont engagés à investir dans un fonds logistique. Le montant de l'engagement de chaque société s'élève à 8 997 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Euler Hermes France s'est engagée à investir directement ou par l'intermédiaire d'opérations de co-investissements dans des fonds communs de placement à risque. Le montant de cet engagement s'élève à 6 149 milliers d'euros au 31 décembre 2014 contre 6 620 milliers d'euros au 31 décembre 2013.

Un engagement hors bilan de 3 125 milliers d'euros a été donné au cours de l'exercice 2012 au titre d'une garantie autonome à première demande dont le bénéficiaire est la compagnie CACIB au titre du dépôt de garantie donné pour la location des locaux d'exploitation de la tour First.

Un engagement a été donné par le Groupe à Cardif pour garantir le versement des sommes nécessaires au fond de retraite à prestations définies en cas de revalorisation indiciaire de ce fond.

Dans le cadre du partenariat espagnol Solunion, le Groupe et MAPFRE ont un engagement mutuel de garantie de passif.

Annexe aux comptes consolidés

Note 32 Honoraires d'audit

(en milliers d'euros)

	KPMG Audit FS II				ACE			
	Amount		%		Amount		%	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Audit								
o Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	354	354	10%	9%	189	189	43%	43%
- Filiales intégrées globalement	2 800	2 827	76%	76%	229	230	52%	52%
o Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur	106	139	3%	4%	19	22	4%	5%
- Filiales intégrées globalement	121	311	3%	8%				
Sous-total	3 382	3 631	91%	97%	437	441	100%	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
o Juridique, fiscal, social	143	32	4%	1%				
o IT								
o Stratégie	150	5	4%	0%				
o Ressources humaines								
o Autres	26	66	1%	2%				
Sous-total	318	103	9%	3%				
TOTAL	3 700	3 734	100%	100%	437	441	100%	100%

Note 33 Evénements postérieurs au 31 décembre 2014

Il n'y a pas eu de changement significatif de la situation financière ou commerciale du Groupe, survenu depuis le 31 décembre 2014 qui remette en cause les hypothèses retenues pour la clôture des comptes.

Note 34 Gestion des risques

Les sections qui font partie intégrante des états financiers du Groupe relatives à la gestion des risques sont présentées dans les sections 4.2 à 4.2.5 inclus du chapitre 4 « Principaux facteurs de risques et leur gestion au sein du Groupe » du présent Document de Référence.